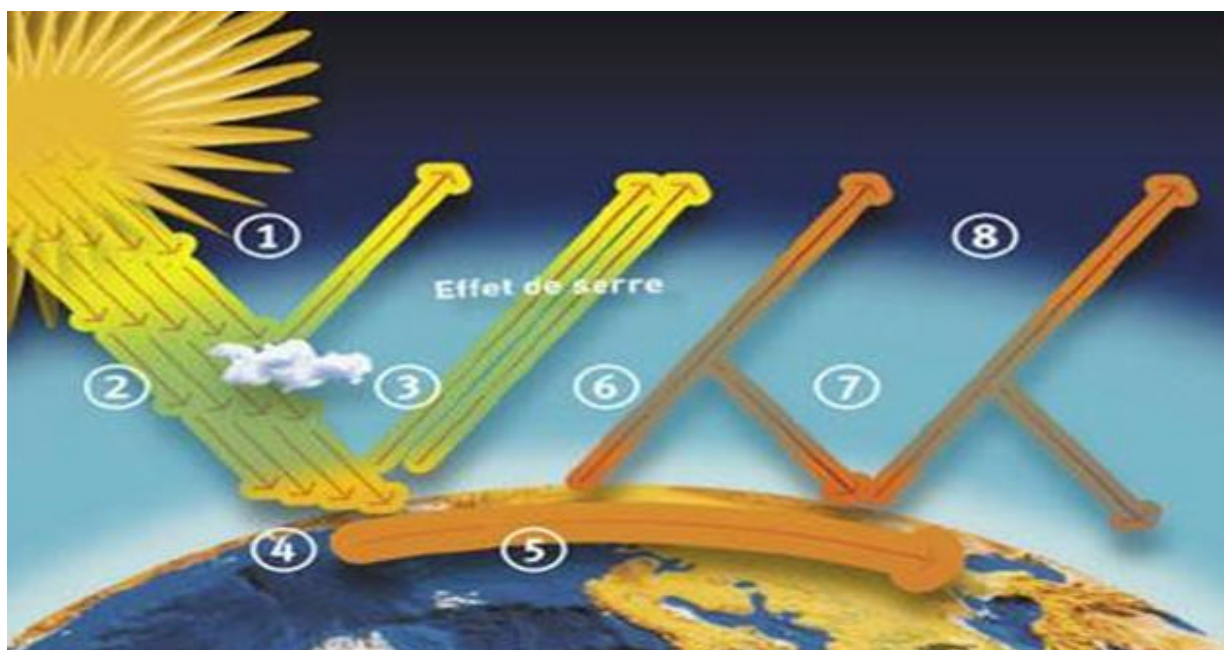


Projet Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR-GEM)



BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU TOGO ET IDENTIFICATION DES BESOINS PRIORITAIRES EN RENFORCEMENT DE CAPACITES



Octobre 2007

Photos de couverture :

- Schéma de l'effet de serre, phénomène naturel dont l'intensification induit le réchauffement de la planète et les changements climatiques ;
- Ville d'Aného victime de l'érosion côtière, montrant la passe entre l'océan et la lagune.

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ACMAD	Centre Africain des Applications de la Météorologie pour le Développement
AME	Accords Multilatéraux sur l'Environnement
AMMA	Analyse Multidisciplinaire de la Mousson Africaine
ANCR-GEM	Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondiale
ANGE	Agence Nationale de Gestion de l'Environnement
AND	Autorité Nationale Désignée du MDP
ATODES	Association Togolaise de Développement de l'Energie Solaire
CBD	Convention des Nations Unies sur la Biodiversité
CC	Changements Climatiques
CCD	Convention-Cadre des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification
CCNUCC/UNFCCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques/United Nations Framework Convention on Climate Change
CDCP	Comité Directeur de Coordination du Projet
CdP	Conférence des Parties
CERHOC	Centre d'Etudes, de Recherche Hydrographique et Océanique
CGILE	Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de l'Environnement
CIE	Commission Interministérielle de l'Environnement
CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CIN	Comité Intergouvernemental de Négociation
CLP	Comités Locaux de Planification
CNCC	Comité National sur les Changements Climatiques
CNE	Comité National de l'Environnement
CNI	Communication Nationale Initiale du Togo sur les changements climatiques
CNUED	Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement
CPGE	Comités de Protection et de Gestion de l'Environnement
CPP	Comité de Pilotage du Projet
CRAF	Centre de Recherche Agronomique de la zone Forestière
CRAL	Centre de Recherche Agronomique du Littoral
CRASH	Centre de Recherche Agronomique de la zone de la Savane Humide
CRASS	Centre de Recherche Agronomique zone de la Savane Sèche

DSID	Direction de la Statistique, de l'Information et de la Documentation
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ENSI	Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs
ESA	Ecole Supérieure d'Agronomie
FEM (ou GEF)	Fonds pour l'Environnement Mondial (ou Global Environment Facility)
GES	Gaz à Effet de Serre
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
ICAT	Institut de Conseils et d'Appui Technique
IEC	Information, Education et Communication
IGES	Inventaire des Gaz à Effet de Serre
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
ITRA	Institut Togolais de Recherche Agronomique
JVE	Jeunes Volontaires pour l'Environnement
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MDP	Mécanisme pour un Développement Propre
MERF	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
MOC	Mise en Œuvre Conjointe
NTIC	Nouvelles Technologies d'Information et de Communication
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques
ODEF	Office de Développement et d'Exploitation de Forêts
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADES	Programme d'Aide pour le Développement Economique et Social
PANA	Plan d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques
PK	Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNAE	Plan National d'Action pour l'Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RAFIA	Recherche Appui et Formation aux Initiatives d'Autodéveloppement
RC	Renforcement de Capacités

OSMOE/SBI	Organe Subsidaire de Mise en Œuvre/Subsidiary Body for Implementation
OSCS/SBSTA	Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique/Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice
SIE-TOGO	Système d'Information Energétique du Togo
SWOT/SEPO	Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats/Succès, Echecs, Potentialités, Opportunités
UR	Unités de Recherches
UREC	Unités de Réduction d'Emissions Certifiées
UTCATF	Utilisation des Terres, Changements d'Affectation des Terres et Foresterie
V&A	Vulnérabilité et Adaptation

FORMULES CHIMIQUES DES GAS A EFFET DE SERRE

CH ₄	Méthane
CO ₂	Dioxyde de Carbone
HFC	Hydrofluorocarbones
N ₂ O	Oxyde nitrique/hémioxyde d'azote
PFC	Perfluorocarbones
SF ₆	Hexafluorure de soufre

TABLE DES MATIERES

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS	3
TABLE DES MATIERES	6
LISTE DES TABLEAUX	9
RESUME	10
1. INTRODUCTION GENERALE	12
1.1. Contexte et justification	12
1.2. Objectifs de l'étude	13
1.2.1. Objectif global	13
1.2.2. Objectifs spécifiques	13
1.3. Résultats attendus	14
2. METHODOLOGIE	15
2.1. Description de la méthodologie	16
2.1.1. Réunion technique avec le Coordonnateur National et le Directeur National du projet	16
2.1.2. La revue documentaire	16
2.1.3. Les enquêtes et interviews	16
2.1.4. Dépouillement, analyse et interprétation	17
2.1.5. Hiérarchisation des besoins en matière de capacités à renforcer	17
3. RESULTATS DE L'ETUDE	19
3.1. Etat des lieux sur la mise en œuvre des AME au Togo	20
3.1.1. Liste des AME signés et ratifiés par le Togo	20
3.1.2. Résumé et modalités de mise en œuvre des AME relatifs à la désertification	20
3.2. Rappel des dispositions de la Convention et de son Protocole	24
3.2.1. Genèse et naissance de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et le Protocole de Kyoto	24
3.2.2. La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	25
3.2.2.1. Objectif de la Convention	25
3.2.2.2. Principes fondamentaux de la Convention	25
3.2.2.3. Engagements des Parties à la Convention	26
3.2.2.4. Principaux organes de la Convention	27
3.2.3. Le Protocole de Kyoto	27
3.2.4. Avantages liés à la CCNUCC et au PK	30
3.2.4.1. Avantages liés à la mise en œuvre de la Convention	30
3.2.4.2. Avantages liés à la mise en œuvre du Protocole	31

3.2.4.3.	Liens de synergie avec les autres AME et les politiques et stratégies nationales _____	32
3.2.5.	Liens de synergie avec les politiques et stratégies nationales _____	37
3.3.	Politique nationale sur les changements climatiques _____	38
3.3.1.	Cadre institutionnel de gestion des Changements climatiques _____	39
3.3.1.1.	Institutions de l'Etat _____	40
3.3.1.2.	Organes de coordination et de concertation _____	42
3.3.1.3.	Les organisations de la société civile _____	44
3.3.1.4.	Les institutions privées _____	45
3.3.1.5.	Les institutions régionales _____	45
3.3.2.	Cadre juridique et réglementaire _____	46
3.3.2.1.	Autres conventions internationales ratifiées par le Togo ayant trait aux changements climatiques _____	46
3.3.2.2.	Corpus juridique national _____	46
3.3.3.	Les instruments politiques _____	48
3.3.3.1.	La régulation des émissions de GES _____	48
3.3.3.2.	Les taxes de pollution _____	48
3.4.	Bilan de la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK au Togo _____	48
3.4.1.	Réalisations dans le cadre du respect des engagements à l'égard de la CCNUCC au Togo _____	49
3.4.1.1.	Elaboration de la Communication Nationale Initiale _____	49
3.4.1.2.	Activités de la phase II _____	50
3.4.2.	Analyse stratégique de la mise en œuvre de la CCNUCC au Togo _____	54
3.4.2.1.	Leçons tirées de l'élaboration de la CNI et d'exécution de la Phase II _____	54
3.4.2.2.	Forces et acquis de la mise en œuvre de la CCNUCC _____	55
3.4.2.3.	Contraintes, lacunes et faiblesses de la mise en œuvre de la CCNUCC _____	55
3.5.	Opportunités pour la mise en œuvre de la CCNUCC au Togo _____	60
3.6.	Menaces au processus de mise en œuvre de la Convention, le PK et les directives de la COP au Togo _____	61
3.7.	Évaluation des besoins nationaux et des actions à mener en matière de renforcement des capacités _____	61
3.7.1.	Objectifs de l'identification des besoins et des actions à mener en matière de renforcement des capacités _____	61
3.7.1.1.	Objectif global _____	61
3.7.1.2.	Objectifs spécifiques _____	61
3.7.2.	Identification des besoins communs et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacités à tous les secteurs _____	62

3.7.3.	Identification des besoins et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacités spécifiques _____	72
3.7.4.	Hiérarchisation des besoins en matière de renforcement des capacités ____	81
3.7.5.	Actions prioritaires à mener en matière de renforcement de capacités ____	87
3.8.	Recommandations _____	97
4.	CONCLUSION GENERALE _____	98
	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES _____	99

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Conventions, accords et traites internationaux liés à la CCNUCC auxquels le Togo est partie _____	21
Tableau 2 : Illustration de similitude entre la CCNUCC, la CDB et la CCD _____	33
Tableau 3 : Exemple de complémentarités et/ou de recoupement entre les dispositions et les résolutions sur les options/activités _____	34
Tableau 4 : Synthèse des liens de synergie de la CCNUCC avec la stratégie de réduction de la pauvreté au Togo _____	37
Tableau 5 : Identification des besoins et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité au plan institutionnel dans tous les secteurs _____	63
Tableau 6 : Identification des besoins et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité au plan humain/individuel dans tous les secteurs _____	68
Tableau 7 : Identification des besoins et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité au plan systémique dans tous les secteurs _____	69
Tableau 8 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteur Energie _____	73
Tableau 9 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteur Déchets _____	73
Tableau 10 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteur UTCATF _____	74
Tableau 11 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteur Agriculture _____	75
Tableau 12 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteurs Procédés Industriels, Solvants et Autres _____	75
Tableau 13 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, sous-secteur Transports _____	76
Tableau 14 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, thématique Observation systématique et Recherche _____	77
Tableau 15 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, MERF _____	78
Tableau 16 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, médias, forces de sécurité, ONG, secteur informel, des Forces Armées et de Sécurité et des médias _____	79
Tableau 17 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel _____	81
Tableau 18 : Classification des besoins en RC au plan humain _____	84
Tableau 19 : Classification des besoins en RC au plan systémique _____	85
Tableau 20 : Actions prioritaires en renforcement de capacités à mener au plan institutionnel _____	88
Tableau 21 : Actions prioritaires en renforcement de capacités à mener au plan humain _____	92
Tableau 22 : Actions prioritaires en renforcement de capacités à mener au plan systémique _____	93

RESUME

Le Togo a ratifié la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Protocole de Kyoto (PK) respectivement le 08 mars 1995 et le 02 juillet 2004 et s'est engagé ainsi à contribuer à la protection du climat mondial dans l'intérêt des générations présentes et futures.

Dans ses efforts pour honorer ses engagements au titre de la CCNUCC, le Togo a bénéficié, en 1997 d'un soutien financier du FEM pour l'élaboration de sa Communication Nationale Initiale sur les Changements Climatiques (CNI) et pour la mise en œuvre de la phase II, à travers l'exécution du projet national d'activités habilitantes « TOG/97/G32/A/TG/99 ».

Placée sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF), la mise en œuvre de la CCNUCC permet la mise en place progressive d'un cadre institutionnel de gestion des changements climatiques (CC), où collaborent le MERF, les autres institutions techniques publiques, les acteurs privés et les organisations de la société civile. Les principales composantes de ce cadre sont la Commission Interministérielle de l'Environnement et le Comité National sur les Changements Climatiques.

Au plan juridique, bien que le Togo soit l'un des premiers Etats africains à se doter d'une législation environnementale, le processus de mise en œuvre de la CCNUCC ne s'exécute pas encore dans un cadre juridique approprié spécifiquement aux CC. Et bien que le pays ait ratifié la CCNUCC et le PK, aucun texte d'application n'a été, jusqu'ici, pris qui les intègre dans le corpus juridique national. Toutefois, la Loi-cadre sur l'environnement en cours d'élaboration prend en compte les CC. D'ailleurs, des efforts sont en cours pour la consolidation des cadres institutionnel et réglementaire mis en place pour la mise en œuvre du Mécanisme pour un Développement Propre (MDP).

Au chapitre des réalisations physiques du processus de mise en œuvre de la CCNUCC, outre la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC, le Togo a réalisé, de manière inachevée, les activités habilitantes de la phase II.

En dehors de ces réalisations, le Togo a lancé le processus d'élaboration de sa Deuxième Communication Nationale (DCN). En prélude à cet exercice, il a été procédé à une autoévaluation du processus d'élaboration de la CNI et d'exécution de la phase II, un moyen pour identifier les lacunes et les imperfections à pallier pour améliorer la qualité de la DCN.

Selon les résultats de l'autoévaluation, le processus de mise en œuvre de la CCNUCC au Togo souffre de plusieurs lacunes dont la principale est la faible implication des acteurs clés, soit du fait de l'ignorance de leurs rôles dans le processus et l'utilité des informations dont ils sont les dépositaires, parce que d'une part, les cadres institutionnel et juridique ne sont pas appropriés, d'autre part en raison des insuffisances financière, technique, de communication.

Au-delà des préparatifs de la DCN, des projets d'habilitation aux fins de l'amélioration de la qualité des données et des études sont en cours d'exécution. Il s'agit entre autres :

- du projet PNUD/FEM RAF02-G31 : « Renforcement de Capacités pour l'Amélioration de la Qualité des inventaires de gaz à effet de serre en Afrique de l'Ouest et du Centre » ;
- du projet « Programme d'Action National d'Adaptation aux changements Climatiques (PANA) » ; et
- du projet « Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour mieux Gérer l'Environnement Global et National (ANCR) ».

En vue de promouvoir une gestion intégrée et participative des CC au Togo et faire du processus de mise en œuvre de la CCNUCC un outil pouvant contribuer au développement durable du pays, il est essentiel d'entreprendre des actions de renforcement de capacités (RC) tant au plan humain, institutionnel, technique et financier. Il s'agira précisément (i) de régler les décalages existant entre les cadres structurel et juridique ; (ii) de clarifier les rôles des acteurs ; (iii) de consolider et surtout renforcer le cadre institutionnel existant par l'entremise de la création d'une Unité CC chargée de coordonner et de suivre la mise en œuvre de la CCNUCC et la consolidation des cadres institutionnel et juridique du MDP ; (iv) de décentraliser le processus de mise en œuvre de la CCNUCC aux niveaux régional et préfectorale ; (v) d'intensifier les actions de formation, éducation et sensibilisation des acteurs depuis les décideurs jusqu'au public sur les CC, le FEM et particulièrement le MDP ; (vi) de résoudre les problèmes récurrents de collecte, d'archivage et d'analyse des données ; et (vii) de maîtriser les outils indispensables pour l'analyse et l'interprétation des résultats.

Aux fins du succès de ces actions de RC, il est primordial que le Togo manifeste davantage de volonté politique à respecter ses engagements et à tirer profit des opportunités offertes par la CCNUCC et le PK. Il doit en outre, mettre en place, un cadre institutionnel de mise en œuvre stable, observer rigoureusement la pratique de la bonne gouvernance et passer de la théorie à la pratique sur le terrain. Une fois ces pré-requis mis en place, le Togo pourra réaliser avec succès les objectifs de la CCNUCC et du PK avec l'appui des partenaires.

1. INTRODUCTION GENERALE

1.1. Contexte et justification

Le Togo est un pays d'Afrique de l'Ouest humide et côtière qui s'ouvre, au sud, sur le golfe de Guinée par une étroite côte de 56 Km. D'une superficie de 56 600 Km², le pays s'étire sur 660 Km du Nord au Sud entre 6° et 11° de latitude nord pour une largeur maximale de 150 Km et entre 0° et 2° de longitude est. Il est limité au nord par le Burkina, à l'est par le Bénin et à l'ouest par le Ghana (confère carte administrative en annexe).

Doté d'un climat tropical humide en cours d'assèchement depuis quelques décennies, le Togo se trouve pris en étau par la désertification au nord et l'érosion côtière au sud, deux phénomènes appelés à s'intensifier, selon les prévisions du Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat (GIEC).

Eu égard à la forte dépendance du pays vis-à-vis des ressources naturelles, l'altération avancée de notre environnement explique amplement le taux élevé de la pauvreté (62,7%) qui caractérise la situation socio-économique du pays. Aussi le Togo a-t-il placé la gestion durable de l'environnement au centre de ses priorités de développement.

Cette préoccupation, le Togo l'a exprimée au plan international en ratifiant plusieurs traités, accords et Conventions sur l'environnement, dont l'ultime objectif est de promouvoir le développement durable requérant l'intégration à la fois des objectifs sociaux, économiques et environnementaux en vue de permettre aux générations présentes de satisfaire leurs besoins tout en assurant la satisfaction de ceux des générations futures. Aussi, le Togo a-t-il ratifié, entre autre la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), la Convention sur la lutte Contre la Désertification (CCD) et la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) en 1995, puis le Protocole de Kyoto (PK) en 2004.

Malgré cette volonté politique clairement exprimée par le Togo en matière de gestion durable de l'environnement et en dépit des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de gestion des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME), la mise en œuvre de ces instruments se révèle insuffisante et peu efficace pour soutenir le développement durable et la lutte contre la pauvreté. Les capacités humaines, institutionnelles et juridiques demeurent encore faibles pour faire de la gestion de l'environnement un outil pouvant contribuer au développement durable du pays. Par ailleurs, la faible coordination des interventions liée aux conflits de compétences, au cloisonnement institutionnel et une insuffisance de moyens, ne permet pas aux différents départements ministériels d'exécuter et/ou de coordonner efficacement leurs actions aux fins du développement durable au Togo. Depuis longtemps, aucune étude n'a été menée pour déterminer les besoins nationaux en matière de renforcement de capacités tant au plan institutionnel, systémique que humain en matière de gestion de l'environnement.

Face à cette situation, le Togo a bénéficié d'un cofinancement du FEM et du PNUD pour évaluer ses capacités de mise en œuvre des Conventions sur les changements climatiques, sur la diversité biologique et de lutte contre la désertification, ainsi que dans le secteur «Eau, Pollutions et Assainissement». Ce cofinancement fait suite à la décision du Conseil du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) de donner en mai 2001, son approbation afin que des financements soient octroyés aux pays leur permettant d'identifier et de communiquer leurs besoins et priorités en matière de renforcement de capacités. Aussi, le FEM a-t-il mis en place le Programme Mondial d'Appui au Renforcement des Capacités dans lequel s'insère le processus de l'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial (ANCR-GEM).

Le présent rapport est celui qui fait le bilan de la mise en œuvre de la CCNUCC par le pays, depuis sa date d'entrée en vigueur.

La Coordination Nationale du projet ANCR est accompagnée par :

- un Comité de Pilotage du Projet (CPP) : organe de supervision politique et intersectorielle du projet, il donne les orientations générales en matière de besoins de renforcement des capacités nécessaires à la gestion de l'environnement national et mondial dans le cadre du développement durable, suit la mise en œuvre du projet, œuvre pour la mobilisation des ressources techniques et financières nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'Action de l'ANCR ; et
- un Comité Directeur de Coordination du Projet (CDCP) : il définit les domaines d'actions prioritaires en matière de renforcement des capacités, supervise la gestion du projet par rapport au chronogramme établi, émet des avis et fait des recommandations sur la conduite du projet; examine et valide les termes de référence et les études thématiques à mener dans le cadre du projet. Il est subdivisé en quatre (04) Groupes thématiques :
 - (i) « Changements Climatiques » ; (ii) « Diversité Biologique » ; (iii) « Lutte contre la Désertification » ; et (iv) « Eau, Assainissement et Pollution ».

1.2. Objectifs de l'étude

1.2.1. Objectif global

L'objectif global de la présente étude est de faire le bilan de la mise en œuvre des AME dont le Togo est Partie, des programmes et projets portant sur le renforcement des capacités, afin de déterminer les lacunes, les contraintes et les priorités dans le but de formuler une stratégie et un plan d'action appropriés pour le développement des capacités individuelles, institutionnelles et systémiques.

1.2.2. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, l'étude consiste à :

- faire un état des lieux sommaire sur la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) ;
- analyser la CCNUCC et le PK, afin d'identifier les opportunités que ces instruments offrent au Togo ;
- faire un état des lieux approfondi de la mise en œuvre de la mise en œuvre de la Convention et du PK au Togo consistant à évaluer les actions menées de manière à mettre en évidence les performances et/ou les contre performances en fonction des résultats attendus ;
- tirer les leçons relatives au niveau actuel de mise en œuvre de la CCNUCC ;
- dégager les forces et les lacunes, contraintes et faiblesses liées à l'exécution des engagements du pays vis-à-vis de la CCNUCC ;
- identifier les besoins en renforcement des capacités au niveau institutionnel, individuel et systémique pour une meilleure mise en œuvre de la CCNUCC et le PK ;
- identifier les actions de renforcement des capacités au niveau, institutionnel, individuel et systémique pour remédier aux lacunes, contraintes et faiblesses constatées.

1.3. Résultats attendus

Entre autres résultats attendus, il faut dégager :

- les forces et les contraintes de la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK sont mises en évidence ;
- les leçons apprises lors de la mise en œuvre de la Convention, le PK et les directives de la CdP sont tirées ;
- des besoins prioritaires en renforcement des capacités techniques afin de promouvoir l'efficacité de la participation de tous les acteurs concernés par la mise en œuvre de la Convention, le PK et les directives de la CdP sont communiqués ;
- des besoins prioritaires de renforcement des capacités du cadre politique, légal, institutionnel et organisationnel de gestion des changements climatiques (CC) sont communiqués ;
- une plate forme de partenariat et d'arrangements institutionnels consolidant la responsabilisation des acteurs bénéficiaires de la CCNUCC et l'amélioration de leurs conditions de vie est proposée ;
- Une proposition de besoins prioritaires de renforcement des capacités institutionnelles systématiques et des acteurs pouvant faire l'objet de mise en œuvre en synergie entre les Conventions avec des plans de renforcement de capacités existants au niveau local, national et mondial est formulée ;
- des recommandations pour l'opérationnalisation des besoins en renforcement de capacités et de la plate forme pour un partenariat efficient sont formulées ;
- un résumé des sujets clés, des priorités de renforcement des capacités et des meilleures pratiques et leçons apprises au niveau de la Convention sur les changements climatiques est élaboré.



METHODOLOGIE

2.1. Description de la méthodologie

La démarche utilisée est basée sur le guide méthodologique d'élaboration des ANCR édité par le FEM en 2001 qui suggère l'utilisation de la matrice de hiérarchisation basée sur des critères simples aux fins de l'arrangement des besoins en renforcement de capacités (RC) selon leur priorité. Elle s'est également inspiré de la Matrice SWOT pour identifier les opportunités d'une part, puis les menaces qui pèsent sur le déroulement du processus de mise en œuvre de la CCNUCC d'autre part, afin de faire des recommandations appropriées.

La méthodologie générale a mis l'accent sur la collecte des données qui a consisté principalement en :

- une réunion technique avec le Coordinateur National et le Directeur National du projet pour une compréhension partagée des termes de référence (TDR) ;
- une revue documentaire ;
- des interviews du personnel technique et administratif, des organisations habilitées à gérer les questions des CC, notamment les directions régionales et préfectorales des Ministères de l'Environnement, l'Industrie, de l'Energie, de la Santé, de l'Agriculture, etc.
- une étude prospective qui permet de dégager les différents besoins en renforcement des capacités des structures qui interviennent dans la gestion des CC ainsi que des acteurs de base dans les cinq régions administratives du pays.

2.1.1. Réunion technique avec le Coordonnateur National et le Directeur National du projet

Cette rencontre d'échange a permis aux consultants, à la Coordination Nationale et à la Direction Nationale du projet ANCR d'harmoniser leur compréhension des TDR. Cette réunion a donné l'occasion au Coordonnateur National et au Directeur National du projet, dans un premier temps, de s'assurer que les consultants ont bien cerné les TDR et dans un deuxième temps, de clarifier leurs attentes par rapport au TDR, en ce qui concerne notamment la qualité des rapports et leurs éléments constitutifs.

Par ailleurs, la réunion a permis de préparer la mission d'enquête devant couvrir toute l'étendue du territoire national, aux fins de la collecte des informations indispensables à l'élaboration des rapports d'étude.

2.1.2. La revue documentaire

Elle a porté essentiellement sur la documentation existante que nous avons pu consulter au niveau des structures intervenant dans la gestion des changements climatiques. Elle a également permis de clarifier au préalable le thème traité.

2.1.3. Les enquêtes et interviews

Deux campagnes de terrain ont été menées afin de collecter les informations complémentaires à celles de la documentation.

La première du 11 au 16 juin 2007, a porté sur la Région Centrale, de la Région de la Kara et de la Région des Savanes. L'équipe des consultants a dialogué avec les institutions clés des chefs-lieux de régions et des préfectures, ainsi que quelques forestiers des aires protégées : Parcs de Oti-Kéran et Fazao-Malfakassa.

La deuxième campagne a eu lieu du 25 au 27 juin 2007. Elle a permis de la Région des Plateaux et la Région Maritime.

L'objectif de cette approche est d'assurer l'implication des administrations publiques compétentes, des acteurs du secteur privé et des organisations de la société civile afin de garantir leur participation et leur contribution dans le processus d'élaboration et celui de sa mise en œuvre.

La distribution des fiches d'enquête aux institutions ciblées s'est faite avec l'appui des Directeurs Régionaux et Préfectoraux de l'Environnement, qui ont joué le rôle de tête de pont dans la démarche.

Au total, soixante-quatre (64) institutions clés, à l'échelle du territoire national, ont collaboré avec beaucoup d'intérêt dans le processus d'élaboration du bilan de la mise en œuvre de la CCNUCC au Togo et de l'identification de leurs besoins en RC. Il s'agit :

- des directions techniques centrales et décentralisées ayant en charge la gestion de l'environnement et des ressources forestières, des ressources en eau, de l'énergie, de la zone côtière, des industries, de l'agriculture, de l'économie et du développement, des finances, de l'éducation et de la recherche, sciences et technologie et des travaux publics ;
- des mairies ;
- dix-sept (17) ONG ; et
- des Points Focaux de la CCNUCC, du FEM, de la CCD et de la CDB.

2.1.4. Dépouillement, analyse et interprétation

L'analyse des résultats du dépouillement des questionnaires d'enquête et des informations recueillies dans les rapports et lors des entretiens a porté sur respectivement : (i) l'Etat des stations d'observation météorologiques du Togo ; (ii) la méthodologie de collecte des données d'activité du secteur Energie ; (iii) la méthodologie de collecte des données d'activité du secteur Utilisation de Terres, Changements d'Affectation des Terre et Foresterie ; et (iv) l'amélioration de la collecte des données d'activité du secteur Agriculture. Cette analyse a ensuite permis d'identifier les forces, les lacunes et les contraintes qui ont caractérisé le processus de mise en œuvre de la CCNUCC depuis son début en 1997 jusqu'à la date d'élaboration du présent rapport.

Conformément aux contraintes et faiblesses ainsi identifiées, un ensemble de besoins en RC ont été proposés sur la base desquelles des actions ont été identifiées afin de capitaliser et consolider les acquis d'une part, de créer les capacités qui font défaut et créer et développer les capacités existantes.

2.1.5. Hiérarchisation des besoins en matière de capacités à renforcer

L'exercice d'arrangement des besoins et les actions correspondantes, a été réalisé selon la méthodologie recommandée par le FEM dans son guide d'élaboration de l'ANCR.

Pour définir les besoins prioritaires en RC, le Guide de l'ANCR suggère d'appliquer une « matrice de hiérarchisation » basée sur des critères simples au regard desquels les divers enjeux sont évalués et classés par ordre d'importance. A cet effet, les cinq (5) critères retenus sont les suivants :

(i) Besoin

Il s'agit du besoin en RC identifié par rapport aux lacunes et faiblesses de la mise en œuvre de la Convention.

(ii) Groupes cibles

Ce sont les groupes d'acteurs intervenant dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC, identifiés plus haut à savoir :

- **G1** : Groupe des administrations et organismes institutionnels ;
- **G2** : Groupe des institutions de formation, de recherche et d'observation ;
- **G3** : Groupe des sociétés ;
- **G4** : Groupe des collectivités locales ;
- **G5** : Groupe des structures de la société civile ; et
- **TG** : Tous les Groupes d'acteurs à la fois.

(iii) Echelle géographique du besoin

Il s'agit ici de préciser l'échelle géographique du besoin en renforcement des capacités. Cela permet d'examiner l'équilibre de répartition des efforts de RC aux différents niveaux administratifs du pays. L'échelle des besoins peut-être *locale, régionale, nationale ou globale*.

(iv) Aptitude à s'attaquer à la question de façon satisfaisante

Il s'agit ici d'indiquer le niveau de capacité du pays à satisfaire le besoin en RC identifié. Préciser : *bas, moyen ou élevé*.

(v) Degré d'importance ou ordre de priorité

Au sujet de ce critère, le Guide de l'ANCR suggère de classer chaque besoin en RC sur une échelle de 1 à 5 : 1 correspond au(x) problème(s) le(s) plus grave(s).

Mais, dans le souci de faciliter et de simplifier l'évaluation un barème de 3 niveaux décroissants de priorité a été retenu à savoir :

- **P1** : grande priorité : besoin indispensable plus urgent ;
- **P2** : moyenne priorité : besoin indispensable moins urgent ;
- **P3** : faible priorité : besoin indispensable pas urgent.

A l'application de cette méthodologie recommandée par le FEM, s'est ajouté le jugement d'expert, surtout dans la détermination de l'échelle géographique du besoin/action.

3

RESULTATS DE L'ETUDE

3.1. Etat des lieux sur la mise en œuvre des AME au Togo

En matière d'engagements internationaux relatifs à l'environnement, le Togo est Partie à plusieurs conventions, traités et accords notamment les trois conventions de la génération de Rio : la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques signée le 8 mars 1995, la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification signée le 17 juin 1995 et la convention sur la Diversité Biologique signée le 12 juin 1992. De plus, on relève jusqu'en 2007 la ratification par le Togo d'une trentaine d'engagements internationaux relatifs à l'environnement dont ceux ayant des liens avec les thématiques couvertes par le Projet ANCR.

3.1.1. Liste des AME signés et ratifiés par le Togo

La présente liste n'est pas exhaustive. Certains AME ont des liens avec l'ANCR et particulièrement avec la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Il s'agit de :

- Convention relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel (8 nov. 1933 à Londres)
- Convention Africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (15 sept. 1968 à Alger)
- Convention de RAMSAR sur les zones humides d'importance internationale (2 février 1971 à Ramsar)
- Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore sauvages menacées d'extinction (CITES) (3 mars 1973 à Washington)
- Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACAF) (23 mars 1981 à Abidjan)
- Accord International sur les Bois Tropicaux (18 nov. 1983 à Genève)
- Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (1985 à Vienne)
- Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (12 juin 1992 à Rio de Janeiro)
- Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (12 juin 1992 à Rio de Janeiro)
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification (12 juin 1992 à Rio de Janeiro)
- Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (22 mai 2001 à Stockholm)

La plupart de ces textes ne sont pas internalisés car la procédure de ratification n'est pas suivie de mesures appropriées d'incorporation dans la législation nationale dont les textes sont, pour la plupart, antérieurs aux conventions. On relève par ailleurs un manque de synergie et une insuffisante coordination entre les institutions chargées de la mise en œuvre de ces accords.

3.1.2. Résumé et modalités de mise en œuvre des AME relatifs à la désertification

Le résumé synthétique des objectifs et actions de mise en œuvre des Accords Multilatéraux en matière de désertification auxquels le Togo est partie est consigné dans le tableau 1.

Tableau 1 : Conventions, accords et traites internationaux liés à la CCNUCC auxquels le Togo est partie

<i>Titre des AME</i>	<i>Date et lieu de signature/d'adoption</i>	<i>Objectifs et résultats attendus de la Convention (résumé succinct)</i>	<i>Opportunité de mise en œuvre, acquis du pays et leçons tirées</i>	<i>Difficultés de mise en œuvre</i>
Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique	12 juin 1992 à Rio de Janeiro Entrée en vigueur pour le Togo le 2 janv. 1996	Réduction de la perte de la diversité biologique au niveau mondial	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration des documents : monographie et stratégie nationales et communications transmises au Secrétariat de la convention ▪ Renforcement de capacité des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté de mobilisation de financement des fonds du FEM ▪ Insuffisance de concertation entre acteurs dans la mise en œuvre des programmes trans-sectoriels de la CDB
Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	8 mars 1995 Entrée en vigueur pour le Togo dès le 8 mars 1995	Stabiliser les concentrations de GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inventaire des GES ▪ Atténuation des GES ▪ Vulnérabilité et adaptation ▪ Elaboration de la Communication Nationale Initiale ▪ Elaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC ▪ Projet PANA en cours ▪ Projet Renforcement des capacités pour améliorer la qualité des IGES en Afrique de l'Ouest et Centrale Francophone en cours 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Insuffisance de sensibilisation du public ▪ Difficulté de mobilisation de financement
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification	17 juin 1994 à Paris Entrée en vigueur pour le Togo le 4 oct. 1995	Lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration et adoption du PAN et des rapports nationaux transmis au Secrétariat de la Convention ▪ Accord de financement pour la préparation d'un programme opérationnel mais non encore démarré 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficultés liées au décaissement des fonds par le PNUD (agence d'exécution du FEM) ▪ Le Point Focal CCD et l'agence de mise en œuvre sont abrités par deux directions différentes

				entraînant un manque de coordination des actions.
Convention relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel	8 nov. 1933 à Londres Promulguée par arrêté N° 402 du 16 juillet 1938	Conservation et gestion des ressources fauniques et floristiques sauvages	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de mécanisme de mise en œuvre et de suivi. ▪ Convention coloniale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de mécanisme de mise en œuvre et de suivi. ▪ Pas de structure de rattachement
Convention Africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles	15 sept. 1968 à Alger Entrée en vigueur pour le Togo le 20 déc. 1979 par décret N° 80-27 du 26 fév. 1980	Conservation et gestion de la nature et des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de mécanisme de mise en œuvre et de suivi. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de mécanisme de mise en œuvre et de suivi. ▪ Pas de structure de rattachement
Convention de RAMSAR sur les zones humides d'importance internationale	2 février 1971 à Ramsar (Iran)	Gestion des Zones Humides (ZH) d'importance internationale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recensement des sites caractéristiques de zones humides ▪ Inscription de deux sites (Parc National de la Kéran et de Togodo Sud) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non maîtrise des techniques d'élaboration des projets et mécanisme de financement dans le cadre spécifique du FEM ▪ Responsabilités relatives aux ressources des Zones Humides partagées entre plusieurs acteurs.
Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	3 mars 1973 à Washington 21 janv. 1979 par décret n° 78-24 du 8	Contrôle du commerce international des espèces Réglementer le commerce des espèces en annexe I, II, III	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inspection et contrôle des exportations et importations d'espèces animales et végétales ▪ Renforcement de capacités à travers le financement de projet et d'ateliers de formations 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté de suivi des quotas d'abattage et du contrôle des mouvements des espèces au niveau des frontières
Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones	23 mars 1981 à Abidjan Entrée en vigueur pour le Togo par la Loi N°83-17	Coopération en matière de protection, gestion et développement de l'environnement marin et côtier de l'Afrique de	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude du profil environnemental du littoral du Togo en 1999 (projet Grand Ecosystème marin du Courant de Guinée) ▪ Phase II du projet en cours en vue 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence de mécanisme de suivi au plan national.

côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACAF)	du 20 juin 1984	l'Ouest et du Centre La pollution issue des activités terrestres et maritime réduite ; Les habitats dégradés réhabilités	d'une stratégie pour la réduction de l'érosion côtière ▪ Un cadre régional de collaboration en cours de mise en place	
Accord International sur les Bois Tropicaux	18 nov. 1983 à Genève Le Togo est membre en nov. 1990	Aménagement durable des forêts tropicales Réglementation du commerce des bois d'œuvre tropicaux	▪ Une quinzaine de projets financés dans le domaine de la reforestation. ▪ Renforcement des capacités en élaboration des projets de gestion en foresterie	▪ Pas de difficulté particulière ▪ pour la mise en œuvre
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	1985 à Vienne Pour le Togo il est signé le 25 février 1991	Eliminer totalement les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) et les remplacer par les substances nouvelles non dangereuses pour l'ozone.	▪ Dotation et renforcement institutionnel ▪ Sensibilisation et formation des acteurs sur les SAO ▪ Capacités nationales de gestion des SAO renforcées	▪ Pas de difficultés particulières : il existe un mécanisme souple de financement
Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants	22 mai 2001 à Stockholm (Suède)	Protéger la santé humaine et l'environnement des Polluants Organiques Persistants	▪ Elaboration du Plan national de mise en œuvre. ▪ Inventaires des POPs ▪ Evaluation des capacités de gestion des Produits chimiques	▪ Mobilisation des contreparties nationales

3.2. Rappel des dispositions de la Convention et de son Protocole

Ouverte à la signature en juin 1992 lors du Sommet « Planète Terre » de Rio (CNUED), la CCNUCC marque à la fois la prise de conscience de l'interférence humaine dans le système climatique et la volonté de la communauté internationale à prévenir le réchauffement de la planète. Dès lors, l'élaboration d'un instrument juridique international de stabilisation des émissions anthropiques de GES s'est avérée indispensable.

En fixant des engagements chiffrés et contraignants pour les parties de l'Annexe I, le PK vient, quant à lui, stigmatiser encore plus la détermination de tous les pays du monde à lutter contre le réchauffement et les changements climatiques probables qu'il peut induire.

3.2.1. Genèse et naissance de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et le Protocole de Kyoto

La première conférence mondiale sur le climat tenu en 1979 a reconnu que les changements climatiques représentaient une menace sérieuse à l'existence de l'homme. Ce rassemblement scientifique a permis d'évaluer les impacts négatifs que pourraient avoir les changements climatiques sur les activités et la vie humaine ainsi que sur l'ensemble des êtres vivants à l'échelle de la planète.

Au cours des années 1980, les études scientifiques ont mis en évidence l'interférence humaine dans le système climatique de la planète, plaçant ainsi la problématique des changements climatiques à l'ordre du jour politique. Ce constat, associé à la préoccupation grandissante de la communauté mondiale sur les questions écologiques globales ont amené l'Assemblée Générale des Nations Unies à adopter la résolution 43/53 relative à « *la Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures* ».

En 1988, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM) créent le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) dont le mandat est d'évaluer l'état des connaissances actuelles sur le système climatique et sur son évolution : les impacts environnementaux, économiques et sociaux des changements climatiques et les stratégies possibles de riposte.

En 1990, le GIEC publie son Premier Rapport d'Evolution du climat mondial confirmant que les changements climatiques constituent une réelle menace et appelant à un traité international pour y faire face. Réagissant aux conclusions de ce rapport, l'Assemblée Générale des Nations Unies adopte la résolution 45/212 appelant à la formation du Comité Intergouvernemental de Négociation (CIN), lançant formellement les négociations sur un Traité-Cadre sur les changements climatiques.

En mai 1992, le CIN adopte par consensus la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Ouverte à la signature lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (Sommet de la Terre) tenue à Rio, la CCNUCC est entrée en vigueur le 21 mars 1994. A ce jour, 184 pays auxquels s'ajoute l'Union Européenne, ont signé et ratifié la Convention.

Tenant au fait que les objectifs de la Convention ne sont pas quantifiés, les parties ont lancé un nouveau cycle de négociations pour décider des engagements plus détaillés et plus contraignants vis-à-vis des pays développés supposés être les premiers responsables du réchauffement actuel. Ces négociations vont aboutir le 11 décembre 1997, par l'adoption du PK, lors de la troisième Conférence des Parties (CdP3).

Le Togo a ratifié la Convention le 08 mars 1995 et le PK le 02 juillet 2004. Les pays en développement dont fait partie le Togo sont représentés par le « Groupe des 77 et la Chine ».

3.2.2. La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

La CCNUCC est un instrument juridique international non contraignant par lequel les parties contractantes manifestent leur volonté commune de mitiger le réchauffement actuel de la planète en vue de parer aux effets néfastes d'éventuels CC sur :

- la composition, la résistance et la productivité des écosystèmes naturels ou aménagés ;
- le fonctionnement des systèmes socio-économiques ; et
- le bien-être et la santé de l'homme.

3.2.2.1. Objectif de la Convention

Entrée en vigueur le 21 mars 1994, la CCNUCC, a pour objectif ultime « (...) *de stabiliser les concentrations des GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique du système climatique. Il conviendra d'atteindre ce niveau dans un délai suffisant pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique se poursuive d'une manière durable.* » (article 2). Cependant, elle ne précise ni le niveau auquel il faudra ramener les concentrations des GES dans l'atmosphère, ni de combien il faudra que les Parties contractantes réduisent leurs émissions, ni le délai dans lequel ces réductions doivent être faites.

3.2.2.2. Principes fondamentaux de la Convention

Au titre de l'article 3 de la Convention, afin d'atteindre l'objectif ultime de la Convention, les pays Parties devront adopter des mesures adéquates en observant les principes fondamentaux suivants :

- préserver le système climatique mondial dans l'intérêt des générations présentes et futures, sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives ;
- tenir compte des besoins spécifiques et de la situation spéciale des pays en développement Parties, notamment de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des CC ;
- prendre des mesures de précaution pour prévoir, prévenir ou atténuer les causes des CC et en limiter les effets néfastes. Aussi, le manque de certitude scientifique ne devrait en aucun cas servir de prétexte à l'inaction ou pour reporter l'intervention lorsqu'il y a menace de dommages sérieux ou irréversibles imputables aux CC ;
- œuvrer pour un développement durable et s'y employer. Les politiques et mesures destinées à protéger le système climatique contre les changements d'origine anthropique doivent être adaptées à la situation propre de chaque Partie et intégrées dans les programmes nationaux de développement ; et
- œuvrer pour la création d'un système économique international garantissant la croissance économique et le développement durable de toutes les Parties, en particulier des pays en développement Parties afin de leur permettre de mieux s'attaquer aux problèmes posés par les CC.

Partant de ces principes, la CCNUCC a défini les engagements de chacune de ses Parties.

3.2.2.3. Engagements des Parties à la Convention

Aux fins de son objectif ultime, et compte tenu de la responsabilité commune mais différenciée, la CCNUCC a prévu, en son article 4, des engagements généraux et spécifiques.

a. Engagements généraux

Les engagements énumérés à l'article 4 de la Convention et qui sont communs à toutes les Parties ont trait à :

- l'élaboration d'inventaires des émissions nationales de GES ;
- l'adoption de programmes et plan d'action nationaux de lutte contre les changements climatiques ; et
- la mise en place d'une coopération des Parties en matière de transfert de technologie, de recherche scientifique, de gestion des zones côtières, de riposte et d'adaptation à la sécheresse et à la désertification, de sensibilisation, d'éducation et de formation du public sur les changements climatiques.

b. Engagements spécifiques aux Parties des Annexes I et II

Aux termes de l'article 4.2 chacune des Parties annexées de la Convention - les pays de l'OCDE et ceux dont l'économie est en transition vers l'économie de marché, prennent l'engagement d'adopter des politiques nationales et de prendre en conséquence les mesures voulues pour atténuer les CC. Elles doivent à cet effet prendre l'initiative de modifier les tendances, reconnaissant que le retour d'ici la fin du 20^{ème} siècle aux niveaux antérieurs d'émissions anthropiques de CO₂ et d'autres GES contribuerait à une telle modification.

Spécifiquement, les Parties des Annexes I et II doivent :

- ramener leurs émissions de GES en l'an 2000 à leurs niveaux de 1990 ;
- présenter les détails de leurs programmes nationaux ; et
- s'acquitter de leurs engagements en matière de coopération telle que définie par la Convention.
- mobiliser les ressources financières nouvelles ou additionnelles en vue d'aider les pays en développement Parties à respecter leurs engagements vis-à-vis de la CCNUCC ;
- promouvoir, faciliter et financer le transfert de technologies propres au profit des pays en développement Parties ;
- aider les pays en développement Parties particulièrement vulnérables aux effets néfastes des CC à faire face aux coûts de leur adaptation ;
- soutenir l'échange d'informations sur les changements climatiques et à y coopérer grâce à des programmes nationaux de collecte de données, de recherche et d'observation systématique visant à accroître les connaissances sur les CC et à réduire les incertitudes scientifiques sur le phénomène ;
- élaborer et mettre en œuvre des programmes d'éducation, de formation et de sensibilisation du public concernant les CC et leurs effets sur les plans national et international ;

- mettre au point un programme d'éducation et de formation, y compris le renforcement de capacités des organismes nationaux et de formation d'experts dans les pays en développement parties.

3.2.2.4. Principaux organes de la Convention

a. La Conférence des Parties (CdP)

L'Organe Suprême de la Convention est la Conférence des Parties (CdP), c'est-à-dire la plus haute autorité de prise de décision. Elle est l'assemblée de tous les pays ayant ratifié la Convention. Elle est responsable du maintien en bonne voie des efforts internationaux pour faire face aux changements climatiques. La CdP veille à l'application effective de la Convention et examine les engagements des Parties à la lumière de l'objectif de la Convention. Forte de cette prérogative, la CdP peut arrêter des engagements complémentaires en adoptant des amendements ou des protocoles à la Convention (CCNUCC, article 7). Elle évalue l'évolution des connaissances scientifiques et de l'expérience accumulée dans l'exécution des programmes nationaux des Parties en matière de changements climatiques.

La CdP se réunit chaque année à moins que les Parties n'en décident autrement. La première CdP a eu lieu en avril 1995, conférence qui a lancé un nouveau cycle de négociations sur un "protocole ou un autre instrument juridique".

b. Les Organes Subsidiaires

La Convention a également établi deux organes subsidiaires permanents : l'Organe Subsidiaire de Conseil Scientifique et Technologique (SBSTA¹) et l'Organe Subsidiaire de Mise en Œuvre (SBI²). Le SBSTA et le SBI travaillent ensemble sur des sujets transversaux tels que les mécanismes du Protocole, l'observance, le renforcement des capacités et la vulnérabilité des pays en développement Parties aux CC et aux mesures d'atténuation.

c. Le Secrétariat de la Convention

Il fournit le support à la CdP et aux Organes Subsidiaires, des documents de fond, organise des sessions de négociations, compile des données sur les émissions et donne des conseils sur les questions techniques, à la demande des Parties. Il est basé à Bonn, en Allemagne.

3.2.3. Le Protocole de Kyoto

A la première CdP tenue à Berlin en 1995, les Parties s'étaient aperçues que les responsabilités spécifiques prévues par la Convention pour les Parties à l'Annexe I n'étaient pas suffisantes. Elles entamèrent alors, au titre des articles 15 et 17, un nouveau cycle de négociations pour décider d'engagements plus contraignants et détaillés. Ainsi, en application des dispositions de l'article 18 de la Convention, la 3^{ème} CdP tenue à Kyoto (Japon) en 1997, a adopté le protocole dit « Protocole de Kyoto » à la CCNUCC.

¹ Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice

² Subsidiary Body for Implementation

a. Objectifs du Protocole

Cet accord contraint globalement les Parties à une réduction moyenne de leurs émissions de GES de 5,2% par rapport à leurs niveaux de 1990, ceci entre 2008 et 2012. L'objectif de réduction couvre six principaux GES :

- le dioxyde de carbone (CO₂) ;
- le méthane (CH₄) ;
- l'oxyde nitrique (N₂O) ;
- les hydrofluorocarbures (HFC) ;
- les perfluorocarbures (PFC) ;
- l'hexafluorure de soufre (SF₆) ;

La réduction moyenne de 5,2% des émissions de GES par rapport à leurs niveaux de 1990 n'est pas uniformément répartie entre toutes les Parties. L'étendue des objectifs individuels porte entre autres sur une réduction de 8% pour l'UE, de 7% pour les Etats-Unis d'Amérique, de 6% pour le Canada, la Hongrie, le Japon et la Pologne, de 10% pour l'Islande, de 8% pour l'Australie et 1% pour la Norvège. Tandis que, la Nouvelle Zélande, la Russie et l'Ukraine doivent stabiliser leurs émissions de GES.

En outre, le Protocole assigne les parties de l'Annexe I à réaliser des études scientifiques, à mettre en place des mesures destinées à réduire les répercussions et à faciliter l'adaptation aux changements climatiques et qu'elles fassent rapport sur ces mesures.

b. Les Engagements

Pour atteindre leurs objectifs chiffrés de réduction ou de limitation de leurs émissions anthropiques de GES, les Parties de l'Annexe I se sont engagées, au titre des articles 7 et 10 du PK à :

- Elaborer et mettre à jour à intervalle régulier, publier et mettre à disposition de la CdP leurs inventaires nationaux des émissions par leurs sources et d'absorption par leurs puits de GES non réglementés par le Protocole de Montréal ;
- utiliser des méthodes comparables pour dresser les inventaires des émissions par leurs sources et des absorptions par leurs puits de GES, des méthodes d'inventaire qui devront être arrêtées par la CdP conformément aux directives d'établissement des communications nationales ;
- formuler, mettre en œuvre, publier et mettre à jour régulièrement des programmes nationaux comportant des mesures d'atténuation des effets des changements climatiques en agissant sur les émissions anthropiques de GES ;
- soutenir par leur coopération le développement, la diffusion et le transfert de technologies, savoir-faire, pratiques et procédés écologiquement propres au profit des pays en développement ;
- soutenir le développement de la recherche technique et scientifique, les systèmes d'observation systématiques afin de réduire les incertitudes ;
- soutenir au plan international la mise la mise au point et l'exécution de programmes d'éducation et de formation ainsi que le renforcement de capacités humaines et institutionnelles au profit des pays en développement.

Le Protocole encourage les Parties signataires à réduire leurs émissions de GES à travers :

- l'amélioration de l'efficacité énergétique ;
- la réforme des secteurs de l'énergie et des transports ;
- la protection des forêts et autres puits de carbone ;
- la promotion des énergies renouvelables ;
- la suppression progressive des mesures financières inappropriées et les entraves au commerce international ; et
- la limitation des émissions de méthane provenant de la gestion des déchets et des systèmes énergétiques.

c. Les mécanismes de flexibilité prévus par le PK

Eu égard aux objectifs chiffrés de réduction ou de limitation des émissions de GES aussi contraignants, la PK a prévu un certain nombre d'instruments, dits mécanisme de flexibilité devant permettre aux Parties d'honorer leurs engagements, à travers un vaste marché de réduction et/ou d'élimination des émissions des GES aussi bien les pays annexe I et non annexe I.

(i) L'échange des permis d'émissions négociables

Le Protocole a prévu, en son article 6, un régime international "d'échange de droits d'émission" permettant aux Parties Annexe B/I d'échanger entre elles des crédits d'émission de GES afin de les aider à remplir leurs engagements au titre de l'article 3. Au titre de cet article, toute Partie visée à l'Annexe I peut céder à toute autre Partie ayant le même statut ou acquérir auprès d'elle des unités de réduction d'émissions résultant de projets visant à réduire les émissions anthropiques de GES par leurs sources ou à renforcer leur absorption par leurs puits. Ce mécanisme permet à un pays de l'Annexe I qui a réduit ses émissions de GES au-delà de son objectif de réduction, de pouvoir vendre à un autre pays de l'Annexe I des droits d'émission qu'il n'aura pas utilisés, au lieu de les reporter à une période d'engagement ultérieure. Le pays acheteur ne peut faire recours à ce mécanisme qu'à titre complémentaire à des mesures domestiques.

La CdP au titre de l'article 17, définit les principes, les modalités, les règles et les lignes directrices à appliquer en ce qui concerne notamment la vérification, l'établissement de rapports et l'obligation de réduction en matière d'échange des droits d'émission.

(ii) La mise en œuvre conjointe ou l'application conjointe

Le mécanisme de mise en œuvre conjointe (MOC) établi par l'article 6 du Protocole, permet à toute Partie de l'Annexe I contrainte de remplir son engagement chiffré de limitation ou de réduction de ses émissions de GES, de financer des projets de réduction ou de renforcement de l'absorption par les puits des émissions de GES dans un autre pays développé Partie et de recevoir en contrepartie de ce financement, des crédits sous formes d'unités de réduction d'émissions Certifiées (UREC). Les UREC sont ajoutées au quota du pays investisseur et déduits du quota du pays hôte du projet.

(iii) Le mécanisme pour un développement propre (MDP)

L'article 12 du PK crée un mécanisme pour un développement propre destiné à "aider les Parties ne figurant pas à l'Annexe I à parvenir à un développement durable ainsi qu'à

contribuer à l'objectif ultime de la Convention, et aider les Parties visées à l'Annexe I à remplir leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction de leurs émissions".

Le MDP, permet :

- aux pays en développement de parvenir à leur développement durable tout en aidant les pays visés à l'annexe I à réaliser leurs objectifs chiffrés ;
- aux gouvernements des pays Parties visées à l'Annexe I ou à des acteurs du secteur privé de ces pays de mettre en œuvre des projets de développement visant à réduire les émissions de GES dans les pays en développement et de recevoir en contrepartie des crédits d'émission sous forme d'URE certifiées.

Les réductions des émissions obtenues par la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité doivent être certifiées par des entités opérationnelles désignées par la Conférence des Parties.

Contrairement à l'application conjointe, le pays où se réalise le projet ne perd pas de quotas, puisqu'il n'a pas pris d'engagements chiffrés.

Le recours aux mécanismes de flexibilité est réglementé par l'article 16 du Protocole.

3.2.4. Avantages liés à la CCNUCC et au PK

Aux obligations des Parties, la CCNUCC a couplé des opportunités, décrites également dans ses articles 4, 5, 6 et 12 qui se précisent au fil des décisions des CdP. Pour le Togo, pays en développement Parties, ces opportunités sont généralement financières et techniques.

3.2.4.1. Avantages liés à la mise en œuvre de la Convention

a. Obtention de ressources financières nouvelles

L'article 4.3 de la Convention exige en effet des pays développés Parties, la mise à la disposition des pays en développement Parties, des ressources financières nouvelles et additionnelles nécessaires pour leur permettre de respecter leurs engagements dans le cadre de la Convention. Les Parties visées à l'Annexe I doivent également fournir aux pays en développement Parties, notamment aux fins de transferts de technologie, les ressources financières qui leur sont nécessaires pour couvrir la totalité des coûts supplémentaires convenus imputables à l'application des mesures de l'article 4.1.

Pour lever toute équivoque, la CCNUCC précise que les opportunités financières qu'elle offre aux pays en développement doivent être «nouvelles et additionnelles». Elles ne peuvent donc se confondre à l'Aide Publique au Développement. Ces ressources additionnelles sont fournies aux seuls pays en développement Parties sous forme de dons ou à des conditions avantageuses.

Un mécanisme chargé de la gestion des ressources financières collectées auprès des pays développés Parties a été créé conformément à l'article 11 de la Convention : le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM).

Toutefois, l'article 11.5 de la Convention note que les pays développés Parties pourront également fournir, et les pays en développement Parties pourront obtenir, des ressources financières par voie bilatérale, régionale ou multilatérale aux fins de l'application de la Convention.

b. Obtention d'aides particulières d'adaptation au CC

Il s'agit à ce niveau d'une disposition de l'article 4.4 de la Convention, qui contraint les Pays Développés Parties, à aider les Pays en Développement Parties les plus vulnérables aux effets néfastes des CC, pour leur permettre de faire efficacement face aux coûts d'adaptation.

c. Accès aux technologies propres

Pour soutenir le développement et le renforcement des capacités en technologies propres des Pays en Développement Parties (selon leurs besoins), l'article 4.5 de la Convention invite les Pays Développés Parties à encourager, à faciliter et à financer le transfert de ou l'accès aux technologies et le savoir-faire écologiquement rationnels à ces Parties, afin de leur permettre d'appliquer les dispositions de la Convention sans s'écarter de leurs objectifs de développement.

d. Renforcement des capacités humaines et institutionnelles

Conformément à l'article 6 de la Convention, les Parties à la Convention s'engagent à encourager et à faciliter à tous les niveaux, l'élaboration et l'exécution (y compris la mise au point et l'échange de matériel adéquats, le renforcement des organismes nationaux, l'échange ou le détachement de personnel chargé de former des experts, ...) de programmes d'éducation, de formation et de sensibilisation du public aux CC, l'accès aux informations sur les CC et la formation de personnel scientifique, technique et de gestion, ; et

e. Développement des réseaux de collecte et des échanges d'informations

L'article 5 de la Convention stipule que les Parties à la CCNUCC s'engagent à développer et à soutenir les programmes et réseaux destinés à définir, réaliser, évaluer et financer des travaux de recherche, de collecte de données et d'observation systématique. Ils doivent dans ce cadre tenir compte des préoccupations et des besoins particuliers des pays en développement, et coopérer avec ces pays dans le but d'améliorer leurs moyens et capacités endogènes de participation à ces efforts.

3.2.4.2. Avantages liés à la mise en œuvre du Protocole

Les opportunités qu'offre le PK au Togo sont celles liées à la mise en œuvre du MDP dont la finalité est de parvenir au développement durable des pays en développement Parties.

En effet, au titre de l'article 12 du Protocole les Parties ne figurant pas à l'annexe I bénéficient de financement pour la réalisation de projets générant des UREC. Au rang de ces financements, on peut citer :

- le financement pour la réalisation des projets de développement pouvant générer des crédits d'émission de GES ;
- le financement pour le renforcement et/ou le transfert de technologies propres et du savoir-faire ; et
- le financement additionnel au bénéfice des pays en développement Parties pour soutenir leurs efforts de développement durable obtenu grâce à la vente des unités de réduction d'émissions de GES.

En conclusion, la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK offre au Togo l'opportunité :

- d'élaborer des programmes de développement efficaces intégrant les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques et de bénéficier d'appuis techniques et financiers pour leur mise en œuvre ;
- de valoriser son potentiel en énergies renouvelables par un transfert de technologies adaptées ;
- de bénéficier de la solidarité à travers la mobilisation de financements internationaux ou régionaux sous des formes diverses (Appui budgétaire, subvention, aide budgétaire, etc.) aux fins de son développement durable et dans le cadre de la lutte contre les CC ;
- de préserver ses écosystèmes naturels sensibles aux conséquences néfastes des changements climatiques ;
- de bénéficier du renforcement de ses capacités institutionnelles, juridiques, techniques et humaines pour une meilleure gestion de l'environnement dans le cadre de la mise en œuvre de la CCNUCC ;
- de bénéficier d'activités exécutées dans le cadre de projets qui génèrent des réductions d'émission ou UREC ;
- de bénéficier du mécanisme financier de coopération internationale mis en place dans le cadre de la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK ;
- de bénéficier du mécanisme de transfert de technologies propres indispensables pour son développement industriel.

3.2.4.3. Liens de synergie avec les autres AME et les politiques et stratégies nationales

a. Liens de synergie avec les autres AME

A travers l'objectif de stabilisation des concentrations de GES dans l'atmosphère, la CCNUCC vise la préservation du système climatiques et donc de l'environnement global. C'est aussi ce même objectif que visent la CDB et la CCD en traitant respectivement des questions d'environnement global, de la perte de la diversité biologique et de la désertification.

La philosophie commune à ces trois conventions repose sur deux idées de base :

- la responsabilité commune mais différenciée des pays ; et
- l'équité intra et inter générations.

Malgré la spécificité des sujets qu'elles traitent, les conventions de la génération de Rio présentent des similitudes à différents niveaux (tableau 2), inhérentes à l'interdépendance des processus qu'elles sous-tendent, dans le contexte de l'environnement global et du développement durable.

Tableau 2 : Illustration de similitude entre la CCNUCC, la CDB et la CCD

ASPECT	SOURCE
Objectif	
CCNUCC	
Stabiliser les concentrations de GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique mondial	Article 2
CDB	
Réduction de la perte de la diversité biologique au niveau mondial	Article 1
CCD	
Lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux	Article 2
Engagements	
Politiques, mesures, programmes nationaux	
CCNUCC	Articles 4.1.b) et 4.2.a)
CDB	Article 6
CCD	Articles 9 à 15
Communications nationales	
CCNUCC	Article 12
CDB	Article 26
CCD	Article 26
Recherche et observation	
CCNUCC	Article 5
CDB	Article 12.b)
CCD	Article 17 et 19.b)
Education et sensibilisation du public	
CCNUCC	Article 6
CDB	Article 13
CCD	Article 19.5.d) et .6
Echange d'informations	
CCNUCC	Article 4.1.h)
CDB	Article 17
CCD	Article 16
Transfert de technologie	
CCNUCC	Article 4.1.c) et 4.5
CDB	Article 16
CCD	Article 18
Ressources financières	

CCNUCC	Article 4.3
CDB	Article 20
CCD	Article 20
Organe suprême	
CCNUCC	COP (article 7)
CDB	Cop (article 23)
CCD	Cop (article 22)
Secrétariat	
CCNUCC	Bonn (article 8)
CDB	Montréal (article 21)
CCD	Bonn (article 23)
Organes subsidiaires	
CCNUCC	OSCS/SBSTA (article 9) OSMOE/SBI (article 10)
CDB	SBSTTA (article 25)
CCD	CST (article 23) et CRIC
Mécanisme financier	
CCNUCC	FEM (article 11)
CDB	FEM (article 21)
CCD	Mécanisme mondial (article 21) FEM

Au-delà des similitudes entre la CCNUCC, la CDB et la CCD, il existe de la complémentarité et des recoupements entre les activités envisagées par la CCNUCC et celles envisagées par la CDB, la CCD et plusieurs autres AME ratifiés par le pays. Le tableau 3 donne un exemple de liens de synergie entre la CCNUCC, la Convention de Vienne et le Protocole de Montréal, la CDB, la CCD et la Convention de Ramsar.

Tableau 3 : Exemple de complémentarités et/ou de recoupement entre les dispositions et les résolutions sur les options/activités

ACTIVITE	SOURCE
Elément1 : Elaborer des options en matière d'adaptation	
CCNUCC	
Identifier les mesures principales d'adaptation aux CC durant le processus d'élaboration des programmes d'action nationaux d'adaptation	Décision 28/CP7 de la CCNUCC Article 4.1.b) de la CCNUCC
Convention de Ramsar	
Encourager l'élaboration de méthodes appropriées d'intégration de la gestion des inondations et des catastrophes naturelles et du contrôle de la qualité de l'eau en maintenant les processus naturels des zones humides côtières dans toutes les phases de la gestion intégrée des zones côtières.	Résolution VIII.4 de la Convention de Ramsar

CDB	
Elaborer des méthodes pour adapter la gestion des aires marines et côtières protégées à une modification éventuelle de la répartition géographique des espèces et des habitats sous l'effet des CC.	Décision VII/5 de la CDB
Elément 2 : Evaluer les options d'activités d'adaptation	
Composante 1 : En général	
CCNUCC	
Sélectionner et identifier les activités d'adaptation prioritaires sur la base de critères convenus	Décision 28/CP.7 de la CCNUCC Article 4.1.f) de la CCNUCC
Composante 2 : Aires protégées	
CCNUCC	
Fournir des opportunités de développement de la recherche, y compris sur les mesures d'adaptation aux CC visant les aires protégées	Article 4.1.e) de la CCNUCC Article 11.2 du Protocole de Kyoto
CDB	
Estimer le coût des activités à entreprendre pour atteindre les objectifs du programme de travail sur les aires protégées	Décision VII/28 de la CDB
Composante 3 : Zones humides côtières	
Convention de Ramsar	
Evaluer la faisabilité des options d'adaptation pour les zones humides côtières humides selon les scénarios de CC et d'élévation du niveau de la mer	Résolution VIII.4 de la Convention de Ramsar
Examiner les possibilités de remise en état ou de la restauration des zones humides côtières dégradées	
Envisager la création de nouvelles zones humides artificielles dans les zones côtières	
Evaluer les options permettant de porter les avantages des zones humides à leur maximum du point de vue de l'atténuation des effets des CC et de l'évolution du niveau de la mer.	
Elément 2 : Elaborer des options d'atténuation des émissions de GES	
Composante 1 : En général	
CCNUCC	
Etablir, mettre en œuvre, publier et mettre régulièrement à jour des programmes nationaux et le cas échéant, régionaux contenant des mesures visant à atténuer les CC en tenant compte des missions anthropiques par leurs sources et de l'absorption par leurs puits de tous les GES.	Article 4.2.b) de la CCNUCC

Protection et renforcement des puits et des réservoirs de GES non réglementés par le Protocole de Montréal	Article 2.1.a) deuxième alinéa du Protocole de Kyoto
Accroissement de l'efficacité énergétique dans les secteurs de l'économie nationale	Article 2.1.a) premier alinéa du Protocole de Kyoto
Convention de Vienne et Protocole de Montréal	
Réglementation de la production et de la consommation des CFC et des HCFC	Articles 2A & 2C : CFC Article 2F : HCFC
Réglementation des échanges commerciaux des substances appauvrissant la couche d'ozone	Articles 4 : Réglementation des échanges commerciaux avec les Etats non Parties au Protocole ; Article 4A : Réglementation des échanges commerciaux avec les Parties ; Article 4B : Autorisation.
CDB	
Prendre des mesures pour gérer les écosystèmes de façon à préserver leur résilience aux phénomènes climatiques extrêmes et aider à atténuer les CC es à s'y adapter	Décisions VII/15 de la CDB , Biodiversité et CC, paragraphe 12
Convention de Ramsar	
Faire en sorte que les Paries contractantes reconnaissent le rôle des zones humides côtières dans l'atténuation des effets des CC et l'élévation du niveau de la mer	Action 5.2, Ligne directrice N°. 5
Eléments 3 : Gérer efficacement les systèmes naturels	
Composante 1 : Aires marines et côtières	
CCNUCC	
Développer et élaborer des plans appropriés et intégrés pour la gestion des zones côtières	Article 4.1.e) de la CCNUCC Article 11.2 du Protocole de Kyoto
CDB	
Prendre des mesures pour gérer les écosystèmes marins et côtiers, notamment les mangroves, les prairies sous-marines et les récifs coralliens	Décision VII/5 de la CDB, Diversité biologique marine et côtière, paragraphe 8.
Augmenter autant que possible l'efficacité des aires marines et côtières protégées et de leurs réseaux	
Identifier, tester et perfectionner les régimes de gestion	
Composante 2 : Ressources en eau et agriculture	
CCNUCC	
Développer et élaborer des plans appropriés et intégrés pour les ressources en eau et l'agriculture	Article 4.1.e) de la CCNUCC Article 11.2 du Protocole de Kyoto
CDB	
Effectuer une série d'étude de cas pour identifier les biens et services principaux fournis par la diversité biologique agricole	Décision V/5 de la CDB

Composante 3 : sécheresse, désertification et inondation	
CCNUCC	
Développer et élaborer des plans adaptés et intégrés de protection et de réhabilitation des zones affectées par la sécheresse et la désertification, ainsi que les inondations, notamment en Afrique	Article 4.1.e) de la CCNUCC Article 11.2 du Protocole de Kyoto
CCD	
Intégrer les questions de la gestion durable des terres dans les programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation aux CC entrepris au titre de la CCNUCC	Décision 12/COP.7 de la CCD

3.2.5. Liens de synergie avec les politiques et stratégies nationales

Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) du Togo, constitue la référence et le cadre stratégique dans lequel doivent s'inscrire toutes les actions de développement durable envisagées par le pays. Le DSRP a fait de la gestion durable et participative de l'environnement et des ressources naturelles un pilier dans l'éradication de la pauvreté au Togo (voir tableau 2).

Tableau 4 : Synthèse des liens de synergie de la CCNUCC avec la stratégie de réduction de la pauvreté au Togo

Aspect de la CCNUCC et du PK		Stratégie nationale de réduction de la pauvreté
Objectif	Stabiliser les émissions de GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique du système climatique afin que : <ul style="list-style-type: none"> - les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques ; - la production alimentaire ne soit pas menacée ; - le développement économique puisse se poursuivre durablement. 	Réduire l'incidence de la pauvreté par : <ul style="list-style-type: none"> - la réduction des pressions humaines sur les ressources naturelles ; - la promotion de la gestion intégrée et durable de la zone côtière ; - le renforcement de la sécurité alimentaire ; - l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'économie ; - Améliorer l'état des infrastructures existantes et en construire de nouvelles ; - la promotion des principaux secteurs porteurs de croissance.
Priorités offertes par la Convention et du	Préservation de l'environnement national/régional et global	Gérer durablement l'environnement et les ressources naturelles par : <ul style="list-style-type: none"> - le renforcement des capacités nationales en gestion de l'environnement ; - la finalisation et la mise en œuvre des normes environnementales ; - la réduction des pressions sur les ressources naturelles ; - la promotion de la gestion intégrée et durable de la zone côtière ; - le développement de la gestion durable et décentralisée

		de l'environnement et des ressources naturelles.
	Transfert de technologies propres	<ul style="list-style-type: none"> - L'intégration des considérations environnementales dans les politiques et stratégies de développement sectorielles et dans le cycle des projets et programmes ; - Le développement d'instruments économiques adaptés à la préservation de l'environnement, à la promotion des technologies moins dommageables à l'environnement.
	Promotion de la coopération internationale	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la coopération sous-régionale et internationale en matière de gestion de l'environnement.
	Obtenir de nouvelles ressources pour appuyer le développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le cadre juridique d'investissement ; - Améliorer les capacités d'intervention du secteur privé industriel.
	Renforcements de capacités institutionnelles, juridiques et humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités institutionnelles, juridiques et humaines en matière de gestion de l'environnement
	Programme d'action d'atténuation et d'adaptation aux CC	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la productivité agricole ; - Réviser la législation agro-foncière et structurer le monde rural ; - Satisfaire les besoins fondamentaux en eau potable de la population et les besoins des industries ; - Assurer une gestion efficace des ressources en eau en réduisant les pertes et les gaspillages et mettre en œuvre un plan de développement des ressources alternatives prometteuses pour la production de l'eau ; - Réformer le système de santé en vue de l'adapter aux nouveaux défis ; - Internaliser les coûts environnementaux dans les paramètres décisionnels ; - Promouvoir et vulgariser l'utilisation du gaz domestique ; - Intensifier la coopération sous-régionale dans le domaine de la production, de l'achat et de la vente d'énergie.
	Atténuation des émissions de GES	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion des énergies hydroélectrique et solaire ; - Promotion des transports en commun.
	Sensibilisation et éducation du public sur les changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> - Education et sensibilisation pour le changement de comportement.
	Promotion de la recherche en matière de changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> - Education et formation professionnelle ; - Renforcement des capacités humaines en matière de gestion de l'environnement.

3.3. Politique nationale sur les changements climatiques

En ratifiant la CCNUCC le 8 mars 1995, le Togo s'est résolument engagé à contribuer à *"stabiliser, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, les concentrations des GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique, (...) pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable"*.

Cet engagement, le Togo va le matérialiser, d'abord dans sa Politique Nationale Environnementale, puis dans son Plan d'Action National pour l'Environnement.

En effet, le Togo a adopté, en 1998, une Politique Nationale de l'Environnement pour servir de cadre d'orientation nationale pour la promotion d'une gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement dans les différents domaines d'activités du pays. Au titre de cette politique, le Gouvernement s'engage à prendre « (...) *les dispositions pour assurer la contribution du Togo dans les efforts déployés dans le domaine de la lutte contre et la prévention des changements climatiques. Il encouragera à cet effet le développement des actions et comportements qui favorisent l'amélioration du climat et la réduction des gaz à effet de serre pour la mise en œuvre de la convention sur les changements climatiques* (...) »³

Cette préoccupation est reprise dans le Plan d'Action National pour l'Environnement (PNAE), précisément dans la quatrième orientation stratégique intitulée « *Promouvoir une gestion saine et durable des ressources naturelles et de l'environnement* »⁴. En effet, en vue de « *restaurer et de protéger les écosystèmes et leurs ressources aux fins d'un développement durable* », le PNAE a inscrit dans ses actions : « **la prévention des effets néfastes des changements climatiques et la protection de la couche d'ozone** ».

Concernant précisément le processus de mise en œuvre de la CCNUCC suivi par le Togo, il comporte entre autres étapes :

- la mise en place du cadre organisationnel de mise en œuvre de la CCNUCC ;
- la vulgarisation de la Convention et de son Protocole ;
- la réalisation et la validation des études d'inventaire de GES, d'atténuation, de vulnérabilité et d'adaptation ;
- l'élaboration et la présentation de la Communication Nationale Initiale (CNI) ;
- l'élaboration et la validation d'une Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC assortie d'un Plan d'Actions ;
- l'exécution de la phase II de la CNI ;
- l'autoévaluation de la CNI ;
- la préparation du document de projet de la Deuxième Communication Nationales (DCN) ; et
- la mise en œuvre de quelques projets issus de la CNI et de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC.

3.3.1. Cadre institutionnel de gestion des Changements climatiques

Au plan institutionnel, les questions des changements climatiques sont confiées au premier chef au Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF). Créé en 1987 par décret N° 87-24 du 12 mars 1987 et réorganisé par décret N° 2005-095/PR du 04 octobre 2005, le MERF est l'institution principale en charge de la gestion des ressources forestières et de l'environnement. Le MERF gère les questions des CC avec les autres institutions et acteurs concernés par la problématique. A cet effet, un arrêté portant création, organisation et fonctionnement d'un comité national sur les changements climatiques a été signé en février 2000 et réaménagé en 2005 par arrêté N° 11/MERF du 28 avril 2005. Ce comité est chargé de coordonner les activités relatives aux CC. Il est multisectoriel et regroupe les experts issus des

³ Politique Nationale de l'Environnement, 1998.

⁴ Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE), juillet 2001.

différentes directions nationales aussi bien du secteur public, privé et des ONG que les milieux universitaires et de la recherche.

3.3.1.1. Institutions de l'Etat

a. Le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières

Ce ministère veille au maintien ou la restauration des ressources naturelles, la protection et la conservation de l'environnement, la prévention des activités susceptibles de le dégrader et d'entraîner des atteintes à la santé des personnes ou à leurs biens, la réparation ou la compensation des dégradations. Il adopte seul ou avec les Ministères concernés les orientations et les mesures nécessaires qu'il propose au Gouvernement. Il assure également la coordination dans la mise en œuvre de la politique environnementale du Gouvernement et le suivi des résultats. Sur le plan organisationnel, le MERF comporte, au titre du décret du 4 octobre 2005, un Cabinet Ministériel, un Secrétariat Général, une Direction des Affaires Communes, une Direction de la Planification, une Direction de l'Environnement, une Inspection Forestière et Environnementale, une Direction de la Faune et de la Chasse, une Direction des Eaux et Forêts, cinq Directions Régionales et 30 Directions Préfectorales. A ces institutions s'ajoute l'Office de Développement et d'Exploitation de Forêts (ODEF) créé par décret N° 71-204 du 13 novembre 1971.

b. Le Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche.

Il est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique togolaise en matière agricole et pastorale. Le MAEP comprend des organes impliqués dans le domaine des CC. Il s'agit de :

- La Direction de la Statistique, de l'Information et de la Documentation (DSID) : elle collecte et compile les informations sur les productions, les superficies de l'ensemble des spéculations vivrières et sur la structure des exploitations agricoles ;
- La Direction de l'Elevage, dépositaire de données relatives à l'élevage ;
- l'Institut de Conseil et Appui Technique (ICAT) qui apporte un appui technique aux agriculteurs et à leurs organisations pour améliorer la productivité et accroître les productions tout en préservant l'environnement. ;
- l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) qui a pour mission la recherche scientifique pour la promotion du développement agricole, notamment dans les domaines des productions végétale, animale, halieutique, forestière et de la protection de l'environnement. L'ITRA est décentralisé selon les zones écofloristiques en : Centre de Recherche Agronomique du Littoral – CRAL, Centre de Recherche Agronomique zone Forestière - CRAF, Centre de Recherche Agronomique zone de la Savane Humide - CRASH et Centre de Recherche Agronomique zone de la Savane Sèche – CRASS).

Le rôle du MAEP dans le processus est de fournir les données d'activité indispensables pour l'IGES, les études de vulnérabilité et d'adaptation dans le secteur Agriculture. Par conséquent, ce ministère doit pouvoir jouer les tous premiers rôles dans la compréhension de la problématique des changements climatiques afin de mieux aider à réorganiser le secteur de la production agricole et animale.

c. Le Ministère des Mines et de l'Energie

Ce cabinet est chargé de la formulation et de la mise en œuvre de la politique togolaise dans le domaine des ressources minières et de l'énergie.

L'exploitation des mines et des carrières relève des compétences de ce département à travers la Direction Générale des Mines, tandis que la gestion de l'énergie relève des compétences de la Direction Générale de l'Energie. Cette dernière, grâce au Système d'Information Energétique du Togo (SIE-TOGO), intervient dans la collecte des informations statistiques en matière d'approvisionnement et de consommation des différentes formes d'énergie, calcule les indicateurs et élabore des pistes de politique énergétique.

Le MME dispose donc des données d'activité indispensables pour l'IGES dans le secteur Energie, les études d'atténuation, de vulnérabilité et d'adaptation. Du fait de ses attributions, ce département doit être à l'avant-garde de la planification en matière énergétique et de la mise en œuvre des mesures et politiques d'atténuation et d'adaptation dans le secteur Energie.

d. Le Ministère de l'Equipeement, des Transports, des Postes et Télécommunications et des Innovations Technologiques

Ce ministère, à travers ses directions techniques applique la politique du Gouvernement en matière de gestion de la pollution atmosphérique par, entre autres, la réduction de la pollution véhiculaire, le passage à l'essence sans plomb, la limitation de l'âge des véhicules importés, le développement et la promotion des technologies propres et le développement des télécommunications.

e. Le Ministère de l'Industrie et du Commerce et le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la promotion de la Zone Franche

Ces ministères élaborent et appliquent la politique gouvernementale de développement industriel dans le respect de l'environnement : installation des industries non polluantes et utilisant de nouvelles technologies en matière d'énergie. Par le biais de ces ministères, le Gouvernement entend encourager l'utilisation d'autres sources d'énergie en particulier le gaz par une politique de diminution des prix de vente, promouvoir et sensibiliser les industriels à l'utilisation de techniques moins polluantes et limiter les risques relatifs aux dangers imputables aux produits chimiques en réglementant l'utilisation anarchique des déchets d'usines.

Par ailleurs, le Ministère de l'Industrie et du Commerce à sous sa tutelle, la Direction de la Météorologie Nationale, chargée de la collecte des données climatiques, de l'observation et du suivi du climat au Togo.

Par conséquent, ces deux ministères ont un important rôle à jouer dans l'IGES et la mise en œuvre des mesures et politiques d'atténuation dans le secteur Procédés Industriels, ainsi que dans le domaine de l'observation et le suivi du climat.

f. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Grâce à ses structures et programmes de recherche, ce ministère contribue entre autres à la connaissance des écosystèmes naturels et des mécanismes de leur dégradation. Il a sous sa tutelle des laboratoires et des centres de recherches qui participent à la préservation de l'environnement.

L'Université de Lomé dispose d'institutions qui développent des capacités nationales en matière de protection et de gestion de l'environnement, en particulier celles relatives aux changements climatiques. Il s'agit entre autres de :

- de l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) qui s'occupe des recherches relatives aux méthodes culturales et d'élevage, ainsi que de la biotechnologie ;
- de l'Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs (ENSI) qui s'occupe du développement de la recherche en matière de technologies propres, de l'utilisation des énergies propres, des ressources en eau et de l'exploitation des modèles mathématiques ;
- des Départements de Physique et Chimie qui s'intéressent à la qualité de l'eau et de la pollution de l'atmosphère ;
- le Laboratoire de Physique de l'Atmosphère de la faculté des Sciences qui s'intéresse à l'évolution de la teneur des GES dans l'atmosphère, à l'évolution du climat ;
- le Laboratoire sur l'Energie Solaire qui s'occupe du développement de la recherche dans le domaine d'énergie solaire et de la promotion de son utilisation ;
- le Laboratoire de Gestion, Traitement et Valorisation des Déchets de l'Université de Lomé qui s'intéresse à la gestion des déchets, aux émissions imputables aux déchets, au compostage et à la promotion de l'utilisation du biogaz ;
- le Département de Géographie qui intervient dans la recherche sur le climat, des projections climatiques à court et à moyen terme ;
- Le Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de l'Environnement (CGILE) et le Centre d'Etudes, de Recherche Hydrographique et Océanique (CERHOC).

g. Le Ministère de l'Eau et des Ressources Hydrauliques

Ce ministère à travers sa Direction Générale de l'Eau et de l'Assainissement, élabore et applique la politique nationale de gestion des ressources en eau. Ce département peut fournir des données essentielles pour l'étude de vulnérabilité et, selon ses attributions, assurer la mise en œuvre des mesures et politiques d'adaptation dans le secteur des Ressources en Eaux.

h. Le Ministère de la Santé.

Il se charge de la santé publique, principalement de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et mesures en matière de santé publique. Selon ses attributions, ce département peut fournir des données relatives au sous-secteur de Santé et mettre en œuvre les mesures et politiques d'adaptation dans le secteur concerné.

3.3.1.2. Organes de coordination et de concertation

Des organes ont été mis en place pour faciliter la coordination des actions et la concertation des parties prenantes pour une meilleure gestion de l'environnement. Il s'agit entre autres de :

a. La Commission Interministérielle de l'Environnement (CIE)

Institué par le code de l'environnement en son article 3 et restructurée par décret N°96-161/PR du 2 décembre 1996, elle a pour mission de faciliter la coordination des actions en matière d'environnement par l'étude de solutions administratives, techniques et juridiques. Cependant, malgré son importance, elle est restée peu opérationnelle depuis sa création.

b. Le Comité National de l'Environnement (CNE)

Institué par le code de l'environnement et organisé par arrêté N° 008/MERF du 19 novembre 1997, ce comité est structuré en plusieurs sous-comités thématiques et a pour mission de traiter des questions relatives à l'environnement et des ressources naturelles. Il est composé de représentants des institutions gouvernementales et privées, des ONG, des organisations syndicales et des collectivités locales.

c. Les Comités de Protection et de Gestion de l'Environnement (CPGE)

Ce sont des entités créées par l'Etat aux niveaux préfectoral et local, suivant l'arrêté N°02/MDMET-DPNRFC-DPCEF du 18 janvier 1995, en vue de faciliter la participation des populations à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Il s'agit des Comités préfectoraux, sous-préfectoraux, cantonaux et villageois de gestion de l'environnement qui sont chargés d'organiser des campagnes d'information, d'éducation et de sensibilisation des populations en matière de gestion de l'environnement; d'organiser la protection et la sauvegarde de l'environnement, de sensibiliser les populations en matière d'hygiène du milieu, de choisir des sites de décharge des déchets et de rejet des eaux usées, de réquisitionner la population en vue de combattre les feux de brousse, d'organiser et de contrôler la pratique des feux précoces, d'identifier les acteurs des feux de brousse et tout autre acte illicite entraînant des dommages à l'environnement, de déterminer les limites des aires protégées et concevoir des programmes de gestion de l'environnement. D'une manière générale, ces comités sont à redynamiser pour qu'ils puissent jouer pleinement et efficacement les rôles qui leur incombent.

d. Les Comités Régionaux et Locaux de Planification (CRP et CLP)

Ce sont des entités créées par ordonnance N° 75-26 du 28 juillet 1975 dans le cadre de la réflexion sur l'aménagement du territoire et la décentralisation en vue de faciliter la participation des populations au processus de développement.

e. La Cellule de coordination du Plan National d'Action pour l'Environnement

Mise en place en octobre 1995 et placée sous tutelle du MERF, sa mission a consisté à coordonner les activités relatives à l'élaboration du PNAE, promouvoir et veiller à la cohérence entre le PNAE et les différentes politiques et stratégies sectorielles en matière de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement, sensibiliser tous les partenaires au développement à la nécessité de l'intégration de la dimension environnementale dans les stratégies, programmes et projets de développement ainsi que de l'évaluation de l'impact des actions entreprises sur l'environnement et à œuvrer pour le renforcement et la mise en place effective d'outils de gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement. Aujourd'hui, les missions de la cellule de coordination du PNAE sont dévolues à la Direction de la Planification du MERF.

f. Le Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC)

Il a été mis en place en février 2000 et réaménagé par l'arrêté N° 11/MERF du 28 avril 2005. Le CNCC a pour mission de suivre la mise en œuvre de la Convention, du PK et des directives de la COP. Il regroupe les représentants des principales institutions (publiques, privées et d'ONG) compétentes et/ou concernées par la problématique des changements climatiques : l'évolution des émissions de GES, la vulnérabilité, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et mesures d'atténuation et d'adaptation.

g. L'Autorité Nationale Désignée (AND) du MDP

Structure nationale de mise en œuvre du MDP, l'AND a été mise en place par arrêté N° 021/MERF du 10 novembre 2006. Elle comporte quatre (04) Groupes de Travail :

- Le Groupe de Travail sur l'énergie et l'efficacité énergétique ;
- Le Groupe de Travail sur les transports ;
- Le Groupe de Travail sur la foresterie et l'affectation des terres ; et
- Le Groupe de Travail sur la gestion des déchets solides et eaux usées.

Pour l'efficacité de son fonctionnement, une méthodologie nationale de sélection des projets MDP a été adoptée et annexée à l'arrêté ci-dessus cité.

3.3.1.3. Les organisations de la société civile

a. Les Communautés à la base

Elles jouent un rôle très limité dans la gestion et la protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne le contrôle et la surveillance des actions et de la prestation des services de protection et de gestion de l'environnement. Dans le cas particulier des CC, même si du point de vue ethnoclimatologique elles s'aperçoivent que le climat évolue, leur rôle dans la mise en œuvre de la Convention et du PK reste encore très limité et le restera encore si des actions de sensibilisation, d'éducation et des programmes de développement ne sont pas menées à leur endroit.

b. Les Organisations Non Gouvernementales (ONG)

Les ONG au Togo s'impliquent progressivement dans la lutte contre les changements climatiques. La plupart d'entre elles opèrent dans le domaine du reboisement, de la restauration des sols (pour ce qui est de la lutte contre la désertification) et du développement agricole, notamment la promotion des pratiques agroforestières et d'agriculture organique. Cependant, dans le domaine spécifique des changements climatiques, peu d'ONG y opèrent. On peut citer entre autres ONG : « Les Amis de la Terre », RAFIA, PADES, les « Jeunes Volontaires pour l'Environnement » (JVE) et l'Association Togolaise de Développement de l'Energie Solaire (ATODES). Leurs actions se résument à la sensibilisation sur les changements climatiques, le Mécanisme de Développement Propre (MDP), la vulgarisation des foyers améliorés et la promotion des énergies renouvelables comme mesure d'atténuation et d'adaptation aux CC.

3.3.1.4. Les institutions privées

Les institutions privées ne sont pas activement impliquées dans le processus de mise en œuvre de la Convention, du PK et des directives de la COP. Cependant, avec l'entrée en vigueur des textes relatifs aux études d'impacts sur l'environnement.

3.3.1.5. Les institutions régionales

a. Centre Africain des Applications de la Météorologie pour le Développement (ACMAD)

Le Centre Africain des Applications de la Météorologie pour le Développement (ACMAD) a été créé en 1987 par la Conférence des Ministres de la Commission Economique pour l'Afrique et l'OMM. Ses missions sont, entre autres :

- le développement et le transfert d'outils et de technologies vers les systèmes météorologiques nationaux ;
- l'élaboration d'informations et de produits météorologiques et climatiques pour favoriser le développement durable ;
- la transmission d'informations météorologiques et climatiques aux utilisateurs notamment en milieu rural ;
- la vulgarisation de l'impact des activités des Etats membres et des partenaires.

Depuis 2003, l'ACMAD en collaboration avec d'autres institutions spécialisées procède à la simulation des scénarios de changements climatiques, nécessaires à l'évaluation des impacts socio-économiques de la variabilité et des variations du climat en Afrique. L'ACMAD joue ainsi un rôle important dans les études relatives aux CC sur le continent.

b. Institut de Recherche pour le Développement

L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD ex-ORSTOM) est un établissement français de recherche à caractère administratif. L'IRD a pour mission la production scientifique, la veille technologique et la diffusion de l'information scientifique et technique. En plus des sites situés en France (Paris, Montpellier, ...), l'IRD est représenté dans plusieurs pays (en Afrique, Asie, Océanie, Amérique). Il est composé de plusieurs Unités de Recherches (UR) thématiques. Ces UR développent des activités en partenariat avec des institutions togolaises à l'instar du CENETI et de l'Université de Lomé.

Ainsi dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention, l'IRD intervient dans le domaine de renforcement des capacités par la formation de chercheurs nationaux et le soutien aux initiatives des scientifiques, la recherche et l'observation systématique. En effet, l'institut coordonne actuellement un ambitieux programme international sur l'Analyse Multidisciplinaire de la Mousson Africaine (AMMA) dont le centre opérationnel est basé à Niamey.

c. Centre Régional de Formation et d'Application en Agrométéorologie et Hydrologie opérationnelles

Le Centre Régional AGRHYMET (CRA) est une institution spécialisée du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Le Centre Régional AGRHYMET a pour objectifs principaux de contribuer à la sécurité alimentaire et à l'augmentation de la production agricole dans les pays membres du CILSS, et d'aider à l'amélioration de la gestion

des ressources naturelles de la région du Sahel. A titre, le CRA assure l'information et la formation des acteurs du développement et de leurs partenaires dans les domaines de l'agro-climatologie, l'hydrologie, la protection des végétaux,...

Le CRA conduit également des projets et programmes relatifs aux changements climatiques dans plusieurs pays de la sous région.

Dans le cadre de la préservation de l'environnement mondial, le CRA contribue efficacement dans le renforcement des capacités à travers la formation, la recherche et l'observation systématique, ainsi que la dissémination de l'information. Il œuvre aussi dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation aux effets néfastes des CC sur le continent.

3.3.2. Cadre juridique et réglementaire

Le Togo n'a pas de textes juridiques spécifiques aux CC. Cependant, on peut identifier, dans le cadre juridique global de gestion de l'environnement du Togo, des textes relatifs à des aspects de ladite problématique. Ce cadre comporte aussi bien des dispositions de Conventions et accords internationaux auxquels le pays est Partie, qu'une législation nationale. La législation nationale a été renforcée par d'importantes réformes en conformité avec l'Agenda 21 aux fins du développement durable du pays.

3.3.2.1. Autres conventions internationales ratifiées par le Togo ayant trait aux changements climatiques

Le Togo est Partie à plusieurs AME relatifs à la gestion de l'environnement. Cependant, ceux des AME ayant trait aux CC sont entre autres :

- la Convention relative à la conservation de la faune et la flore à l'état naturel, Londres 1933 ;
- la Convention internationale pour la protection des végétaux, Rome 1951 ;
- la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, Alger 1968 ;
- la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine, Ramsar 1971 ;
- la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (Vienne, 1985) ;
- le Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone, Montréal 1987 ;
- la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (Paris, 1994) ;
- la Convention sur la Diversité Biologique (Rio, 1992) ;

3.3.2.2. Corpus juridique national

La législation nationale de gestion de l'environnement pouvant avoir des liens avec les changements climatiques est constituée, entre autres par :

a. La Constitution du 14 octobre 1992

Elle fait obligation à l'Etat, en son article 41 de veiller à la protection de l'environnement. La gestion de l'environnement est élevée au rang d'une valeur constitutionnelle, ce qui impose à l'Etat, des sujétions particulières dans ce domaine. La loi fondamentale confie également une mission environnementale à l'Assemblée Nationale en son article 84 délimitant les

compétences de cette institution, à la protection et la promotion de l'environnement et la conservation des ressources naturelles, la création, l'extension et les déclassements des parcs nationaux, des réserves de faunes et des forêts classées, le régime de la propriété foncière.

b. La loi N° 88-14 u 3 novembre 1988 portant code de l'environnement

Le Code de l'environnement constitue le texte de base de la gestion et de la protection de l'environnement. En ce qui concerne la prise en compte de la problématique des CC, il faut signaler que le code traite des problèmes de pollutions et nuisances liées aux activités humaines notamment en sa section IV où il est question des rejets dans l'atmosphère, les eaux et les sols.

En vue de prendre en compte de façon plus exhaustive et plus efficace les préoccupations environnementales, de renforcer le cadre institutionnel et réglementaire et de se conformer à la dynamique environnementale internationale, le pays est en train de se doter d'une loi-cadre sur l'environnement.

c. La législation forestière togolaise

Elle repose sur le décret du 5 février 1938 "portant organisation du régime forestier du territoire togolais" qui est aujourd'hui caduque eu égard au mode de gestion durable des ressources forestières. Pour y remédier et promouvoir le mode de gestion durable des ressources forestières au Togo, un code forestier est en cours d'analyse et devrait incessamment être adopté.

d. La législation relative à l'exploitation des mines et des carrières

Elle est constituée de la loi N° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier et de la loi N° 99-003 du 18 février 1999 portant code des hydrocarbures de la République Togolaise qui complète l'article 57 du code de l'environnement. Ce corpus législatif est renforcé par la loi N° 2003-012 du 14 octobre 2003 modifiant la loi N° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier.

e. La législation relative aux études d'impact sur l'environnement

Elle repose sur le décret N°2006-058/PR du 05 juillet 2006 fixant la liste des travaux, activités et documents de planification soumis à étude d'impact sur l'environnement (EIE) et les arrêtés N°013/MERF du 1^{er} septembre 2006 portant réglementation de la procédure, de la méthodologie et du contenu des études d'impact sur l'environnement et N° 018/MERF du 09 octobre 2006 fixant les modalités et les procédures d'information et de participation du public au processus d'étude d'impact. Au titre de ce décret, il est fait obligation à tout promoteur, avant octroi de toute autorisation d'exécution de projets de développement, de procéder à des EIE en vue de la délivrance préalable d'un certificat de conformité environnementale.

En conclusion, le cadre législatif et réglementaire de gestion de l'environnement du Togo, bien qu'il soit en cours de perfectionnement, présente beaucoup d'insuffisances. Ces insuffisances sont pour l'essentiel relatives à :

- (i) la vétusté et l'inadaptation de plusieurs textes datant souvent de l'ère coloniale ;
- (ii) l'inexistence des textes réglementaires d'application du Code de l'Environnement et du Code Minier ;
- (iii) l'inadaptation au contexte actuel de la réforme agro-foncière ;

- (iv) la faible prise en compte des dispositions des différentes Conventions, traités et accords internationaux auxquels le Togo est partie dans le corpus juridique interne ;
- (v) la faible vulgarisation de textes nationaux et des traités, accords et Conventions internationaux auxquels le Togo est partie auprès du grand public, des institutions publiques et privées.

3.3.3. Les instruments politiques

3.3.3.1. La régulation des émissions de GES

Des réglementations environnementales ont été appliquées avec succès pour obtenir des améliorations substantielles, certes incomplètes, de la qualité de l'air dans plusieurs pays. Le PK propose la réglementation des émissions de GES sur le plan global. Les systèmes de commande et de contrôle pour réduire les GES peuvent comprendre :

- la réglementation directe des émissions de GES ;
- la réglementation de la composition chimique du carburant ;
- l'identification des standards pour réguler l'efficacité énergétique dans les secteurs des bâtiments, du Résidentiel, du Commercial et de l'Agriculture ; et
- la réglementation pour imposer des pratiques forestières de conservation du carbone.

La politique de régulation des émissions de GES au Togo comporte les étapes suivantes :

- faire le choix des types de réglementation appropriés aux différents secteurs et sources ;
- cibler les émissions, les niveaux d'efficacité et de pratique ; et
- développer un ensemble effectif et efficace de mécanismes et protocoles pour le monitoring des émissions et des pratiques, la vérification de la conformité et les sanctions.

3.3.3.2. Les taxes de pollution

L'idée d'une taxe de pollution est d'internaliser les coûts sociaux inhérents aux émissions de GES aux coûts des denrées et service du marché. Cette taxe est indépendante de la taxe « *Pollueur-payeur* ». La transparence par la mise à disposition de l'information et l'implication du public sont nécessaires pour une prise de décision effective et responsable.

3.4. Bilan de la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK au Togo

La prise de conscience du pays des menaces que représentent les changements climatiques pour la communauté humaine et de la nécessité de lutter contre ce phénomène dans un cadre de coopération internationale ont conduit le Togo à ratifier, le 8 mars 1995 la Convention sur les changements climatiques puis le PK, le 2 juillet 2004. Dans le cadre du respect de ses engagements vis-à-vis de la CCNUCC, le Togo a exécuté plusieurs activités dont l'essentiel se résume à l'élaboration et la présentation de la CNI sur les changements climatiques.

3.4.1. Réalisations dans le cadre du respect des engagements à l'égard de la CCNUCC au Togo

3.4.1.1. Elaboration de la Communication Nationale Initiale

Dans le cadre du respect de ses engagements vis-à-vis de la Convention, le Togo a préparé et présenté sa communication nationale à la CdP 7. Les principaux résultats des études faites dans le cadre de la CNI sont relatifs aux inventaires de GES (IGES) et à l'atténuation, à la vulnérabilité et l'adaptation des secteurs clés de l'économie nationale.

a. Réalisations dans le cadre des études d'inventaire des gaz à effet de serre (GES) et d'atténuation

Conformément aux directives du GIEC, cinq secteurs ont été couverts par les inventaires de GES. Il s'agit des secteurs (i) Energie ; (ii) Utilisation des Terres, Changement d'Affectation des Terres et Foresterie ; (iii) Procédés Industriels et Solvants ; (iv) Agriculture ; et (v) Déchets. L'année de base de l'étude étant 1995, les IGES ont couvert au total sept (7) années (de 1992 à 1998) dont trois (3) avant l'année de base (1992-1994) et quatre (4) après (1996-1998).

Cinq (5) rapports sectoriels ont été produits, soit un rapport d'IGES par secteur auxquels s'ajoute le rapport de synthèse des IGES.

Selon le rapport de synthèse d'IGES, le Togo a émis 25 292,92 Gg CO₂-e en 1995 dont 80% proviennent du secteur Utilisation des Terres, Changements d'Affectation des Terres et Foresterie et 13% du secteur Agriculture.

S'agissant de l'élaboration du programme national d'atténuation, l'approche sectorielle a été privilégiée. Quatre (4) rapports sectoriels ont été élaborés, lesquels ont été fusionnés en un rapport de synthèse.

b. Réalisations dans le cadre des études de vulnérabilité et d'adaptation

Dans le cadre des études de vulnérabilité, le Togo a opté pour une approche sectorielle. Les secteurs qui ont été couverts sont : (i) Agriculture ; (ii) Energie ; (iii) Ressources en Eau ; (iv) Zone Côtière ; et (v) Etablissements Humains et Santé. Cinq (5) rapports sectoriels ont été présentés, auxquels s'ajoute le rapport de synthèse d'étude de la vulnérabilité.

Les études d'adaptation qui constituent la réponse appropriée aux études de vulnérabilité ont été réalisées selon l'approche sectorielle et un rapport de synthèse reprenant les résultats des rapports sectoriels a été produit.

c. Autres réalisations rentrant dans le cadre de l'élaboration de la CNI

Outre les études d'IGES, d'autres études ont été conduites dont les rapports ont constitué des éléments complémentaires de la CNI. Il s'agit entre autres de :

- rapport sur la situation nationale (année de base, 1995) ;
- rapport relatif à la stratégie de mise en œuvre de la Convention, dont l'approfondissement, en marge de la CNI, a conduit à l'élaboration du document de la stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC ;
- rapport sur la recherche et l'observation systématique ;
- rapport sur l'éducation, la formation et la sensibilisation du public ;

- rapport sur les besoins financiers et technologiques, ainsi que les contraintes de mise en œuvre de la CCNUCC ; et
- portefeuille de sept (7) projets destinés à renforcer le processus des changements climatiques au Togo :
 - Renforcement des systèmes de collecte et amélioration de données d'activité aux fins des changements climatiques ;
 - Amélioration des données d'activité et des facteurs d'émission dus à l'utilisation et à la transformation du biofuel ;
 - Impacts des importations des véhicules usagers sur la qualité de l'air en milieu urbain ;
 - Biomasse-énergie pour le monde rural ;
 - Système d'échange d'informations dans le domaine des changements climatiques ;
 - Système d'information et de suivi de l'environnement littoral marin et côtier ;
 - Education, formation et sensibilisation aux fins de la gestion des changements climatiques.

d. Elaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC

Adoptée en mars 2004, la stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC identifie les actions prioritaires dont la gestion rationnelle des ressources énergétiques, la gestion durable des ressources naturelles dans le secteur de l'Affectation des Terres et Foresterie, l'amélioration des systèmes de production agricoles et animales, la gestion des déchets ménagers et industriels, de la communication et de l'éducation pour un changements de comportements, ainsi que la valorisation des opportunités de financement offertes par le PK et le développement de la coopération sous-régionale en matière d'atténuation des GES. Cette stratégie est assortie :

- d'un plan d'action qui précise les institutions responsables et l'horizon de la mise en œuvre pour chaque action stratégique ; et
- d'un cadre de coordination et de suivi de la mise en œuvre de la stratégie.

3.4.1.2. Activités de la phase II

Les travaux d'élaboration de la CNI ont permis de dégager différents domaines prioritaires. Les activités de cette phase ont été organisées en dix (10) projets :

- (i) Identification et évaluation des besoins en technologie ;
- (ii) Renforcement de capacités des sites d'observation climatique ;
- (iii) Amélioration des facteurs d'émission ;
- (iv) Renforcement des capacités institutionnelles ;
- (v) Renforcement des capacités pour la collecte des données ;
- (vi) Création d'un environnement propice pour les activités des secteurs privé et communautaire ;
- (vii) Appui aux journalistes environnementalistes ;
- (viii) Appui au programme d'information et de sensibilisation du public ;

- (ix) Sensibilisation du grand public par un appui à la communication et l'information environnementale ; et
- (x) Large diffusion des notions de changements climatiques.

Sur les dix activités habilitantes programmées, sept (07) ont été réalisés.

a. Projets réalisés

On entend par projets, les actions programmées et réalisées conformément au contenu du descriptif de la phase II. Il s'agit entre autres de :

(i) Identification et évaluation des besoins en technologie

La réalisation de ce premier projet a commencé par l'organisation d'un atelier de deux jours. Les études ont été réalisées dans les secteurs Energie, Utilisation des Terres, Changements d'Affectation des Terres et Foresterie, Agriculture et Déchets. Le rapport, "Besoins nationaux en technologies" qui a sanctionné ces études, formule les besoins en technologies :

- dans le secteur Energie, pour les sous-secteurs Résidentiel, Transports, Industries énergétiques et Industries ;
- dans les secteurs Agriculture et Foresterie, pour la production agricole, la production animale et la production des essences forestières et la réhabilitation des espèces en disparition ; et
- dans le secteur Déchets, pour la gestion écologiquement rationnelle et la valorisation des déchets.

(ii) Renforcement des capacités des sites d'observation climatiques

Ce projet, bien que mal mené, a abouti à la réalisation d'un état des lieux sur quelques sites d'observation du climat. Il s'agit entre autres de l'état :

- des stations d'observation météorologiques du Togo : un état des lieux concernant 9 stations synoptiques, 12 stations climatologiques et plus de 120 stations pluviométriques ; et
- de la station d'observation océanographique installée au large de Kpémé dans le compte de l'usine de phosphates.

(iii) Renforcement des capacités pour la collecte des données

La réalisation de ce projet a consisté à la réalisation d'études dans divers secteurs, qui ont permis de faire la situation sur les systèmes de collectes des données d'activité afin d'identifier les besoins en renforcement des capacités des institutions en charge de la collecte, du stockage, de la compilation et de la diffusion des données d'activité. Au total, trois (3) études ont été menées sur :

- la méthodologie de collecte des données d'activité, secteur de l'énergie ;
- la méthodologie de collecte des données d'activité, secteur de l'Utilisation de Terres, Changements d'Affectation des Terre et Foresterie ; et
- l'amélioration de la collecte des données d'activité, secteur Agriculture.

Sur la base des résultats de ces études, un guide pratique pour la collecte des données a été élaboré.

En outre, un atelier de renforcement des capacités a visé les personnels des institutions de production de collecte et d'utilisation des données relatives aux changements climatiques.

(iv) Appui aux journalistes environnementalistes

Un atelier de renforcement des capacités à l'intention d'une cinquantaine de journalistes venus de toutes les régions du pays s'est tenu à la Maison du Journalisme de Lomé. Comme support permettant aux journalistes de maîtriser les notions relatives aux CC, un document, "Notions sur les Changements Climatiques" a été élaboré, édité et distribué aux journalistes des stations audio, audio-visuelles et de la presse écrites publiques et privés.

(v) Appui au programme d'information et de sensibilisation du public

Des séances de sensibilisation et de formation sur les CC ont été organisées à l'intention des élèves et des enseignants de géographie et des Sciences de la Vie et de la Terre (SVT) des 2^{ème} et 3^{ème} degrés, des ONG et du public. Lors de ces séances, des copies du document "Notions sur les Changements Climatiques" (élaboré pour la circonstance) ont été distribuées aux enseignants et aux ONG.

Au titre des séances de sensibilisation :

- une campagne d'éducation et de formation des élèves des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de la ville de Lomé sur :
 - les causes, les manifestations et les conséquences des CC ; et
 - la CCNUCC et le PK ; et
- une campagne de douze (12) jours de sensibilisation du public dans les cinq régions du pays sur :
 - les objectifs du projet « Habilitation du Togo à formuler sa première Communication Nationale au titre de la CCCNUCC » ;
 - les causes du réchauffement de la planète induisant les changements climatiques ;
 - les conséquences des changements climatiques ;
 - les solutions de parade ; et
 - les opportunités qu'offre la CCNUCC au Togo.

S'agissant des ateliers de formations sur les changements climatiques, ils ont visé les principaux acteurs sur le terrain : les enseignants et les ONG.

(vi) Large diffusion des notions de changements climatiques

Ce projet a connu un début avec la conception d'un guide sous la forme de dépliant qui a été élaboré et édité. Intitulé « Le Togo et la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques », le guide donne des informations sur le processus des changements climatiques tant au plan international qu'au plan national et des notions clés sur les changements climatiques. Des copies de la CCNUCC et du PK ont également été envisagées. Cependant, la large diffusion qui devrait en être faite n'a pas suivi.

(vii) Autres réalisations dans le cadre de la mise en œuvre de la CCNUCC

L'élaboration de la CNI a révélé des insuffisances dans le processus, qu'il convient de combler pour améliorer la Seconde Communication Nationale. A ce titre, des projets post-CNI ont été mis en œuvre et d'autres encore sont en cours d'exécution. Il s'agit entre autres :

Activités réalisées dans le cadre de la préparation de la deuxième communication nationale du Togo sur les changements climatiques

- projet Auto-évaluation de la Communication Nationale Initiale et de la phase II (phase des activités habilitantes) ;
 - élaboration de la requête préliminaire de financement pour la réalisation de la Deuxième Communication Nationale (DCN) ;
 - conduite de l'autoévaluation de la CNI et de la phase II par un consultant national recruté par le PNUD ;
 - Examen et validation du document d'autoévaluation par la Commission Technique du CNCC ;
 - Conduite des concertations régionales pour l'identification par les parties prenantes des priorités à prendre en compte dans le document de projet de la DCN ;
 - Conduite des concertations thématiques pour l'identification des nouveaux domaines à prendre en compte dans le document de projet de la DCN ;
 - Élaboration, examen et validation du document de projet de la DCN ;
 - Soumission du document de projet au financement du FEM via le PNUD.
- projet « Programme d'Action National d'Adaptation aux changements Climatiques (PANA) ». Plusieurs études sont en cours de réalisation dans le cadre de ce projet dont les résultats seront utilisés pour élaborer un portefeuille de projets qui sera soumis au FEM pour financement ;
- projet PNUD/FEM RAF02-G31 « Renforcement de Capacités pour l'Amélioration de la Qualité des inventaires de gaz à effet de serre en Afrique de l'Ouest et du Centre ». De façon assez concise, ce projet vise entre autres à :
 - l'analyse des méthodes utilisées pour le recueil des données et revue des hypothèses retenues dans le cadre des inventaires ayant servi pour la réalisation de la Communication Nationale Initiale ;
 - la documentation sur les principales sources des données d'activité, des coefficients d'émission, des facteurs d'émission et d'autres paramètres nationaux utilisés ;
 - l'élaboration d'un manuel incluant les besoins en matière de législation et les mesures d'application pour le recueil, la compilation et l'archivage des données, les voies d'établissement d'une coordination efficiente entre les organisations élaboratrices et détentrices des données, des propositions pour la pérennisation du système de préparation et de gestion des inventaires des GES ainsi qu'un processus formel national d'examen de ces derniers ;
- projet « Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour gérer l'Environnement global et National (ANCR-GEN) » au Togo, qui consiste à identifier les besoins en matière de renforcement de capacités nationales pour une meilleure gestion de l'environnement national et global dans la perspective du développement durable du Togo, à travers un bilan de la mise en œuvre des Conventions dont la CCNUCC.

Au chapitre des réalisations concrètes, l'activité de reboisement, commencée depuis 1977 avec l'instauration de la « Journée de l'Arbre » (1^{er} juin 1977), s'est intensifiée au Togo. Cette action gouvernementale a connu une large implication des ONG.

Dans le cadre de l'élaboration de la seconde communication nationale du Togo

Dans ce cadre il est à signaler le lancement, dans un avenir très proche du projet d'élaboration de la Seconde Communication Nationale du Togo sur les Changements climatiques. En effet, le processus de recrutement des membres de l'équipe de coordination a été lancé par le PNUD dans le mois de mai 2007.

Autres initiatives post-CNI

Entre autres initiatives :

- l'élaboration avec le soutien technique de la FAO, d'un programme de maîtrise des énergies traditionnelles et de promotion des énergies de substitution à des fins domestiques, dont plusieurs composantes et sous-composantes ont des objectifs qui recourent celui de la CCNUCC ;
- le lancement par la Direction de la météorologie nationale du projet « Analyse Multidisciplinaire de la Mousson d'Afrique (AMMA) », en 2001 ;
- le lancement par le MERF depuis février 2007, d'un journal mensuel spécialisé d'information, d'analyse et de sensibilisation (Récépissé N° 0305/24/01/07/HAAC) « **Environnement** ». Ce journal vise à sensibiliser et éduquer le public, en des termes simples et accessibles au commun des alphabètes togolais. Son premier numéro est paru en février 2007 avec deux articles sur les CC ;
- le lancement par le CGILE, du projet « Recherche interdisciplinaire et participative sur les interactions entre les écosystèmes, le climat et les sociétés d'Afrique de l'Ouest (LIPIECSA) » en septembre 2007 ;
- l'élaboration de la stratégie nationale de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

3.4.2. Analyse stratégique de la mise en œuvre de la CCNUCC au Togo

3.4.2.1. Leçons tirées de l'élaboration de la CNI et d'exécution de la Phase II

L'évaluation du processus d'élaboration de la CNI et d'exécution de la phase II des activités habilitantes permet de tirer entre autres leçons :

- la mise à jour systématique et continue des IGES n'est pas assurée ;
- l'actualisation systématique des données d'activité n'est pas assurée faute d'une structure responsabilisée.
- la sensibilisation des institutions et du public sur les CC est discontinuée, ce qui explique la faible connaissance de la CCNUCC, du PK, de la CNI et de la Stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC ;
- la problématique des CC est complexe et exige, pour y faire face, une approche multidisciplinaire.

3.4.2.2. Forces et acquis de la mise en œuvre de la CCNUCC

Au stade actuel de la mise en œuvre de la CCNUCC, les points forts et les acquis à capitaliser sont entre autres :

- deux Point focaux sont créés (Point Focal CCNUCC et Point Focal FEM) pour faciliter la mise en œuvre de la CCNUCC ;
- le Togo a réalisé et soumis sa CNI à la CdP dans le délai requis ;
- le Togo s'est doté d'une stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC ;
- un Comité National sur les CC (CNCC) est créé pour faciliter l'implication et la collaboration de tous les acteurs ;
- le processus de la mise en œuvre de la CCNUCC a permis la formation d'experts nationaux dans plusieurs domaines des CC ;
- l'amélioration des systèmes de collecte, de traitement, d'archivage et de diffusion des données est en cours à travers la mise en œuvre du projet RAF ;
- une base de données marégraphiques est créée et actualisée par le Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de l'Environnement (CGILE) et un partenariat sous-régional s'est développé entre le CGILE et les centres d'observation océanographique des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Ghana, Bénin, Guinée, Côte d'Ivoire et Sénégal) ;
- le pays est régulièrement présent aux fora internationaux sur les CC ;
- l'AND est créée et une liste de critères d'évaluation et de d'approbation des projets MDP a été proposée.

3.4.2.3. Contraintes, lacunes et faiblesses de la mise en œuvre de la CCNUCC

La mise en œuvre de la CCNUCC au Togo s'est heurtée à un certain nombre de difficultés aux plans institutionnel, systémique, juridique, financier, humain et technique et mis en évidence des lacunes et faiblesses. Les carences ainsi identifiées sont soit communes soit spécifiques.

a. Contraintes, lacunes et faiblesses communes à tous les secteurs

Au plan institutionnel

Les contraintes, lacunes et faiblesses relevées sont entre autres :

- Faible appréhension par les institutions des liens entre leurs missions et les CC ;
- Implication insuffisante des institutions techniques au processus de mise en œuvre de la CCNUCC ;
- Stockage et archivage des données et informations relatives aux CC trop sectoriels et trop éparpillés ;
- Absence de systèmes de collecte, de stockage et d'archivage des données d'activités au plan régional et préfectoral ;
- Absence de Comités Locaux sur les CC devant assurer le lien entre la CNCC et les collectivités locales dans les deux sens (top - down & bottom - up) ;
- Faible représentation et participation du pays aux fora internationaux sur les CC ;

- Faible prise en compte des CC dans la prise de décision, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement ;
- Faiblesse de synergie au niveau de la mise en œuvre des Conventions sur la désertification, la diversité biologique et sur les CC ;
- Rupture dans le suivi des dossiers CC au niveau des institutions ;
- Difficultés d'accès aux données d'activité et d'information auprès des structures de collecte ;
- Faible connaissance par les acteurs du contenu de la CNI et de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC ;
- Base de données non exhaustive sur les ONG auprès des Ministères et de leurs directions techniques ;
- Faibles capacités des institutions publiques et privés et des ONG à saisir les opportunités qu'offrent la CCNUCC et le PK ;
- Faible connaissance par les institutions détentrices de données du rôle et de l'importance de celles-ci par rapport aux préoccupations liées aux CC et au développement durable ;
- Faible connaissance de la CCNUCC et du PK par les structures tant du secteur privé, des ONG que du secteur publique ;
- Faible prise en compte des CC dans le corpus juridique national ;
- Faiblesse du cadre juridique notamment en matière de collecte, de gestion et d'accès aux données et aux informations sur les CC ;
- Faible capacité des acteurs à mobiliser le cofinancement nécessaire pour bénéficier du soutien financier du FEM ;
- Faible mobilisation par les institutions des ressources pour le fonctionnement permanent et efficace du CNCC et son Comité Technique ;
- Insuffisance de financements pour les projets de recherche relatifs aux CC ;
- Insuffisance des moyens financiers nécessaires pour le fonctionnement efficace des points focaux (CCNUCC, FEM et GIEC) et des structures décentralisées de la mise en œuvre de la CCNUCC ;
- Faible contribution financière de l'Etat dans les projets CC ;
- Manque de ressources financières pour le recyclage et la formation d'experts nationaux ;
- Faible mobilisation des ressources financières pour la médiatisation des activités sur les CC ;
- Faibles capacités financières des institutions de collecte à mettre en place des stratégies adéquates de collecte permanente de données.

Au plan humain /individuel

On relève entre autre contraintes et faiblesses suivantes :

- Faible maîtrise par les experts nationaux de la méthodologie et de l'utilisation des feuilles d'IGES du GIEC ;
- Non maîtrise par les experts nationaux des bonnes pratiques et de la gestion des incertitudes des IGES, ce qui explique l'importance des marges d'incertitudes au niveau des IGES ;

- Faibles capacités des experts nationaux à utiliser les modèles du GIEC ou à en concevoir de plus adaptés aux circonstances togolaises pour les études de vulnérabilité et d'adaptation ;
- Faibles capacités des agents des structures de collecte en matière de collecte des données d'activité et d'élaboration des coefficients/facteurs spécifiques d'émission ;
- Insuffisance de spécialistes dans le domaine des CC ;
- Faibles capacités des experts nationaux à monter des scénarios en matière de vulnérabilité et d'adaptation ;
- Faible capacité des acteurs clés à formuler des projets éligible au FEM ;
- Faibles capacités des acteurs clés à formuler des projets MDP.

Au plan systémique

Les principales contraintes, lacunes et faiblesses relevées sont entre autre :

- Faible connaissance par certains acteurs des domaines d'intervention du FEM ;
- Insuffisance de communication entre les acteurs ;
- Faibles capacités des décideurs politiques à appréhender le MDP en vue de saisir les opportunités qu'offre ledit mécanisme au pays ;
- Faible appropriation de la problématique CC et du processus de mise en œuvre de la CCNUCC au niveau des institutions ;
- Insuffisance des actions de sensibilisation, d'information et de formation des acteurs et du public ;
- Insuffisance de la documentation sur les CC en langue française ;
- Faibles capacités techniques et matérielles à collecter, traiter, compiler, stocker et diffuser les données statistiques et les informations ;
- Déficience qualitative des données existantes ;
- Inadéquation des banques de données détenues par les services des statistiques, centres de documentation, etc. aux besoins en CC ;
- Insuffisance et parfois manque de données sur de longues séries nécessaires à l'IGES ou à l'élaboration des scénarii de CC ;
- Faible accessibilité/connaissance des modèles, des logiciels d'IGES et des manuels du GIEC.
- Absence de modèles sectoriels pour les études d'impacts, et la résolution grossière des sorties du modèle disponible (MAGGICSCENGEN)
- Absence de modèle climatique régional ayant une résolution spatiale adéquate pour l'élaboration des scénarii de CC à un horizon temporel donné.

Au-delà des contraintes et des lacunes communes à tous les secteurs, chaque secteur pris à part a ses contraintes et lacunes spécifiques.

b. Contraintes, lacunes et faiblesses spécifiques au secteur Energie

Au plan institutionnel

- Faibles capacités de la DGE à prendre en compte les CC dans la gestion du secteur.

Au plan systémique

- Rubriques et découpage des secteurs d'activités ne correspondant pas toujours à ceux définis par les sociétés d'électricité ou de produits pétroliers d'où ces rapports ne sont pas de bons outils pour l'élaboration des bilans ou l'IGES.

c. Contraintes, lacunes et faiblesses spécifiques au secteur Déchets

Au plan institutionnel

- Faible application de la loi sur la décentralisation ;
- Faibles capacités techniques des services à gérer les déchets liquides ;
- Absence de normes relatives aux rejets d'effluents.

Au plan humain

- Faibles capacités humaines (effectif et compétences) en gestion des déchets.

Au plan systémique

- Faibles capacités des services techniques de gestion des déchets à organiser les acteurs de la filière déchets et à coordonner leurs activités sur le terrain.

d. Contraintes, lacunes et faiblesse spécifiques au secteur Utilisation des Terres, Changements d'Affectation des Terres et Foresteries

Au plan institutionnel

- Faibles capacités des institutions en charge des statistiques du secteur UTCATF (ESA, DSID, DEF, Direction de l'aménagement du territoire, Direction de la cartographie et du cadastre ...) ;
- Absence d'une structure nationale chargée de la recherche forestière.

Au plan systémique

- Application insuffisante de la méthode appliquée de collecte de données conforme aux besoins de la mise en œuvre de la CCNUCC ;
- Caducité du cadre juridique et réglementaire de gestion des forêts et aires protégées ; et
- Droit foncier inapproprié à une politique efficace de reforestation, de reboisement et d'aménagement forestier.

e. Contraintes, lacunes et faiblesses spécifiques au secteur Agriculture

Au plan systémique

- Absence d'une méthodologie de collecte de données conforme aux besoins de la mise en œuvre de la CCNUCC ;
- Faibles capacités matérielles et techniques en matière de recherche agronomique.

f. Contraintes, lacunes et faiblesses spécifique au secteur Procédés Industriels, Solvants et Autres produits

Au plan systémique

- Faible disponibilité des promoteurs à prendre en compte l'aspect environnemental dans le développement de leurs projets industriels ;
- Absence de normes relatives aux rejets d'effluents.

g. Contraintes, lacunes et faiblesses spécifiques au sous-secteur Transports

Au plan institutionnel

- Faible capacités technique à suivre la pollution de l'air par les véhicules.

Au plan humain

- Faible capacités (effectif et compétences) d'agents de la sécurité routière en matière de lutter contre la pollution véhiculaire.

Au plan systémique

- Absence d'une politique de lutte contre la pollution véhiculaire ;
- Cadre juridique des institutions techniques non spécifique à la lutte contre la pollution véhiculaire.

h. Contraintes, lacunes et faiblesses relatives à la thématique Observation Systématique et Recherche

Au plan institutionnel

- Faible implication des structures d'observation et de recherche dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et plan de développement urbain et aménagement du territoire ;
- Faibles capacités des centres d'observation et de recherche dans le suivi des CC.

Au plan humain

- Faibles capacités humaines dans le domaine de l'observation systématique et la recherche particulièrement en océanographie, océanologie, météorologie, climatologie et hydrologie continentale.

Au plan systémique

- Faibles capacités techniques et matérielles d'observation et de recherche en matière de CC ;
- Mécanismes de prévision climatiques insuffisamment élaborés ;
- Absence de mécanismes de prévision océanographique et hydrologique.

i. Contraintes, lacunes et faiblesses par rapport au rôle du MERF

Au plan institutionnel

- Absence d'une structure spécialement chargée d'assurer la permanence des IGES ;

- Difficultés dans l'application des textes relatifs aux EIE ;
- Faible implication des Directions Régionales et Préfectorales de l'environnement dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC.

Au plan systémique

- Déploiement déficient et insuffisances des cadres du MERF ;
- Insuffisance en nombre et en compétences des cadres du MERF en matière de CC ;
- Faibles capacités des Directions Régionales et Préfectorales de l'Environnement à mettre en œuvre la CCNUCC.

j. Contraintes, lacunes et faiblesses relatives à l'implication d'autres acteurs

Il s'agit entre autres, des acteurs du secteur informel, du public, des ONG, des Forces Armées et de Sécurité et des médias.

Au plan institutionnel

- Faible implication dans le processus et non représentativité des organisations du secteur informel dans le CNCC ;
- Faible implication des ONG dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC.

Au plan humain

- Faibles maîtrise des notions d'environnement et de développement durable par les ONG, les marins, les Forces Armées et de Sécurité et les journalistes ;
- Faibles capacités humaines (nombre et compétences) en CC.

Au plan systémique

- Faible capacités des médias en techniques de sensibilisation sur les CC.

3.5. Opportunités pour la mise en œuvre de la CCNUCC au Togo

Les facteurs externes qui sont favorables à la mise en œuvre de la CCNUCC et les Conventions connexes au Togo sont les suivants :

- prise de conscience au plan national de l'évolution du climat et de ses effets sur les activités socio-économiques ;
- préparation en cours de la loi-cadre sur l'environnement, prenant en compte tous les problèmes environnementaux, les changements climatiques en particulier et l'application des textes sur les études d'impact environnemental avant toute mise en œuvre de projets ;
- existence d'un Comité Interministériel pour l'Environnement (CIE) ;
- enclenchement de la décentralisation administrative au Togo et le renforcement des Directions Régionales et Préfectorales de l'Environnement et des Ressources Forestières (DRERF et DPERF) ;
- existence, dans chaque région, d'un cadre régional pour le développement : le Comité Régional d'Orientation et de Planification (CROP) ;
- existence d'ONG réunies en consortiums ou fédérations d'ONG dans toutes les régions du pays ;
- existence dans tous les secteurs d'institution de collecte de données ;

- instauration depuis 1977, par l'Etat, de la Journée de l'arbre célébrée tous les 1er juin et promotion du reboisement, de l'agroforesterie et de l'agriculture organique par un grand nombre d'ONG.
- lancement en 2004, au sein de la Direction Générale de l'Energie, du Système d'Information Energétique (SIE-Togo).

3.6. Menaces au processus de mise en œuvre de la Convention, le PK et les directives de la COP au Togo

Il s'agit ici, des facteurs extérieurs qui empêcheraient le succès de la mise en œuvre de la CCNUCC si des mesures appropriées ne sont pas prises. Au chapitre de ces menaces, on peut citer entre autres :

- La rupture de la coopération internationale avec le Togo depuis 1992 pour raison de déficience démocratique ;
- L'intensification de la pauvreté et du chômage dans le pays ;
- La faiblesse du pouvoir d'achat moyen des togolais ;
- La déficience de la bonne gouvernance et de la transparence ;
- La déficience communicationnelle entre les ONG impliquées dans la gestion de l'environnement ;
- L'inexistence d'un plan d'action commun des ONG dans les régions aux fins de la synergie des activités à mener par les structures ;
- La mise en œuvre partielle de la loi N° 98-006 du 11 février 1998 portant décentralisation : non accession des Régions à l'autonomie financière ;
- L'absence de normes relatives aux rejets dans l'atmosphère ;
- Les directions centrales insuffisamment représentées au plan régional.

3.7. Évaluation des besoins nationaux et des actions à mener en matière de renforcement des capacités

3.7.1. Objectifs de l'identification des besoins et des actions à mener en matière de renforcement des capacités

3.7.1.1. Objectif global

L'identification des besoins en matière de renforcement des capacités vise à aider le Togo à développer et à améliorer ses capacités dans le cadre de la mise en œuvre efficace des dispositions de la CCNUCC.

3.7.1.2. Objectifs spécifiques

- **Au plan institutionnel, le renforcement des capacités vise à :**
 - Clarifier et améliorer les structures et les processus organisationnels comme les mandats, les missions, les responsabilités, les filières hiérarchiques, les communications et le redéploiement des ressources humaines ;

- Améliorer la performance du cadre institutionnel de mise en œuvre, ses moyens de fonctionnement pour le rendre plus efficace, plus efficient et plus apte au changement ;
 - Améliorer la coopération et la coordination entre les groupes ou départements au sein du cadre institutionnel de mise en œuvre ;
 - Renforcer les relations avec le monde extérieur (autres organisations à l'intérieur ou à l'extérieur du pays) ; et
 - Fournir de meilleurs systèmes d'informations, une meilleure infrastructure et de meilleurs équipements pour soutenir le travail du cadre institutionnel de mise en œuvre.
- **Au plan individuel, le renforcement des capacités vise à :**
- Améliorer la capacité des individus à gérer et à protéger l'environnement, à travailler en tant qu'individus au sein des organisations ;
 - Changer les mentalités, la connaissance, le comportement et les actions des individus, en améliorant leur conscientisation, leur compréhension et leur compétence sur des sujets spécifiques ;
 - Améliorer la performance des individus par la promotion d'une plus large participation, la motivation et les incitations.
- **Au plan systémique, le renforcement des capacités vise à :**
- Créer des « environnements propices » pour une meilleure gestion de l'environnement dans tous les secteurs ;
 - Améliorer le cadre politique, économique, législatif, politique, réglementaire et les mécanismes d'incitation et de responsabilisation ;
 - Améliorer la communication formelle et informelle et la collaboration entre les organismes et les individus ; et
 - Promouvoir la participation de tous les secteurs de la société à la réalisation des objectifs environnementaux, par une meilleure sensibilisation, acquisition des connaissances et participation, et une plus grande transparence et responsabilisation gouvernementale.

Par rapport à ces objectifs, les besoins de renforcement des capacités ainsi que les actions correspondantes à mener ont été identifiés et rangés selon les secteurs et les thématiques des CC.

3.7.2. Identification des besoins communs et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacités à tous les secteurs

Les besoins communs en matière de renforcement de capacités relatifs aux contraintes, lacunes et faiblesses identifiées, ainsi que les actions correspondantes à mener sont consignés dans les tableaux ci-dessous :

Tableau 5 : Identification des besoins et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité au plan institutionnel dans tous les secteurs

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Faible appréhension par les institutions des liens entre leurs missions et les CC	<ul style="list-style-type: none"> IEC des institutions sur les CC et leurs liens avec les activités humaines 	<ul style="list-style-type: none"> IEC les institutions sur les CC et leurs liens avec les activités humaines selon les secteurs
Implication insuffisante des institutions techniques au processus de mise en œuvre de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none"> Clarification du rôle et de la responsabilité des institutions techniques dans le processus 	<ul style="list-style-type: none"> Définir et/ou clarifier le rôle et la responsabilité des institutions techniques dans le processus
Stockage et archivage des données et informations relatives aux CC trop sectoriels et trop éparés/segmentaire	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des structures détentrices de données en un système national coordonné au niveau sectoriel par les directions techniques et au plan national par l'unité de coordination du processus de mise en œuvre de la CCNUCC. 	<ul style="list-style-type: none"> Prendre des arrêtés interministériels portant création et organisation de systèmes sectoriels et national de collecte, de stockage, d'archivage et de diffusion des données. Prendre des arrêtés interministériels attribuant la coordination des systèmes sectoriels aux directions techniques et la coordination du système nationale à l'unité de coordination du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.
Absence de systèmes de collecte, de stockage et d'archivage des données d'activités au plan régional et préfectoral	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des structures détentrices de données en systèmes régionaux de collecte, de compilation et d'archivage, coordonné par la Direction Régionale de l'Environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser les structures détentrices de données en systèmes régionaux de collecte, de compilation et d'archivage, coordonné par la Direction Régionale de l'Environnement.
Absence de Comités Locaux sur les CC devant assurer le lien entre la CNCC et les collectivités locale dans les deux sens (top - down & bottom - up).	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des acteurs locaux en Comités Locaux sur les CC (CLCC). 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser les acteurs locaux en CLCC. Informier et former les membres des CLCC sur les CC, leur mission, et leur responsabilité.
Faibles représentation et participation du pays aux fora internationaux sur les CC	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre et diversification des délégués nationaux. Renforcement des capacités des délégués nationaux en négociation dans le cadre des fora internationaux sur les CC. 	<ul style="list-style-type: none"> Mobiliser des moyens financiers supplémentaires pour favoriser une plus grande représentation et une meilleure participation des délégués du pays. Renforcer la collaboration entre l'Etat et les ONG pour une meilleur représentativité du pays aux fora internationaux Renforcer les capacités des délégués nationaux en négociation.

Faible prise en compte des CC dans la prise de décision, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC des décideurs sur les CC, la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC les décideurs sur les engagements du pays à l'égard de la CCNUCC et les avantages liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK. ▪ IEC les décideurs sur les CC, la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC.
Faiblesse de synergie au niveau de la mise en œuvre des Conventions sur la désertification, la diversité biologique et sur les CC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'un cadre de concertation des Points Focaux des différentes conventions et du FEM pour une mise en œuvre synergique des trois Conventions. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Eduquer et former les Points Focaux des conventions sur la notion de mise en œuvre synergique. ▪ Tenir des séances de concertations périodiques des Points Focaux de conventions et du FEM, pour harmoniser leurs activités de manière à éviter les doubles emplois et le gaspillage des ressources.
Rupture dans le suivi des dossiers CC au niveau des institutions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration de la communication entre les Directions centrales et les Directions décentralisées ▪ Instauration au sein des institutions de l'obligation de restituer les résultats de fora nationaux et internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Communiquer et échanger avec les Directions décentralisées à travers des réunions, ateliers/séminaires, et rapports. ▪ Organiser des ateliers de restitution après toute participation à un forum, au sein des institutions.
Faible connaissance par les acteurs du contenu de la CNI et de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC de tous les acteurs sur la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC ▪ Diffusion de la CNI et de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC de tous les acteurs sur la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC. ▪ Reproduire et diffuser la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC à l'intention des acteurs clés. ▪ Concevoir, élaborer et diffuser des dépliants sur la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC à l'intention d'autres acteurs, des ONG et du public.
Base de données non exhaustive sur les ONG auprès des Ministères et de leurs directions techniques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création par les institutions techniques d'une base de données sur les ONG intervenant dans leurs domaines respectifs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Eduquer les institutions d'Etat sur la nécessité de collaborer avec les organisations de la société civile. ▪ Créer des passerelles entre les ministères en charge de l'administration territoriale et de la décentralisation et les autres ministères pour une cogestion des organisations de la société civile.
Faibles capacités des institutions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC des décideurs politiques, des institutions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC les décideurs politiques sur les opportunités et les

publiques et privés et des ONG à saisir les opportunités qu'offrent la CCNUCC et le PK	techniques, des industriels et des ONG sur les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement le MDP.	avantages qu'offrent la CCNUCC et le MDP en matière de développement. <ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC les institutions techniques de l'Etat sur les opportunités et les avantages qu'offrent la CCNUCC et le MDP. ▪ IEC les industriels sur les opportunités et les avantages qu'offrent la CCNUCC et le MDP. ▪ IEC les ONG sur les opportunités et les avantages qu'offrent la CCNUCC et le MDP.
Faible connaissance par les institutions détentrices de données du rôle et de l'importance de celles-ci par rapport aux préoccupations liées aux CC et au développement durable	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC des structures détentrices de données et d'informations utiles aux études des CC, sur leur rôle (des institutions) dans le processus de mise en œuvre, puis de l'importance des données qu'elles détiennent. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informer et sensibiliser les institutions de collecte et détentrices de données sur l'importance des données d'activité, des facteurs de conversion et des coefficients d'émission dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC ▪ Former les agents de collecte en techniques de collecte de données selon les besoins en CC. ▪ Equiper les structures en matériels appropriés de collecte, d'analyse, de stockage et de diffusion des données.
Difficultés d'accès aux données d'activité et d'information auprès des structures de collecte	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation des structures de collecte et détentrices de données sur l'importance de leurs données dans le processus. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diagnostiquer les difficultés d'accès. ▪ Sensibiliser les structures de collecte et détentrices de données sur leurs rôles dans le processus.
Faible connaissance de la CCNUCC et du PK par les structures tant du secteur privé, des ONG que du secteur public	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC de tous les acteurs sur la CCNUCC et le PK 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC de tous les acteurs sur la CCNUCC et le PK ▪ Reproduire la CCNUCC et le PK à l'intention des institutions. ▪ Concevoir, élaborer et diffuser des dépliants sur la CCNUCC et le PK à l'intention du public
Faible prise en compte des CC dans le corpus juridique national	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration des textes d'application de la CCNUCC et du PK au Togo. ▪ Elaboration et application de textes relatifs aux CC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informer, éduquer et sensibiliser les législateurs et les juristes sur les CC et leurs risques. ▪ Former les législateurs et les juristes sur la CCNUCC et le PK et les engagements du pays à leurs égards. ▪ Informer les législateurs et les juristes sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC et le PK au Togo. ▪ Prendre des textes d'application de la CCNUCC et du PK au

		<p>Togo.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer, appliquer et vulgariser les textes complémentaires.
Faiblesse du cadre juridique notamment en matière de collecte, de gestion et d'accès aux données et aux informations sur les CC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration de textes relatifs à la collecte, la gestion et l'accès aux données et informations sur les CC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer, adopter et vulgariser les textes sur la gestion et l'accès aux données et informations relatives aux CC.
Faible capacité des acteurs à mobiliser le cofinancement nécessaire pour bénéficier du soutien financier du FEM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation sur les mécanismes de financement de la CCNUCC ▪ Formation en conception des projets FEM ▪ Création du Fonds National pour l'Environnement 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les acteurs sur les mécanismes de financement de la CCNUCC ▪ Former en conception et sur procédures de financement des projets FEM ▪ Prendre les textes portant création, attribution et organisation Fonds National pour l'Environnement et ses mécanismes de financement
Faible mobilisation par les institutions des ressources pour le fonctionnement permanent et efficace du CNCC et son Comité Technique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration et mise en œuvre d'une politique de taxation environnementale. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer et appliquer la politique de taxation/d'amande environnementale.
Insuffisance de financements des projets de recherche relatifs aux CC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation des centres de formation et de recherche sur les possibilités de financement des projets de recherche dans le domaine des CC. ▪ Développement d'un partenariat entre avec les pays de l'annexe I/les centres de recherche des pays de l'annexe I. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les acteurs du domaine de la recherche sur les possibilités d'obtenir des financements indispensables pour la mise en œuvre de projets de recherche s'inscrivant dans le domaine des CC. ▪ Rechercher et développer un partenariat entre le Togo et les pays de l'annexe I/les centres de recherche du pays et ceux des pays de l'annexe I.
Insuffisance des moyens financiers nécessaires pour le fonctionnement efficace des points focaux (CCNUCC, FEM et GIEC) et des structures décentralisées de la mise en œuvre de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement institutionnel des Points Focaux CCNUCC, FEM et GIEC. ▪ Appui financier aux Points Focaux FEM, CCNUCC et GIEC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appuyer financièrement les Points focaux CCNUCC, FEM et GIEC à travers des projets de renforcement institutionnel et technique. ▪ Octroyer une enveloppe financière aux Points focaux CCNUCC, FEM et GIEC.
Faible contribution financière de l'Etat dans les projets CC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mobilisation par l'Etat de ressources conséquentes pour les projets CC ▪ Appui financier pour l'amélioration du système de collecte des données 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inscrire des ressources financières suffisantes dans le budget de l'Etat au profit du processus de mise en œuvre de la CCNUCC ▪ Appuyer financièrement l'amélioration du système de collecte

		de données.
Manque de ressources financières pour le recyclage et la formation d'experts nationaux.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui financier des partenaires au pays pour renforcer l'efficacité des institutions techniques et de formation. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Octroyer un appui financier pour le recyclage et la formation de formateurs nationaux. ▪ Appuyer financièrement le pays pour le renforcement de l'efficacité des institutions techniques et de formation.
Faible mobilisation des ressources financières pour la médiatisation des activités sur les CC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui financier pour la médiatisation des activités relatives aux CC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Octroyer un appui financier pour la médiatisation des activités relatives aux CC.
Faibles capacités financières des institutions de collecte à mettre en place des stratégies adéquates de collecte permanente de données	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui financier aux systèmes de collecte de données pour la mise en œuvre d'une stratégie adéquate de collecte permanente des données d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appuyer financièrement les systèmes de collecte de données pour la permanence de la collecte des données d'activité.

Tableau 6 : Identification des besoins et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité au plan humain/individuel dans tous les secteurs

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Faible maîtrise par les experts nationaux de la méthodologie et de l'utilisation des feuilles d'IGES du GIEC	<ul style="list-style-type: none"> Formation des experts nationaux à la maîtrise des directives, manuels, feuilles d'IGES. 	<ul style="list-style-type: none"> Former les experts nationaux à la maîtrise de la méthodologie de conduite des IGES. Former les experts nationaux à l'utilisation de modèles des feuilles de calcul d'IGES.
Non maîtrise par les experts nationaux des bonnes pratiques et de la gestion des incertitudes des IGES	<ul style="list-style-type: none"> Formation des experts nationaux à la maîtrise des bonnes pratiques et de gestion des incertitudes des IGES. 	<ul style="list-style-type: none"> Former les experts nationaux à la maîtrise des bonnes pratiques et de gestion des incertitudes des IGES.
Faibles capacités des experts nationaux à utiliser les modèles du GIEC ou à en concevoir de plus adaptés aux circonstances togolaises pour les études de vulnérabilité et d'adaptation.	<ul style="list-style-type: none"> Formation des experts nationaux à la maîtrise des modèles du GIEC. Formation des experts nationaux à la conception de modèles fiables plus adaptés au contexte national 	<ul style="list-style-type: none"> Former à l'utilisation des modèles et à l'interprétation des sorties de modèles. Former les experts nationaux à l'élaboration de modèles spécifiques. Former les experts nationaux à l'évaluation de la qualité des modèles.
Faibles capacités des agents des structures de collecte en matière de collecte des données d'activité et d'élaboration des coefficients/facteurs spécifiques d'émission	<ul style="list-style-type: none"> Formation aux bonnes techniques et savoir faire en matière de collecte des données d'activité. Initiation des agents de collecte à l'élaboration des coefficient/facteurs spécifiques d'émission. 	<ul style="list-style-type: none"> Former les agents de collecte en techniques de collecte de données selon les besoins en CC. Former les agents de collecte à l'élaboration de coefficients/facteurs spécifiques d'émission.
Insuffisance de spécialistes dans le domaine des CC.	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration et mise en œuvre d'un programme national de formation et de spécialisation en CC Développement d'un partenariat avec les universités et centres de recherche des pays de l'annexe I pour la formation de spécialiste et le recyclage des chercheurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer et mettre en œuvre un programme de formation et de spécialisation en CC Développer un partenariat avec les universités et centres de recherche des pays de l'annexe I : échange d'étudiants, don d'équipement et recyclage des chercheurs.

Faibles capacités des experts nationaux à monter des scénarios en matière de vulnérabilité et d'adaptation	<ul style="list-style-type: none"> Formation des experts nationaux au montage des scénarii fiables. 	<ul style="list-style-type: none"> Former les experts nationaux aux techniques de montage de scénarii fiables.
Faible capacité des acteurs clés à formuler des projets éligible au FEM.	<ul style="list-style-type: none"> Formation au montage de documents de projets éligibles au FEM 	<ul style="list-style-type: none"> Former les acteurs sur la possibilité de monter des projets et sur les critères d'éligibilité desdits projets. Former les acteurs au montage du document de projets selon les directives du FEM.
Faibles capacités des acteurs clés à formuler des projets MDP.	<ul style="list-style-type: none"> Formation à la méthodologie de formulation de projets MDP et au processus de soumission au Bureau Exécutif (BE) 	<ul style="list-style-type: none"> IEC sur le MDP et ses opportunités pour le développement IEC sur les critères d'éligibilité des projets Former à la méthodologie de formulation de projet MDP et le processus de soumission au BE

Tableau 7 : Identification des besoins et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité au plan systémique dans tous les secteurs

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Faible connaissance par certains acteurs des domaines d'intervention du FEM.	<ul style="list-style-type: none"> IEC des acteurs sur le FEM, son rôle et ses domaines d'intervention. 	<ul style="list-style-type: none"> IEC les acteurs sur le FEM, son rôle et ses domaines d'intervention.
Insuffisance de communication entre les acteurs.	<ul style="list-style-type: none"> Promotion d'un dialogue permanent entre tous les acteurs et échange d'informations entre les acteurs centraux et les autres acteurs. Facilitation de la circulation de l'information entre le CNCC et les comités locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des ateliers périodiques d'échange d'informations entre les acteurs centraux et les autres acteurs. Créer un site internet pour la mise en ligne des informations nationales et internationales relatives au processus de mise en œuvre de la CCNUCC. Former les acteurs à l'exploitation du site Internet.
Faibles capacités des décideurs politiques à appréhender le MDP en vue de saisir les opportunités qu'offre ledit mécanisme au pays.	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des habiletés des décideurs politiques à amener le pays à saisir les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement le MDP 	<ul style="list-style-type: none"> Informers les décideurs politiques sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC et le PK au Togo Informers et sensibiliser les décideurs politiques sur les avantages et les opportunités liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du MDP

Faible appropriation de la problématique CC et du processus de mise en œuvre de la CCNUCC au niveau des institutions.	<ul style="list-style-type: none"> Information, sensibilisation et responsabilisation des institutions à tous les niveaux sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC. Mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation du processus de mise en œuvre de la CCNUCC. 	<ul style="list-style-type: none"> Informar, sensibiliser et responsabiliser les institutions, tant au niveau central qu'au niveau des régions. Mettre en réseau le CNCC et les CLCC et faciliter les échanges d'informations entre eux.
Insuffisance des actions de sensibilisation, d'information et de formation des acteurs et du public.	<ul style="list-style-type: none"> Intensification des actions d'IEC des acteurs et du public sur les CC et le processus de mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Multiplier les actions de sensibilisation à l'endroit de tous les acteurs et du public.
Insuffisance de la documentation sur les CC en langue française.	<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition des experts et institutions clés, des documents de base traduits en français. Formation accélérée en anglais des experts nationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Octroyer des soutiens financier et technique pour la traduction des documents de l'anglais en français. Former les experts nationaux en anglais.
Faibles capacités techniques et matérielles à collecter, traiter, compiler, stocker et diffuser les données statistiques et les informations.	<ul style="list-style-type: none"> Appui en équipement approprié aux structures détentrices de données d'activité pour la collecte, l'analyse, la compilation, le stockage et la diffusion des données d'activité. 	<ul style="list-style-type: none"> Equiper les structures détentrices de données d'activité en matériels appropriés nécessaires pour la collecte, l'analyse, le stockage et la diffusion des données.
Déficience qualitative des données existantes.	<ul style="list-style-type: none"> Formation des agents de structures détentrices de données d'activité en techniques de collecte, de traitement, de compilation et d'archivage de données aux fins des besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC. 	<ul style="list-style-type: none"> Former les structures détentrices de données en techniques de collecte, de traitement, de compilation et d'archivage de données aux fins des besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.
Inadéquation des banques de données détenues par les services des statistiques, centres de documentation, etc. aux besoins en CC.	<ul style="list-style-type: none"> Assistance pour la réadaptation, si possible des données existantes aux besoins des CC. 	<ul style="list-style-type: none"> Traiter les données existantes afin de les adapter aux besoins des études en CC.
Insuffisance et parfois manque de données sur de longues séries nécessaires à l'IGES ou à l'élaboration des scénarii de CC.	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie nationale permanente de collecte, d'analyse et d'archivage des données pour améliorer la préparation des IGES. Formation des agents des institutions de collecte 	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale permanente de collecte, de traitement et d'archivage des données d'activité. Développer des recherches thématiques pour combler les manques de données identifiés au niveau des différents

	<p>de données à la détermination des coefficients d'émission adaptés au contexte national ou sous-régional.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement des recherches thématiques pour combler les lacunes sectorielles identifiées ▪ Renforcement du système national d'observation et de suivi des CC 	<p>secteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des réseaux optimisés d'observation systématique et de suivi des CC.
Faible accessibilité/connaissance des modèles, des logiciels d'IGES et des manuels du GIEC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise à disposition des experts nationaux de modèles, de logiciels d'IGES et de manuels du GIEC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Octroyer les guides d'utilisation des modèles aux experts nationaux identifiés. ▪ Mettre à la disposition des experts nationaux, des modèles et des logiciels d'IGES.
Absence de modèles sectoriels pour les études d'impacts, et la résolution grossière des sorties de modèles disponibles (MAGGICSCENGEN)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche de partenariat avec les pays annexe I pour la promotion de la recherche en modélisation. ▪ Renforcement des capacités des universités, instituts de recherche et ONG concernées pour développer la recherche en modélisation. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rechercher et développer le partenariat avec les pays de l'annexe I pour promouvoir la recherche en modélisation. ▪ Renforcer les capacités matérielles, techniques et financières des universités, instituts de recherche et ONG pour le développement de modèles adéquats.
Absence de modèle climatique régional ayant une résolution spatiale adéquate pour l'élaboration des scénarii de CC à un horizon temporel donné		

3.7.3. Identification des besoins et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacités spécifiques

Le dépouillement et le traitement des résultats d'enquêtes auprès des différentes structures ont mis en évidence des besoins strictement spécifiques soit aux secteurs, soit aux thématiques, soit encore à des acteurs bien ciblés.

Du point de vue sectoriel, il s'agit des secteurs (i) Energie ; (ii) Procédés Industriels, Solvants et Autres produits ; (iii) Agriculture, (iv) UTCATF ; (v) Déchets et le sous-secteur Transports.

Selon les thématiques, les besoins en RC et actions possibles à mener pour les acteurs de la thématique "Observation systématique et Recherche" s'individualisent.

Pour le reste, les besoins en RC et les actions correspondantes à mener répondent aux lacunes identifiées au niveau du département de mise en œuvre et, de façon groupée, quelques acteurs appelés à jouer des rôles non moins importants dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC : le public, les ONG, les Forces Armées et de Sécurité et les médias.

Tableau 8 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteur Energie

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Au plan institutionnel		
Faibles capacités de la DGE à prendre en compte les CC dans la gestion du secteur.	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités de la DGE en élaboration de stratégie nationale de développement énergétique viable. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités de la DGE en élaboration de stratégie nationale de développement énergétique viable.
Au plan systémique		
Rubriques et découpage des secteurs d'activités ne correspondant pas toujours à ceux définis par les sociétés d'électricité ou de produits pétroliers d'où ces rapports ne sont pas de bons outils pour l'élaboration des bilans ou l'IGES.	<ul style="list-style-type: none"> Harmonisation des rubriques et du découpage des secteurs d'activités à ceux du GIEC. 	<ul style="list-style-type: none"> Adopter les rubriques et le découpage du GIEC pour la collecte et l'archivage des données d'énergie.

Tableau 9 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteur Déchets

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Au plan institutionnel		
Faible application de la loi sur la décentralisation.	<ul style="list-style-type: none"> Concession de l'autonomie financière aux municipalités. 	<ul style="list-style-type: none"> Concéder, par l'entière application de la loi sur la décentralisation, l'autonomie financière aux municipalités.
Faibles capacités techniques des services à gérer les déchets liquides.	<ul style="list-style-type: none"> Equiper en matériels techniques adéquats de collecte et de gestion des déchets liquides. 	<ul style="list-style-type: none"> Equiper les municipalités de matériels techniques adéquats de collecte et de gestion des déchets liquides.
Absence de normes sur les rejets d'effluents.	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de normes relatives aux rejets d'effluents 	<ul style="list-style-type: none"> Prendre et appliquer des textes réglementaires relatifs aux normes sur les effluents
Au plan humain		
Faibles capacités humaines (effectif et compétences) en gestion des déchets.	<ul style="list-style-type: none"> Formation des agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets ou/et recrutement de spécialisées en gestion des déchets. 	<ul style="list-style-type: none"> Former les agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets ou/et recrutement de spécialistes en gestion des déchets.

Au plan systémique		
Faibles capacités des services techniques de gestion des déchets à organiser les acteurs de la filière déchets et à coordonner leurs activités sur le terrain.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de capacités des agents des voiries et des municipalités en gestion participative et intégrée des déchets. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les agents des voiries et des municipalités en gestion participative et intégrée des déchets.

Tableau 10 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteur UTCATF

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Au plan institutionnel		
Faibles capacité des institutions en charge des statistiques du secteur UTCATF (ESA, DSID, DEF, Direction de l'aménagement du territoire, Direction de la cartographie et du cadastre ...).	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités des institutions en charge de la collecte des données d'activité dans le secteur UTCATF. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prendre des textes redéfinissant les missions des institutions de collecte de données d'activité en rapport avec les besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC. ▪ Fournir le matériel, les équipements techniques et les moyens financiers adéquats.
Absence d'une structure nationale chargée de la recherche forestière.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'un centre de recherche en foresterie 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer un centre de recherche forestière suffisamment bien équipé aux fins de sa mission.
Au plan systémique		
Absence d'une méthode de collecte de données conforme aux besoins de la mise en œuvre de la CCNUCC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise au point d'une fiche de collecte aux rubriques conformes aux besoins en CC dans le secteur UTCATF. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre au point une fiche de collecte de données dont les rubriques répondent aux besoins en CC dans le secteur UTCATF.
Caducité du cadre juridique et réglementaire de gestion des forêts et aires protégées.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration d'un code forestier 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer le code forestier ▪ Prendre un arrêté d'application du code forestier.
Droit foncier inapproprié à une politique efficace de reforestation, de reboisement et d'aménagement forestier.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nationalisation des terres au Togo. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prendre un décret définissant les conditions de nationalisation des terres et l'appliquer.

Tableau 11 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteur Agriculture

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Au plan systémique		
Absence d'une méthodologie de collecte de données conforme aux besoins de la mise en œuvre de la CCNUCC.	<ul style="list-style-type: none"> Mise au point d'une méthodologie de collecte dans le secteur Agriculture répondant aux besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre au point une fiche de collecte dont les rubriques répondent aux besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.
Faibles capacités matérielles et techniques en matière de recherche agronomique.	<ul style="list-style-type: none"> Dotation en matériels de recherche agronomique. Renforcement des capacités techniques (par la formation et le recyclage) des chercheurs agronomes. 	<ul style="list-style-type: none"> Equiper les centres de recherche agronomiques en matériel de recherche adéquat. Renforcer les capacités techniques (par la formation et le recyclage) des chercheurs agronomes.

Tableau 12 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, secteurs Procédés Industriels, Solvants et Autres

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Au plan systémique		
Faible disponibilité des promoteurs à prendre en compte l'aspect environnemental dans le développement de leurs projets industriels.	<ul style="list-style-type: none"> IEC des industriels sur l'avantage d'anticiper sur les impacts imputables à leurs activités sur l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> IEC les industriels sur l'intérêt de réaliser des EIE. IEC les industriels sur les textes juridiques relatifs aux EIE au Togo.
Absence de normes relatives aux rejets d'effluents.	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de normes relatives aux rejets d'effluents liquides et gazeux. 	<ul style="list-style-type: none"> Fixer des normes sur les rejets d'effluents liquides et gazeux.

Tableau 13 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, sous-secteur Transports

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Au plan institutionnel		
Faible capacités des institutions techniques à suivre la pollution de l'air par les véhicules.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Equipement en kits de contrôle des fumées d'échappement. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Equiper les agents de la sécurité routière et les former à l'utilisation des kits de contrôle des fumées d'échappement.
Au plan humain		
Faible capacités (effectif et compétences) d'agents de la sécurité routière en matière de lutte contre la pollution véhiculaire.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation des agents de la sécurité routière à la lutte contre la pollution véhiculaire. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les agents de la sécurité routière à la lutte contre la pollution véhiculaire
Au plan systémique		
Absence d'une politique appliquée de lutte contre la pollution véhiculaire.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités de la Direction Générale des Transports en matière d'élaboration de stratégies de lutte contre la pollution véhiculaire. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les capacités de la Direction Générale des Transport pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la pollution véhiculaire et de promotion des véhicules propres.
Cadre juridique des institutions techniques non spécifique à la lutte contre la pollution véhiculaire.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration de l'aspect environnemental dans le corpus juridique de gestion des transports. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prendre et appliquer des textes réglementant l'âge des véhicules de seconde main importés et de ceux devant circuler.

Tableau 14 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, thématique Observation systématique et Recherche

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Au plan institutionnel		
Faibles capacités des centres d'observation et de recherche dans le suivi des CC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités des universitaires et instituts de recherche pour leur permettre de jouer efficacement leurs rôles. ▪ Mise sur pied de programmes d'échanges entre les Parties dans les domaines de l'observation et de la recherche sur les CC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fournir aux institutions de formation et de recherche, un personnel qualifié, un équipement adéquat et un support logistique conséquent pour une bonne formation dans les différents domaines des CC. ▪ Equiper en équipement et technologies de pointe aux laboratoires de recherche dans les différents domaines des CC ▪ Développer un partenariat d'échanges entre les Parties dans les domaines de l'observation et de la recherche sur les CC.
Au plan humain		
Faibles capacités humaines dans le domaine de l'observation systématique et la recherche particulièrement en océanographie, océanologie, météorologie, climatologie et hydrologie continentale.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématiques (météorologie, océanographie, etc.) ▪ Renforcement des compétences par la formation/le recyclage des observateurs et des chercheurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former des spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématique. ▪ Renforcer les capacités des agents des services d'observation et des instituts de recherche ▪ Développer le partenariat avec les Parties annexes I pour la formation de spécialistes nationaux dans les domaines de l'observation et de la recherche. ▪ Créer des facilitations de formation et de recyclage de chercheurs par la mise à disposition de programme de bourse/subvention pour les chercheurs et les étudiants. ▪ Consolider le cadre de partenariat entre les centres de recherche et les sociétés industrielles de la place. ▪ Promouvoir la coopération et la mobilité interuniversitaire. ▪ Développer la recherche dans le domaine de la modélisation des processus et leurs impacts

Au plan systémique		
Faibles capacités techniques et matérielles d'observation et de recherche en matière de CC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dotation en équipement de pointe aux institutions d'observation et de recherche en CC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Doter les services météorologiques, océanographiques, hydrologiques et des centres de recherche de moyens matériels, techniques et financiers adéquats.
Mécanismes de prévisions climatiques insuffisamment élaborés.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dotation en équipement moderne aux institutions d'observation et de formation en climatologie pour l'affinement des prévisions quotidiennes et la réalisation de prévisions sur le long terme. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Doter les services de la météorologie et les départements de géographie des universités en équipement de pointe leur permettant de faire des prévisions quotidiennes et lointaines fiables.
Absence de mécanismes de prévision océanographique et hydrologique.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dotation en équipement moderne des centres d'observation et de recherche en océanographie, océanologie et hydrologie continentale pour la réalisation de prévisions fiables. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Doter en équipement moderne les centres d'observation et de recherche en océanographie, océanologie et hydrologie continentale pour la réalisation de prévisions fiables.

Tableau 15 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, MERF

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Au plan institutionnel		
Absence d'une structure spécialement chargée d'assurer la permanence des IGES.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'une Unité CC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prendre un arrêté ministériel portant création, attribution et organisation de l'Unité CC. ▪ Construire et équiper les locaux de l'Unité CC. ▪ Redéployer les ressources humaines.
Difficultés dans l'application des textes relatifs aux EIE.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Implication d'autres directions techniques dans le processus de mise en œuvre des textes sur les EIE. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Impliquer les autres directions techniques au processus de mise en œuvre des textes relatifs aux EIE.
Faible implication des Directions Régionales et Préfectorales de l'environnement dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsabilisation des Directions Régionales et Préfectorales de l'Environnement dans la mise en œuvre au plan local de la CCNUCC. ▪ Organisation des ateliers de restitution aux Directions décentralisées des résultats de fora internationaux sur les CC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsabiliser les Directions Régionales et Préfectorales pour la coordination de la mise en œuvre de la CCNUCC aux niveaux régional et préfectoral. ▪ Faire une restitution à l'intention des Directions décentralisées, après chaque participation à un forum international

Au plan systémique		
Déploiement déficient des cadres du MERF en matière de CC	<ul style="list-style-type: none"> Redéploiement des cadres du MERF spécialisés en CC Renforcement des capacités des agents des Directions Régionales et Préfectorales de l'Environnement en gestion de l'environnement. Recrutement additionnel de spécialisés en CC. Mise à la disposition des Directions Régionales et Préfectorales des ressources humaines, d'équipement technique, des outils et des moyens financiers appropriés. 	<ul style="list-style-type: none"> Redéployer les cadres du MERF spécialisés en CC Recycler/former les agents des Directions décentralisées en gestion de l'environnement. Recruter des cadres additionnels spécialisés dans le domaine des CC. Fournir aux Directions Régionales et Préfectorales un équipement technique, et outils et moyens financiers appropriés.
Insuffisance en nombre et en compétences des cadres du MERF		
Faibles capacités des Directions Régionales et Préfectorales de l'Environnement à mettre en œuvre la CCNUCC.		

Tableau 16 : Identification des besoins spécifiques et actions correspondantes à mener en matière de renforcement de capacité, médias, forces de sécurité, ONG, secteur informel, des Forces Armées et de Sécurité et des médias

Contraintes, lacunes et faiblesses	Besoins en renforcement de capacités	Actions possibles à mener en matière de RC
Au plan institutionnel		
Faible implication dans le processus et non représentativité des organisations du secteur informel dans le CNCC ;	<ul style="list-style-type: none"> Implication des syndicats des acteurs du secteur informel dans l'exécution des activités s'inscrivant dans le cadre du processus de mise en œuvre de la CCNUCC 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les syndicats d'acteurs du secteur informel Sensibiliser les syndicats d'acteurs informels leur rôle dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC Impliquer les syndicats des acteurs du secteur informel dans les actions de sensibilisation Impliquer les syndicats des acteurs du secteur informel dans la collecte de données d'activité essentielles aux études en CC
Faible implication des ONG dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la communication entre l'organe de mise en œuvre et les ONG Implication ONG dans la sensibilisation et la collecte de données d'activité essentielles aux études en CC 	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la communication entre l'organe de mise en œuvre et les ONG Impliquer les ONG dans la sensibilisation et la collecte de données d'activité essentielles aux études en CC

Au plan humain		
Faibles capacités humaines (nombre et compétences) en CC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation et formation des agents des autres acteurs en CC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser et former les concernés en CC
Au plan systémique		
Faibles maîtrise des notions d'environnement et de développement durable par les ONG, les Forces Armées et de Sécurité et les journalistes.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation des ONG, des Forces Armées et de Sécurité routière et des journalistes en environnement et en développement durable 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les concernés en environnement et en développement durable ▪ IEC des concernés sur l'importance des EIE et leurs textes juridiques au Togo
Faible capacités des médias en techniques de sensibilisation sur les CC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des capacités humaines et techniques permettant aux médias d'appuyer efficacement le processus de mise en œuvre de la CCNUCC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC des journalistes sur la vulnérabilité, les mesures et politiques en matière d'atténuation et d'adaptation aux CC ▪ Former les journalistes en paléoclimatologie et ethnoclimatologie ▪ Informer les journalistes sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC au Togo ▪ Equiper les radios et télévisions de matériels techniques et documentaires sur les CC.

3.7.4. Hiérarchisation des besoins en matière de renforcement des capacités

Tableau 17 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel

<i>Besoin prioritaires en RC</i>	<i>Groupe cible</i>	<i>Echelle du besoin</i>	<i>Capacité à satisfaire efficacement le besoin</i>	<i>Degré de priorité</i>
Clarification du rôle et de la responsabilité des institutions techniques dans le processus.	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
Organisation des structures détentrices de données en un système national coordonné au niveau sectoriel par les directions techniques et au plan national par l'unité de coordination du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Organisation des structures détentrices de données en systèmes régionaux de collecte, de compilation et d'archivage, coordonné par la Direction Régionale de l'Environnement.	TG	Nationale	Faible	P1
Organisation des acteurs locaux en Comités Locaux sur les CC (CLCC).	TG	Nationale	Faible	P1
Augmentation du nombre et diversification des délégués nationaux.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Renforcement des capacités des délégués nationaux en négociation dans le cadre des fora internationaux sur les CC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Diffusion de la CNI et de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1	Nationale	Faible	P1
IEC de tous les acteurs sur la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC	TG	Nationale	Faible	P1
IEC de tous les acteurs sur la CCNUCC et le PK	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Appui financier pour l'amélioration du système de collecte des données	G1	Nationale	Faible	P1
Appui financier des partenaires au pays pour renforcer l'efficacité des institutions techniques et de formation	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
Appui financier pour la médiatisation des activités relatives aux CC.	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
Renforcement institutionnel des Points Focaux CCNUCC, FEM et GIEC.	G1	Globale	Faible	P1
Développement d'un partenariat avec les pays de l'annexe I/les centres de	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1

recherche des pays de l'annexe I.				
Renforcement des capacités des institutions en charge de la collecte des données d'activité dans le secteur UTCATF.	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
Equiperment en kits de contrôle des fumées d'échappement.	G1	Nationale	Faible	P1
Renforcement des capacités des universitaires et instituts de recherche pour leur permettre de jouer efficacement leurs rôles.	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
Mise sur pied de programmes d'échanges entre les Parties dans les domaines de l'observation et de la recherche sur les CC	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
Création d'un centre de recherche en foresterie	G1, G2	Nationale	Faible	P1
IEC des décideurs sur les engagements du pays à l'égard de la CCNUCC et les avantages liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
IEC des institutions sur les CC et leurs liens avec les activités humaines	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
IEC des décideurs politiques, des institutions techniques, des industriels et des ONG sur les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement le MDP.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
IEC des structures détentrices de données et d'informations utiles aux études des CC, sur leur rôle (des institutions) dans le processus de mise en œuvre, puis de l'importance des données qu'elles détiennent.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
Formation au montage du document de projets éligibles au FEM	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
Formation à la méthodologie de formulation d'un projet MDP et au processus de soumission au Bureau Exécutif (BE)	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
Elaboration des textes d'application de la CCNUCC et du PK au Togo.	G1	Nationale	Moyenne	P1
Elaboration de textes relatifs à la collecte, la gestion et l'accès aux données et informations sur les CC.	G1	Nationale	Moyenne	P1
Formation sur les mécanismes de financement de la CCNUCC	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
Formation en conception des projets FEM	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
Formation des centres de formation et de recherche sur les possibilités de financement des projets de recherche dans le domaine des CC.	G1, G2, G5	Nationale	Moyenne	P1
Création d'une unité CC	G1	Nationale	Moyenne	P1

Organisation des ateliers de restitution aux Directions décentralisées des résultats de fora internationaux sur les CC	G1	Nationale	Moyenne	P1
Amélioration de la communication entre l'organe de mise en œuvre et les directions techniques et les ONG.	G1, G2, G5	Nationale	Moyenne	P1
Implication des syndicats des acteurs du secteur informel dans l'exécution des activités s'inscrivant dans le cadre du processus de mise en œuvre de la CCNUCC	G1, G4, G5	Nationale	Moyenne	P1
Implication d'autres directions techniques dans le processus de mise en œuvre des textes sur les EIE.	G1	Nationale	Elevée	P1
Renforcement des capacités de la DGE en élaboration de stratégie nationale de développement énergétique viable.	G1	Nationale	Elevée	P1
Responsabilisation des Directions Régionales et Préfectorale de l'Environnement dans le processus de la mise en œuvre au plan local de la CCNUCC.	G1	Nationale	Elevée	P1
Implication des ONG dans la sensibilisation et la collecte de données d'activité essentielles aux études en CC.	G1, G5	Nationale	Elevée	P1
Instauration au sein des institutions de l'obligation de restituer les résultats de fora nationaux et internationaux	G1, G2, G3, G5	Nationale	Elevée	P1
Elaboration et application de textes relatifs aux CC.	G1	Nationale	Moyenne	P2
Création du Fonds National pour l'Environnement	G1	Nationale	Faible	P3
Mobilisation par l'Etat de ressources conséquentes pour les projets CC	G1	Nationale	Faible	P3
Elaboration et mise en œuvre d'une politique de taxation environnementale.	G1	Nationale	Moyenne	P3
Concession de l'autonomie financière aux municipalités.	G1, G4	Nationale	Elevée	P3

Tableau 18 : Classification des besoins en RC au plan humain

<i>Besoin prioritaires en RC</i>	<i>Groupe cible</i>	<i>Echelle du besoin</i>	<i>Capacité à satisfaire efficacement le besoin</i>	<i>Degré de priorité</i>
Formation des experts nationaux à la maîtrise des modèles du GIEC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Formation des experts nationaux à la conception de modèles fiables plus adaptés au contexte national	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Formation des experts nationaux au montage des scénarii fiables.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Formation des experts nationaux à la maîtrise des directives, manuels, feuilles d'IGES.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Formation des experts nationaux à la maîtrise des bonnes pratiques et de gestion des incertitudes des IGES.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Formation aux bonnes techniques et savoir-faire en matière de collecte des données d'activité.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Elaboration et mise en œuvre d'un programme national de formation et de spécialisation en CC	G1, G2	Nationale	Faible	P1
Développement d'un partenariat avec les universités et centres de recherche des pays de l'annexe I pour la formation de spécialiste et le recyclage des chercheurs.	G1, G2	Nationale	Faible	P1
Formation de spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématiques (météorologie, océanographie, etc.)	G1, G2	Nationale	Faible	P1
Renforcement des compétences par la formation/le recyclage des observateurs et des chercheurs	G1, G2	Nationale	Faible	P1
Initiation des agents de collecte à l'élaboration des coefficient/facteurs spécifiques d'émission.	G1, G2, G5	Nationale	Moyenne	P1
Formation des agents de la sécurité routière à la lutte contre la pollution véhiculaire	G1	Nationale	Moyenne	P1
Sensibilisation et formation des agents des autres acteurs en CC	G1, G4, G5	Nationale	Moyenne	P1
Formation des agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets ou/et recrutement de spécialisées en gestion des déchets.	G1	Nationale	Faible	P2

Tableau 19 : Classification des besoins en RC au plan systémique

<i>Besoin prioritaires en RC</i>	<i>Groupe cible</i>	<i>Echelle du besoin</i>	<i>Capacité à satisfaire efficacement le besoin</i>	<i>Degré de priorité</i>
Mise à disposition des experts et institutions clés, des documents de base traduits en français.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Appui en équipement approprié aux structures détentrices de données d'activité pour la collecte, l'analyse, la compilation, le stockage et la diffusion des données d'activité.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Formation des agents de structures détentrices de données d'activité en techniques de collecte, de traitement, de compilation et d'archivage de données aux fins des besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
Assistance pour la réadaptation, si possible des données existantes aux besoins des CC.	G1, G2	Nationale	Faible	P1
Facilitation de la circulation de l'information entre le CNCC et les comités locaux.	G1	Nationale	Faible	P1
Dotation en matériels de recherche agronomique.	G1, G2	Nationale	Faible	P1
Renforcement des capacités techniques (par la formation et le recyclage) des chercheurs agronomes.	G1, G2	Nationale	Faible	P1
Dotation en équipement de pointe aux institutions d'observation et de recherche en CC.	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
Dotation en équipement moderne aux institutions d'observation et de formation en climatologie pour l'affinement des prévisions quotidiennes et la réalisation de prévisions sur le long terme.	G1, G2	Nationale	Faible	P1
Dotation en équipement moderne des centres d'observation et de recherche en océanographie, océanologie et hydrologie continentale pour la réalisation de prévisions fiables.	G1, G2	Nationale	Faible	P1
Mise à la disposition des Directions Régionales et Préfectorales des ressources humaines, d'équipement technique, des outils et des moyens financiers appropriés.	G1	Nationale	Faible	P1
Renforcement des habiletés des décideurs politiques à amener le pays à saisir les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement le MDP	G1	Nationale	Moyenne	P1
Information, sensibilisation et responsabilisation des institutions à tous les niveaux sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
Mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation du processus de mise en	TG	Nationale	Moyenne	P1

œuvre de la CCNUCC.				
Intensification des actions d'IEC des acteurs et du public sur les CC et le processus de mise en œuvre	TG	Nationale	Moyenne	P1
Harmonisation des rubriques et du découpage des secteurs d'activités à ceux du GIEC.	G1, G3	Nationale	Moyenne	P1
Mise au point d'une fiche de collecte aux rubriques conformes aux besoins en CC dans le secteur UTCATF.	G1	Nationale	Moyenne	P1
Mise au point d'une méthodologie de collecte dans le secteur Agriculture répondant aux besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1	Nationale	Moyenne	P1
IEC des industriels sur l'avantage d'anticiper sur les impacts imputables à leurs activités sur l'environnement.	G1, G3	Nationale	Moyenne	P1
Renforcement des capacités de la Direction Générale des Transports en matière d'élaboration de stratégies de lutte contre la pollution véhiculaire.	G1	Nationale	Moyenne	P1
Redéploiement des cadres du MERF spécialisés en CC	G1	Nationale	Moyenne	P1
Recrutement additionnel de spécialisés en CC.	G1	Nationale	Moyenne	P1
Formation des ONG, des Forces Armées et de Sécurité routière et des journalistes en environnement et en développement durable	G1	Nationale	Moyenne	P1
Renforcement des capacités humaines et techniques permettant aux médias d'appuyer efficacement le processus de mise en œuvre de la CCNUCC	G1	Nationale	Moyenne	P1
Renforcement des capacités des agents des Directions Régionales et Préfectorales de l'Environnement en gestion de l'environnement.	G1	Nationale	Elevée	P1
Mise à la disposition des Directions Régionales et Préfectorales d'équipement technique, des outils et des moyens financiers appropriés.	G1	Nationale	Faible	P2
Renforcement de capacités des agents des voiries et des municipalités en gestion participative et intégrée des déchets.	G1	Nationale	Faible	P2
Elaboration d'un code forestier	G1	Nationale	Moyenne	P2
Mise en place de normes relatives aux rejets d'effluents liquides et gazeux.	G1	Nationale	Moyenne	P2
Intégration de l'aspect environnemental dans le corpus juridique de gestion des transports.	G1	Nationale	Moyenne	P2
Nationalisation des terres au Togo	TG	Nationale	Faible	P3

Au regard des résultats de la hiérarchisation des besoins en RC aux plans institutionnel, humain et systémique, il apparaît que les priorités en matière de RC se regroupent globalement en quatre (04) grandes rubriques :

- Renforcement des capacités institutionnelles, systémiques et juridiques pour la consolidation de l'infrastructure institutionnelle de base :

Il y a des décalages entre les cadres structurel, juridique et réglementaire, tandis que les rôles des institutions dans le processus restent encore flous. Les institutions clés ne sont pas suffisamment présentes et leur interaction est souvent inefficace à cause de la déficience d'intégration des départements ministériels.

- Formation, éducation et sensibilisation des acteurs depuis les décideurs jusqu'au public à tous les niveaux du processus

Le faible niveau de sensibilisation et de connaissance sur les CC, limite l'aptitude à discuter, à prendre des décisions et à passer à l'action sur le terrain. A cela s'ajoute la faible maîtrise des mécanismes de financement ciblant les CC, en particulier le FEM et le MDP, ce qui implique la mise en place d'un cadre opérationnel approprié. L'absence de spécialistes dans certains domaines clés des CC limite l'efficacité d'intervention des institutions. Cette lacune est renforcée par l'inexistence d'une base de données fiable sur les experts nationaux et leurs domaines d'intervention, débouchant sur une sorte d'élitisme au plan du choix des experts. En outre, le besoin de formation pour la maîtrise des techniques et savoir-faire constitue une base fondamentale dans l'élaboration des politiques et programmes d'atténuation des émissions de GES et d'adaptation aux CC.

- Recherche et observation systématique :

Les insuffisances au niveau de la collecte, l'analyse et l'archivage des données, la déficience du suivi et de l'observation entravent l'élaboration des politiques et la prise de décisions en matière d'adaptation aux CC. En outre, l'absence de passerelles entre le MERF et les centres de recherche scientifique et technique (protocole de partenariat) handicape le passage de la théorie à la pratique.

- Besoins technologiques et financiers :

Les lacunes et faiblesses identifiées dans le processus sont amplement imputables au manque de savoir-faire et à la contrainte financière. Pour ce faire, le présent rapport met un accent incisif sur l'acquisition de technologies et de savoir-faire adéquats, ainsi que l'apport de ressources financières additionnelles nécessaires pour surmonter les différentes contraintes et combler les lacunes constatées. Cet apport financier proviendra tant bien du FEM que de l'Etat togolais.

3.7.5. Actions prioritaires à mener en matière de renforcement de capacités

Par rapport aux besoins prioritaires identifiés, les actions correspondantes à mener pour solutionner les contraintes et les lacunes sont les suivantes :

Tableau 20 : Actions prioritaires en renforcement de capacités à mener au plan institutionnel

<i>Besoin prioritaires en RC</i>	<i>Actions correspondantes à mener</i>
Clarification du rôle et de la responsabilité des institutions techniques dans le processus.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Définir et/ou clarifier le rôle et la responsabilité des institutions techniques dans le processus
Organisation des structures détentrices de données en un système national coordonné au niveau sectoriel par les directions techniques et au plan national par l'unité de coordination du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prendre des arrêtés interministériels portant création et organisation de systèmes sectoriels et national de collecte, de stockage, d'archivage et de diffusion des données. ▪ Prendre des arrêtés interministériels attribuant la coordination des systèmes sectoriels aux directions techniques et la coordination du système nationale à l'unité de coordination du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.
Organisation des structures détentrices de données en systèmes régionaux de collecte, de compilation et d'archivage, coordonné par la Direction Régionale de l'Environnement.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser les structures détentrices de données en systèmes régionaux de collecte, de compilation et d'archivage, coordonné par la Direction Régionale de l'Environnement.
Organisation des acteurs locaux en Comités Locaux sur les CC (CLCC).	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser les acteurs locaux en CLCC. ▪ Informer et former les membres des CLCC sur les CC, leur mission, et leur responsabilité.
Augmentation du nombre et diversification des délégués nationaux.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mobiliser des moyens financiers supplémentaires pour favoriser une plus grande représentation et une meilleure participation des délégués du pays.
Renforcement des capacités des délégués nationaux en négociation dans le cadre des fora internationaux sur les CC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer la collaboration entre l'Etat et les ONG pour une meilleur représentativité du pays aux fora internationaux ▪ Renforcer les capacités des délégués nationaux en négociation.
Diffusion de la CNI et de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Reproduire et diffuser la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC à l'intention des acteurs clés. ▪ Concevoir, élaborer et diffuser des dépliants sur la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC à l'intention d'autres acteurs, des ONG et du public.
IEC de tous les acteurs sur la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC de tous les acteurs sur la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC.
IEC de tous les acteurs sur la CCNUCC et le PK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC de tous les acteurs sur la CCNUCC et le PK ▪ Reproduire la CCNUCC et le PK à l'intention des institutions. ▪ Concevoir, élaborer et diffuser des dépliants sur la CCNUCC et le PK à l'intention du public.

Appui financier pour l'amélioration du système de collecte des données	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appuyer financièrement l'amélioration du système de collecte de données.
Appui financier des partenaires au pays pour renforcer l'efficacité des institutions techniques et de formation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Octroyer un appui financier pour le recyclage et la formation de formateurs nationaux. ▪ Appuyer financièrement le pays pour le renforcement de l'efficacité des institutions techniques et de formation
Appui financier pour la médiatisation des activités relatives aux CC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Octroyer un appui financier pour la médiatisation des activités relatives aux CC.
Renforcement institutionnel des Points Focaux CCNUCC, FEM et GIEC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appuyer financièrement les Points focaux CCNUCC, FEM et GIEC à travers des projets de renforcement institutionnel et technique.
Développement d'un partenariat avec les pays de l'annexe I/les centres de recherche des pays de l'annexe I.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rechercher et développer un partenariat entre le Togo et les pays de l'annexe I/les centres de recherche du pays et ceux des pays de l'annexe I.
Renforcement des capacités des institutions en charge de la collecte des données d'activité dans le secteur UTCATF.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prendre des textes redéfinissant les missions des institutions de collecte de données d'activité en rapport avec les besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC. ▪ Fournir le matériel, les équipements techniques et les moyens financiers adéquats.
Equiper en kits de contrôle des fumées d'échappement.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Equiper les agents de la sécurité routière et les former à l'utilisation des kits de contrôle des fumées d'échappement.
Renforcement des capacités des universités et instituts de recherche pour leur permettre de jouer efficacement leurs rôles.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fournir aux institutions de formation et de recherche, un personnel qualifié, un équipement adéquat et un support logistique conséquent pour une bonne formation dans les différents domaines des CC. ▪ Equiper en équipement et technologies de pointe aux laboratoires de recherche dans les différents domaines des CC
Mise sur pied de programmes d'échanges entre les Parties dans les domaines de l'observation et de la recherche sur les CC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer un partenariat d'échanges entre les Parties dans les domaines de l'observation et de la recherche sur les CC.
Création d'un centre de recherche en foresterie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer un centre de recherche forestière suffisamment bien équipé aux fins de sa mission.
IEC des décideurs sur les engagements du pays à l'égard de la CCNUCC et les avantages liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC les décideurs sur les CC, la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC. ▪ IEC les décideurs sur les engagements du pays à l'égard de la CCNUCC et les avantages liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK.
IEC des institutions sur les CC et leurs liens avec les activités humaines	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC les institutions sur les CC et leurs liens avec les activités humaines selon les secteurs

IEC des décideurs politiques, des institutions techniques, des industriels et des ONG sur les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement le MDP.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC les décideurs politiques sur les opportunités et les avantages qu'offrent la CCNUCC et le MDP en matière de développement. ▪ IEC les institutions techniques de l'Etat sur les opportunités et les avantages qu'offrent la CCNUCC et le MDP. ▪ IEC les industriels sur les opportunités et les avantages qu'offrent la CCNUCC et le MDP. ▪ IEC les ONG sur les opportunités et les avantages qu'offrent la CCNUCC et le MDP.
IEC des structures détentrices de données et d'informations utiles aux études des CC, sur leur rôle (des institutions) dans le processus de mise en œuvre, puis de l'importance des données qu'elles détiennent.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informer et sensibiliser les institutions de collecte et détentrices de données sur l'importance des données d'activité, des facteurs de conversion et des coefficients d'émission dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC ▪ Former les agents de collecte en techniques de collecte de données selon les besoins en CC. ▪ Equiper les structures en matériels appropriés de collecte, d'analyse, de stockage et de diffusion des données.
Formation au montage du document de projets éligibles au FEM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les acteurs sur la possibilité de monter des projets et sur les critères d'éligibilité desdits projets. ▪ Former les acteurs au montage du document de projets selon les directives du FEM.
Formation à la méthodologie de formulation d'un projet MDP et au processus de soumission au Bureau Exécutif (BE)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IEC sur le MDP et ses opportunités pour le développement ▪ IEC sur les critères d'éligibilité des projets ▪ Former à la méthodologie de formulation de projet MDP et le processus de soumission au BE
Elaboration des textes d'application de la CCNUCC et du PK au Togo.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informer, éduquer et sensibiliser les législateurs et les juristes sur les CC et leurs risques. ▪ Former les législateurs et les juristes sur la CCNUCC et le PK et les engagements du pays à leurs égards.
Elaboration et application de textes relatifs aux CC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informer les législateurs et les juristes sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC et le PK au Togo. ▪ Prendre des textes d'application de la CCNUCC et du PK au Togo. ▪ Elaborer, appliquer et vulgariser les textes complémentaires.
Elaboration de textes relatifs à la collecte, la gestion et l'accès aux données et informations sur les CC.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer, adopter et vulgariser les textes sur la gestion et l'accès aux données et informations relatives aux CC.
Formation sur les mécanismes de financement de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former les acteurs sur les mécanismes de financement de la CCNUCC

Formation en conception des projets FEM	<ul style="list-style-type: none"> Former en conception et sur procédures de financement des projets FEM
Formation des centres de formation et de recherche sur les possibilités de financement des projets de recherche dans le domaine des CC.	<ul style="list-style-type: none"> Former les acteurs du domaine de la recherche sur les possibilités d'obtenir des financements indispensables pour la mise en œuvre de projets de recherche s'inscrivant dans le domaine des CC.
Création d'une unité CC	<ul style="list-style-type: none"> Prendre un arrêté ministériel portant création, attribution et organisation de l'Unité CC. Construire et équiper les locaux de l'Unité CC. Redéployer les ressources humaines.
Organisation des ateliers de restitution aux Directions décentralisées des résultats de fora internationaux sur les CC	<ul style="list-style-type: none"> Faire une restitution à l'intention des Directions décentralisées, après chaque participation à un forum international
Amélioration de la communication entre l'organe de mise en œuvre et les directions techniques et les ONG.	<ul style="list-style-type: none"> Communiquer et échanger avec les Directions décentralisées à travers des réunions, ateliers/séminaires, et rapports.
Implication des syndicats des acteurs du secteur informel dans l'exécution des activités s'inscrivant dans le cadre du processus de mise en œuvre de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les syndicats d'acteurs du secteur informel Sensibiliser les syndicats d'acteurs informels leur rôle dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC Impliquer les syndicats des acteurs du secteur informel dans les actions de sensibilisation Impliquer les syndicats des acteurs du secteur informel dans la collecte de données d'activité essentielles aux études en CC
Implication d'autres directions techniques dans le processus de mise en œuvre des textes sur les EIE.	<ul style="list-style-type: none"> Impliquer les autres directions techniques au processus de mise en œuvre des textes relatifs aux EIE.
Renforcement des capacités de la DGE en élaboration de stratégie nationale de développement énergétique viable.	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités de la DGE en élaboration de stratégie nationale de développement énergétique viable.
Responsabilisation des Directions Régionales et Préfectorale de l'Environnement dans le processus de la mise en œuvre au plan local de la CCNUCC.	<ul style="list-style-type: none"> Responsabiliser les Directions Régionales et Préfectorales pour la coordination de la mise en œuvre de la CCNUCC aux niveaux régional et préfectoral.
Implication des ONG dans la sensibilisation et la collecte de données d'activité essentielles aux études en CC.	<ul style="list-style-type: none"> Impliquer les ONG dans la sensibilisation et la collecte de données d'activité essentielles aux études en CC
Instauration au sein des institutions de l'obligation de restituer les résultats de fora nationaux et internationaux	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des ateliers de restitution après toute participation à un forum, au sein des institutions.
Création du Fonds National pour l'Environnement	<ul style="list-style-type: none"> Prendre les textes portant création, attribution et organisation Fonds National pour l'Environnement et ses mécanismes de financement
Mobilisation par l'Etat de ressources conséquentes pour les	<ul style="list-style-type: none"> Inscrire des ressources financières suffisantes dans le budget de l'Etat au profit du

projets CC	processus de mise en œuvre de la CCNUCC
Elaboration et mise en œuvre d'une politique de taxation environnementale.	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer et appliquer la politique de taxation/d'amande environnementale.
Concession de l'autonomie financière aux municipalités.	<ul style="list-style-type: none"> Concéder, par l'entière application de la loi sur la décentralisation, l'autonomie financière aux municipalités.

Tableau 21 : Actions prioritaires en renforcement de capacités à mener au plan humain

<i>Besoin prioritaires en RC</i>	<i>Actions correspondantes à mener</i>
Formation des experts nationaux à la maîtrise des modèles du GIEC.	<ul style="list-style-type: none"> Former les experts nationaux à l'utilisation des modèles et à l'interprétation des sorties de modèles.
Formation des experts nationaux à la conception de modèles fiables plus adaptés au contexte national	<ul style="list-style-type: none"> Former les experts nationaux à l'élaboration de modèles spécifiques. Former les experts nationaux à l'évaluation de la qualité des modèles.
Formation des experts nationaux au montage des scénarii fiables.	<ul style="list-style-type: none"> Former les experts nationaux aux techniques de montage de scénarii fiables.
Formation des experts nationaux à la maîtrise des directives, manuels, feuilles d'IGES.	<ul style="list-style-type: none"> Former les experts nationaux à la maîtrise de la méthodologie de conduite des IGES. Former les experts nationaux à l'utilisation de modèles des feuilles de calcul d'IGES.
Formation des experts nationaux à la maîtrise des bonnes pratiques et de gestion des incertitudes des IGES.	<ul style="list-style-type: none"> Former les experts nationaux à la maîtrise des bonnes pratiques et de gestion des incertitudes des IGES.
Formation aux bonnes techniques et savoir-faire en matière de collecte des données d'activité.	<ul style="list-style-type: none"> Former les agents de collecte en techniques de collecte de données selon les besoins en CC.
Elaboration et mise en œuvre d'un programme national de formation et de spécialisation en CC	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer et mettre en œuvre un programme de formation et de spécialisation en CC
Développement d'un partenariat avec les universités et centres de recherche des pays de l'annexe I pour la formation de spécialiste et le recyclage des chercheurs.	<ul style="list-style-type: none"> Développer un partenariat avec les universités et centres de recherche des pays de l'annexe I : échange d'étudiants, don d'équipement et recyclage des chercheurs.
Formation de spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématiques (météorologie, océanographie, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Former des spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématique. Renforcer les capacités des agents des services d'observation et des instituts de recherche Développer le partenariat avec les Parties annexes I pour la formation de spécialistes nationaux dans les domaines de l'observation et de la recherche.
Renforcement des compétences par la formation/le recyclage	

des observateurs et des chercheurs	<ul style="list-style-type: none"> de programme de bourse/subvention pour les chercheurs et les étudiants. Consolider le cadre de partenariat entre les centres de recherche et les sociétés industrielles de la place. Promouvoir la coopération et la mobilité interuniversitaire. Développer la recherche dans le domaine de la modélisation des processus et leurs impacts
Initiation des agents de collecte à l'élaboration des coefficient/facteurs spécifiques d'émission.	<ul style="list-style-type: none"> Former les agents de collecte à l'élaboration de coefficients/facteurs spécifiques d'émission.
Formation des agents de la sécurité routière à la lutte contre la pollution véhiculaire	<ul style="list-style-type: none"> Former les agents de la sécurité routière à la lutte contre la pollution véhiculaire
Sensibilisation et formation des agents des autres acteurs en CC	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser et former les agents des autres acteurs en CC
Formation des agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets ou/et recrutement de spécialisées en gestion des déchets.	<ul style="list-style-type: none"> Former les agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets ou/et recrutement de spécialistes en gestion des déchets.

Tableau 22 : Actions prioritaires en renforcement de capacités à mener au plan systémique

<i>Besoin prioritaires en RC</i>	<i>Actions correspondantes à mener</i>
Mise à la disposition des experts et institutions clés, des documents de base traduits en français.	<ul style="list-style-type: none"> Octroyer des soutiens financier et technique pour la traduction des documents de l'anglais en français.
Appui en équipement approprié aux structures détentrices de données d'activité pour la collecte, l'analyse, la compilation, le stockage et la diffusion des données d'activité.	<ul style="list-style-type: none"> Equiper les structures détentrices de données d'activité en matériels appropriés nécessaires pour la collecte, l'analyse, le stockage et la diffusion des données.
Formation des agents de structures détentrices de données d'activité en techniques de collecte, de traitement, de compilation et d'archivage de données aux fins des besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	<ul style="list-style-type: none"> Former les structures détentrices de données en techniques de collecte, de traitement, de compilation et d'archivage de données aux fins des besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.
Assistance pour la réadaptation, si possible des données existantes aux besoins des CC.	<ul style="list-style-type: none"> Traiter les données existantes afin de les adapter aux besoins des études en CC.
Facilitation de la circulation de l'information entre le CNCC et les comités locaux.	<ul style="list-style-type: none"> Créer un site internet pour la mise en ligne des informations nationales et internationales relatives au processus de mise en œuvre de la CCNUCC. Former les acteurs à l'exploitation du site Internet.

Dotation en matériels de recherche agronomique.	▪ Equiper les centres de recherche agronomiques en matériel de recherche adéquat.
Renforcement des capacités techniques (par la formation et le recyclage) des chercheurs agronomes.	▪ Renforcer les capacités techniques (par la formation et le recyclage) des chercheurs agronomes.
Dotation en équipement de pointe aux institutions d'observation et de recherche en CC.	▪ Doter les services météorologiques, océanographiques, hydrologiques et des centres de recherche de moyens matériels, techniques et financiers adéquats.
Dotation en équipement moderne aux institutions d'observation et de formation en climatologie pour l'affinement des prévisions quotidiennes et la réalisation de prévisions sur le long terme.	▪ Doter les services de la météorologie et les départements de géographie des universités en équipement de pointe leur permettant de faire des prévisions quotidiennes et lointaines fiables.
Dotation en équipement moderne des centres d'observation et de recherche en océanographie, océanologie et hydrologie continentale pour la réalisation de prévisions fiables.	▪ Doter en équipement moderne les centres d'observation et de recherche en océanographie, océanologie et hydrologie continentale pour la réalisation de prévisions fiables.
Mise à la disposition des Directions Régionales et Préfectorales des ressources humaines, d'équipement technique, des outils et des moyens financiers appropriés.	▪ Fournir aux Directions Régionales et Préfectorales un équipement technique, et outils et moyens financiers appropriés.
Renforcement des habiletés des décideurs politiques à amener le pays à saisir les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement le MDP	▪ Informer les décideurs politiques sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC et le PK au Togo ▪ Informer et sensibiliser les décideurs politiques sur les avantages et les opportunités liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du MDP
Information, sensibilisation et responsabilisation des institutions à tous les niveaux sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	▪ Informer, sensibiliser et responsabiliser les institutions, tant au niveau central qu'au niveau des régions.
Mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	▪ Mettre en réseau le CNCC et les CLCC et faciliter les échanges d'informations entre eux.
Intensification des actions d'IEC des acteurs et du public sur les CC et le processus de mise en œuvre	▪ Multiplier les actions de sensibilisation à l'endroit de tous les acteurs et du public.
Harmonisation des rubriques et du découpage des secteurs d'activités à ceux du GIEC.	▪ Adopter les rubriques et le découpage du GIEC pour la collecte et l'archivage des données.
Mise au point d'une fiche de collecte aux rubriques conformes aux besoins en CC dans le secteur UTCATF.	▪ Mettre au point une fiche de collecte de données dont les rubriques répondent aux besoins en CC dans le secteur UTCATF.
Mise au point d'une méthodologie de collecte dans le secteur Agriculture répondant aux besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	▪ Mettre au point une fiche de collecte dont les rubriques répondent aux besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.

IEC des industriels sur l'avantage d'anticiper sur les impacts imputables à leurs activités sur l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> IEC les industriels sur l'intérêt de réaliser des EIE. IEC les industriels sur les textes juridiques relatifs aux EIE au Togo.
Renforcement des capacités de la Direction Générale des Transports en matière d'élaboration de stratégies de lutte contre la pollution véhiculaire.	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités de la Direction Générale des Transports pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la pollution véhiculaire et de promotion des véhicules propres.
Redéploiement des cadres du MERF spécialisés en CC	<ul style="list-style-type: none"> Redéployer les cadres du MERF spécialisés en CC
Recrutement additionnel de spécialisés en CC.	<ul style="list-style-type: none"> Recruter des cadres additionnels spécialisés dans le domaine des CC.
Formation des ONG, des Forces Armées et de Sécurité routière et des journalistes en environnement et en développement durable	<ul style="list-style-type: none"> Former les concernés en environnement et en développement durable IEC des concernés sur l'importance des EIE et leurs textes juridiques au Togo
Renforcement des capacités humaines et techniques permettant aux médias d'appuyer efficacement le processus de mise en œuvre de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none"> IEC des journalistes sur la vulnérabilité, les mesures et politiques en matière d'atténuation et d'adaptation aux CC Former les journalistes en paléoclimatologie et ethnoclimatologie Informers les journalistes sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC au Togo Equiper les radios et télévisions de matériels techniques et documentaires sur les CC.
Renforcement des capacités des agents des Directions Régionales et Préfectorales de l'Environnement en gestion de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Recycler/former les agents des Directions décentralisées en gestion de l'environnement.
Mise à la disposition des Directions Régionales et Préfectorales d'équipement technique, des outils et des moyens financiers appropriés.	<ul style="list-style-type: none"> Fournir aux Directions Régionales et Préfectorales un équipement technique, et outils et moyens financiers appropriés.
Renforcement de capacités des agents des voiries et des municipalités en gestion participative et intégrée des déchets.	<ul style="list-style-type: none"> Former les agents des voiries et des municipalités en gestion participative et intégrée des déchets.
Elaboration d'un code forestier	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer le code forestier Prendre un arrêté d'application du code forestier.
Mise en place de normes relatives aux rejets d'effluents liquides et gazeux.	<ul style="list-style-type: none"> Fixer des normes sur les rejets d'effluents liquides et gazeux.
Intégration de l'aspect environnemental dans le corpus juridique de gestion des transports.	<ul style="list-style-type: none"> Prendre et appliquer des textes réglementant l'âge des véhicules de seconde main importés et de ceux devant circuler.
Nationalisation des terres au Togo	<ul style="list-style-type: none"> Prendre un décret définissant les conditions de nationalisation des terres et l'appliquer.

Par rapport aux besoins prioritaires identifiés, les actions correspondantes à mener en matière de RC reviennent entre autres à :

- créer une unité spécialement chargée de la mise en œuvre de la CCNUC, du suivi et de l'évaluation des politiques et des stratégies en matière de CC ;
- intensifier les actions d'information et sensibilisation des acteurs et à tous les niveaux, en particulier les décideurs en vue de réduire les conflits de compétence aux fins de l'efficacité du processus de mise en œuvre ;
- mettre en place un système de collecte coordonné au plan sectoriel par les services technique, au plan régional par les Direction Régionale de l'Environnement et par la Direction de l'Environnement au plan national ;
- former les acteurs en l'élaboration des projets et les procédures de financement ;
- renforcer l'appui à la participation du pays aux négociations internationales sur les CC ;
- informer, former et sensibiliser les décideurs politiques sur les avantages liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du MDP ;
- recruter et redéployer les ressources humaines pour une plus grande efficacité du processus de mise en œuvre de la CCNUCC ;
- former les experts nationaux à la maîtrise des outils et des méthodes du GIEC, ainsi qu'à l'élaboration de coefficients d'émission et de modèles spécifiques ;
- promouvoir la recherche en dotant les établissements universitaires et instituts de recherche de moyens techniques et financiers adéquats ;
- élaborer un programme de bourse de formation et de spécialisation des étudiants et des chercheurs en CC ;
- introduire la CCNUCC et les autres textes juridiques internationaux sur les CC dans le corpus juridique national ;
- doter le pays d'un cadre réglementaire spécifique et efficace sur les CC ;
- mettre en place le Fonds National pour l'Environnement et ses mécanismes de financement ;
- appliquer la politique de taxation/d'amande aux délies environnementaux : principe pollueur/payeur, taxe sur le bois et le charbon de bois, etc. ;
- appuyer financièrement les efforts du pays à travers des projets de renforcement institutionnel et technique.

Toutes les actions en RC ne sauraient aboutir que si des conditions idoines sont remplies. C'est la raison pour laquelle, des recommandations ci-dessous sont faites.

3.8. Recommandations

L'analyse de l'état de mise en œuvre de la CCNUCC au Togo montre que les acquis obtenus sont modestes à cause de l'importance des contraintes d'ordre institutionnel, de l'insuffisance des ressources humaines en qualité et en effectif et de la déficience matérielle et technique pour conduire les programmes et projets prioritaires identifiés par la communication nationale initiale.

Afin de permettre au Togo de respecter ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale et de tirer profit des opportunités offertes par la CCNUCC et le PK, il est recommandé :

- l'édition et/la traduction par le Secrétariat de la CCNUCC des documents de base sur les CC en langue française pour les pays francophones ;
- l'allègement des procédures de financement du FEM ;
- la création et le renforcement des capacités du Comité National du Développement Durable ;
- le renforcement institutionnel du Comité Interministériel pour l'Environnement (CIE) afin de permettre une meilleure implication des autres institutions dans le processus de mise en œuvre de la CCNUCC ;
- l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'énergie ; et
- la promotion des pratiques de bonne gouvernance et la pénalisation effective de la violation des dites pratiques.

4. CONCLUSION GENERALE

La prise de conscience au plus haut niveau de l'Etat du danger que représentent les CC a amené le Togo à signer en juin 1992 et ratifier le 08 mars 1995 la CCNUCC. En signant et en ratifiant cette Convention, le Togo s'est engagé à contribuer à *"stabiliser les concentrations des GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique mondial"*.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la CCNUCC, plusieurs réalisations ont été faites et des activités ont été menées. Au nombre des réalisations, figure principalement la CNI dont les différentes études sectorielles ont permis au Togo de communiquer au Secrétariat de la Convention les informations sur ses émissions de GES, l'état de sa vulnérabilité et les politiques et mesures envisagées pour atténuer les émissions de GES et s'adapter aux CC.

Au chapitre des activités menées sur le terrain, l'essentiel se résume aux actions d'information, d'éducation, de formation, de sensibilisation et de communication sur les CC, la CCNUCC et les opportunités liées à la mise en œuvre du MDP.

En dehors du projet d'habilitation pour l'élaboration de la CNI, le Togo a obtenu du financement pour la réalisation d'autres projets dont : (i) le Projet Régional de Renforcement de Capacités pour l'Amélioration de la Qualité des inventaires de gaz à effet de serre en Afrique de l'Ouest et du Centre ; (ii) le projet de réalisation du Plan d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA) ; (iii) le projet d'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour gérer l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR-GEM) et bientôt, (iv) la Deuxième Communication Nationale sur les CC.

L'accomplissement de ces réalisations et l'exécution des activités ont vu la participation des acteurs tant étatiques que privés, des organisations de la société civile, des institutions de recherche et de formation, des sociétés privées et des collectivités locales.

L'évaluation, à ce jour, du processus de mise en œuvre de la CCNUCC au Togo révèle que ledit processus est encore à l'étape d'apprentissage pour certains acteurs et se caractérise par un faible niveau de synergie dans l'exécution des Conventions de Rio.

Même si on note quelques points de satisfaction comme la mise en place d'un cadre de concertation national impliquant toutes les parties prenantes à la problématique des CC, il est évident que beaucoup reste encore à faire, au regard des objectifs, des engagements et des opportunités de la Convention. Les lacunes et contraintes ainsi identifiées retardent énormément la mise en œuvre de la Convention, le PK et les directives de la COP, limitant ainsi la capacité de mobilisation des hommes et des ressources aux fins du développement du pays.

Pour que l'atteinte des objectifs visés en matière de gestion de l'environnement mondial contribue effectivement à son développement, le Togo doit renforcer ses capacités institutionnelles, humaines et systémiques telles que proposées dans le présent rapport. Les besoins prioritaires en la matière se résument au renforcement des capacités des institutions et des acteurs en termes de formation, de sensibilisation, d'éducation de la recherche et de l'observation systématique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- GEF : Éléments de collaboration stratégique et cadre de l'action du FEM pour un renforcement des capacités à l'appui de la protection de l'environnement mondial : Formule proposée, 2001.
- FEM : Guide de l'autoévaluation nationale des capacités à renforcer pour gérer l'environnement mondial, 2001.
- MERF : Arrêté N° 11/MERF du 28 avril 2005 portant organisation et fonctionnement du Comité National sur les Changements Climatiques.
- MERF : Arrêté N° 021/MERF du 10 novembre 2006 portant création de l'Autorité Nationale Désignée du Mécanisme de Développement Propre.
- MERF, Arrêtés N°013/MERF du 1^{er} septembre 2006 portant réglementation de la procédure, de la méthodologie et du contenu des études d'impact sur l'environnement.
- MERF : Arrêté N° 018/MERF du 09 octobre 2006 fixant les modalités et les procédures d'information et de participation du public au processus d'étude d'impact.
- MERF : Communication Nationale Initiale du Togo sur les CC, 2001.
- MERF : Document d'autoévaluation de la Communication Nationale Initiale et de la Phase II et de préparation du document de projet de la Deuxième Communication Nationale, 2005.
- MERF : Loi N° 88-14 du 3 Novembre 1988 instituant Code de l'Environnement, 1988.
- MERF : Politique Nationale de l'Environnement, 1998.
- MERF : Plan National d'Action pour l'Environnement, 2001.
- MERF : Programme d'Action National de lutte contre la désertification, 2001.
- MERF : Stratégie de conservation et d'utilisation durables de la diversité biologique, 2003.
- MERF : Stratégie Nationale de Mise en Œuvre de la CCNUCC, 2004.
- PNUD : Renforcement des Capacités de Gestion de l'Environnement : Guide de méthodes optimales, 1999.
- PNUD : Kit pour la préparation de l'ANCR, 2005.
- Présidence de la République Togolaise, Décret N°2006-058/PR du 05 juillet 2006 fixant la liste des travaux, activités et documents de planification soumis à étude d'impact sur l'environnement (EIE)
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique : Cahier technique N°25 «Orientations visant à encourager les synergies entre les activités portant sur la diversité biologique, la désertification, la dégradation des terres et les changements climatiques, 2006
- UNFCCC : Texte juridique de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), 1992.
- UNFCCC : Texte juridique du PK à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, 1998.
- UNFCCC : Rapport de la Conférence des Parties sur les travaux de sa cinquième session, tenue à Bonn du 25 octobre au 5 novembre 1999, 2000.
- UNFCCC : Rapport de la Conférence des Parties sur les travaux de sa septième session, tenue à Marrakech du 29 octobre au 10 novembre 2001, 2002.
- UNFCCC : Rapport de la dixième session de la Conférence des Parties tenue à Buenos aires du 6 au 18 décembre 2004, 2005.